

TISA-TTIP-CETA, Pesticides

« Accord sur le Commerce des Services (ACS) appelé TISA est négocié depuis février 2012 à Genève, en dehors des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et dans une extrême opacité. Actuellement, les gouvernements de 22 Etats sont engagés dans ces négociations; USA, Canada, Australie, Japon, Suisse, Liechtenstein, Islande, Norvège, Turquie, Israël, Maurice, Mexique, Panama, Colombie, Pérou, Chili, Costa Rica, Taipei chinois, Hong Kong (Chine), Nouvelle-Zélande, Pakistan, Corée du sud, ainsi que la Commission européenne (qui représente les 28 Etats membres de l'UE). L'Uruguay et le Paraguay se sont retirés des négociations. Depuis 2012, les parlementaires européens et nationaux ne sont pas informés du contenu de ces négociations, ce qui est foncièrement antidémocratique ! Les citoyens, syndicats, ONG et autorités régionales doivent aussi être mis au courant et consultés sur cet accord qui les concerne directement.

Le 3 février 2016, le Parlement européen a voté une Résolution non contraignante demandant à la Commission européenne (organe exécutif de l'UE) de changer d'orientation, afin de protéger les droits des citoyens, des travailleurs et consommateurs. Le besoin de transparence est l'une des recommandations des parlementaires, en tant que principe démocratique fondamental dans la négociation d'accords commerciaux. TISA vise à « commercialiser » la quasi-intégralité de nos services publics, les Entreprises détenues par l'Etat, et certains services privés, en les mettant en concurrence avec les services fournis par les multinationales, lesquelles ont uniquement pour but de faire du profit. La fuite de Wikileaks du 15 septembre 2016 et le Rapport de la Commission européenne de la 21e ronde de négociation confirment que TISA devrait comprendre un mécanisme de règlement des différends Etat contre Etat.

https://wikileaks.org/tisa/document/201609_TiSA_Institutional-and-dispute-settlement-provisions/page-1/#pagination
http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2016/november/tradoc_155095.pdf Dès septembre 2013, la fédération syndicale "Internationale des services publics (PSI-ISP)" et le réseau "Notre monde" ont dénoncé publiquement les négociations secrètes qui ont lieu à Genève sur TISA. Au niveau européen et mondial, des organismes faïtiers représentant la société civile se sont positionnés tels la Confédération syndicale internationale (CSI), la Confédération européenne des syndicats (CES/ETUC), le Comité des Régions de l'Union européenne (CdR). De plus, 341 organisations représentant des centaines de millions de personnes du monde entier ont appelé les gouvernements à abandonner les discussions sur TISA. (voir ci-après) En Suisse, le Syndicat national des services publics, des ONGs, associations et syndicats, deux partis politiques (PS et Verts) et des élus de gauche et de droite ont clairement marqué leur opposition à TISA. Plusieurs Villes et communes se sont symboliquement déclarées "zone hors-TiSA". Le Parlement du canton de Genève s'est également positionné contre cet accord, à une large majorité, comme en Ville de Genève. Des parlementaires nationaux ont interpellé le gouvernement suisse. Malgré les informations diffusées par la presse et les entités précitées, nous constatons, au fil des mois, que la population suisse est très peu au courant de l'existence des méga-traités commerciaux initiés dans les années 1990 (ALENA, CETA, TPP, TTIP, JEFTA/Japon-UE). Parmi eux, l'Accord sur le commerce des services (TISA) semble être le traité le moins connu. Il est par conséquent peu contesté par la population, malgré le danger qu'il représente. Dès lors, chacun-e d'entre nous peut agir pour préserver notre environnement et nos acquis sociaux, en informant nos proches, et en interpellant nos autorités locales ! Voici une image très "parlante" de Stop Tafta : <https://stoptafta.wordpress.com/2016/02/19/tafta-ceta-tisa-hors-tafta-ou-en-sont-nos-actions/> Page créée par l'Adetra le 25 février 2016, mise à jour le 15 août 2018

Ajout de ce jour : Entretien du 25/07/2018 avec Younous Omarjee, député européen de la France insoumise sur l'affaire Benalla-Macron * * * * *

RECENTES NOUVELLES Roundup - glyphosate Le 11 août 2018 : Roundup/glyphosate: Monsanto condamné à verser 289M\$ à Dwayne Johnson, jardinier qui a utilisé le Roundup de 2012 à 2014, et à qui il ne reste que 2 ans maximum à vivre (lymphome), réactions de Dwayne Johnson, Scott Partridge, vice-président de Monsanto, Marie-Monique Robin, journaliste d'investigation, Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération paysanne, François Veillerette, cofondateur et porte-parole de Générations Futures, association qui a participé à l'Initiative Citoyenne Européenne pour la fin du glyphosate, Paul François, céréalier charentais, victime de Monsanto qui a fait condamner Monsanto en appel en 2015, décision annulée en cassation en 2017, affaire rejugée en 2019, François Lafforgue, avocat de Paul François, David Cormand, Secrétaire national Europe Écologie-Les Verts, Ségolène Royal, ancienne ministre de l'Environnement, Bruno Parmentier, consultant en agriculture et alimentation, Christopher Mesnooh, avocat aux barreaux de Paris et New-York, Arnaud Gossement, avocat spécialiste du droit de l'environnement - 11.08.2018 - France et États-Unis.

https://www.youtube.com/watch?v=TICD_GT3zgzg

- Interview avec Yannick Jadot : <https://video-streaming.orange.fr/tv/jadot-eelv-sur-les-propos-de-hulot-j-espere-qu-il-va-constater-que-le-lobby-pro-glyphosate-est-au-gouvernement-a-travers-le-ministre-de-l-agriculture-VID000002FAwd.html>

- Le 11 août 2018. Condamnation de Monsanto : "Est-ce qu'ils vont payer ?" s'interroge la journaliste Marie-Monique Robin. https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/agriculture/condamnation-de-monsanto-est-ce-qu-ils-vont-payer-s-interroge-la-journaliste-marie-monique-robin_2891915.html

- Le 4 juillet 2018. Marie-Monique Robin : "Le monde selon Monsanto" est arrivé au bon moment. <https://www.youtube.com/watch?v=kLuzj-4kk5k>

Dans l'indifférence générale l'UE et le Japon ont signé le JEFTA

- Communiqué de l'Institut Veblen du 16 juillet 2018 : <https://www.veblen-institute.org/Dans-l-indifference-generale-l->

Union-europeenne-et-le-Japon-signent-le-JEFTA-le.html

- Le 17 juillet 2018. Article de Martine Orange, Mediapart : <https://www.mediapart.fr/journal/international/170718/malgre-les-critiques-l-europe-signe-un-accord-de-libre-echange-avec-le-japon>

- Le 17 juillet 2018. Merci à Clémentine Autain, députée FI, pour son interpellation en Commission !
<https://lafranceinsoumise.fr/2018/07/18/jefta-traite-avec-le-japon-ratifie-sans-consultation-des-peuples/>

- Le 16 avril 2018, communiqué d'Arnaud Zacharie, CNCD-11.11.11 : <https://www.cncd.be/Accord-commercial-UE-Japon-pas-d>

En tant que coordination, le CNCD-11.11.11 interpelle les instances politiques nationales et internationales sur leurs responsabilités en matière de coopération au développement et de solidarité internationale.

- Hashtag CETA sur Twitter : <https://twitter.com/hashtag/JEFTA?src=hash&lang=fr> Note de l'Adetra :

Nous référant à l'article de Martine Orange du 17 juillet 2018, paru dans Mediapart :

" Selon les documents obtenus par l'ONG Corporate Europe Observatory (CEO) auprès de la Commission européenne - et encore, celle-ci a refusé de donner accès aux documents de 2017, l'année la plus importante, en invoquant une « surcharge de travail » - , les lobbies industriels et financiers ont été associés à toutes les négociations. Entre 2013 et 2016, ils ont été présents à 190 réunions avec les directions de la Commission.

Les associations de consommateurs, celles représentant l'intérêt général, le grand public, les ONG n'ont été invitées durant la même période qu'à 4 % des réunions. Quant aux syndicats, aucune direction, aucun membre de la Commission européenne n'a jugé utile de les convier, ne serait-ce qu'une fois."

Il nous paraît très inquiétant de constater les mensonges délibérés de responsables politiques, tels ceux proférés par Emmanuel Macron et Pierre Moscovici, qui déclaraient - voir les 2 vidéos suivantes en lien avec le CETA* - vouloir impérativement avoir, à l'avenir, concernant notamment les accords de libre-échange, des procédures beaucoup plus transparentes et démocratiques vis-à-vis de la société civile, tout en sachant très bien qu'ils ne tiendraient pas leurs promesses !

Les négociations en catimini, puis la récente signature du JEFTA en pleine période estivale, en sont des exemples insupportables, indignes de responsables politiques !

- *Interview d'Emmanuel Macron du 19 octobre 2016; à 01:17 : <https://www.youtube.com/watch?v=iXrxn1cv6Fg>

- Interview de Pierre Moscovici du 17 janvier 2018; à 01:24 : <https://www.youtube.com/watch?v=AAfOCAbcT4s>

Autre mesure totalement antidémocratique :

"Présenté comme un simple accord commercial, relevant des prérogatives [exclusives] de la Commission européenne, le JEFTA sera donc simplement soumis au vote du Parlement européen, le plus rapidement possible, sans qu'à un moment ou à un autre les parlements des États membres soient consultés.

Ainsi, plus de risque de voir un Parlement wallon décortiquer pendant des semaines un accord, en en posant tous les termes sur la table, à la connaissance du public, et plus de risque de blocage institutionnel."

ITALIE-CETA. Le 13 juillet 2018. Le gouvernement italien confirme le rejet de l'accord de libre-échange UE-Canada. Le vice-premier ministre italien, Luigi Di Maio a confirmé que la majorité parlementaire rejetterait le CETA, mettant ainsi en danger son existence même. Le CETA, signé en octobre 2016 entre l'UE et le Canada et approuvé en février 2017 par le Parlement européen, doit encore être ratifié par chaque Parlement des vingt-huit pays de l'Union européenne (UE) pour être valide, même s'il est entré en vigueur de manière provisoire depuis le 21 septembre 2017. Pour le moment, il a été ratifié par une dizaine de pays.

« Être ici, pour moi, signifie revendiquer un peu de souverainisme sain. (...) Si tu t'occupes de produits italiens sur le marché, tu cherches à les défendre. (...) Nous devons défendre l'Italie et l'économie italienne », a déclaré M. Di Maio, qui est aussi ministre du développement économique et du

travail. https://www.lemonde.fr/economie-mondiale/article/2018/07/13/le-gouvernement-italien-confirme-le-rejet-de-l-accord-de-libre-echange-ue-canada_5330974_1656941.html Vidéo du 20 juillet 2018 avec Luigi Di Maio : "Nous évaluons le Ceta dans son ensemble. Le Canada exporte des céréales traitées au glyphosate et leur viande est pleine d'hormones. Il y a un problème de santé et un problème concernant la partie la plus faible de la chaîne d'approvisionnement qui serait abattue par le CETA." <https://www.youtube.com/watch?v=j9Cz9qx05HU>

Pour rappel : Le 23 mars 2017, Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste français, interpellait la Commission européenne concernant la rupture de l'application provisoire du CETA : <http://emmanuelmaurel.eu/rupture-de-l-application-provisoire-ceta/>

Le 17 janvier 2018, la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française auditionnait le Commissaire européen Pierre Moscovici, qui répondait à Jean-Luc Mélenchon et Clémentine Autain : Première réponse de M. Moscovici : "Que se passe-t-il si le CETA n'était pas ratifié par un Etat membre de l'UE ? Vous savez qu'il est en "Application provisoire", s'il n'y a pas de ratification, l'Application provisoire perdure. C'est ce qui s'est passé pour d'autres accords." Seconde réponse de M. Moscovici : "Mais imaginons qu'un Parlement refuse de ratifier le CETA, ce qui à mon avis n'est pas souhaitable pour le Parlement français [ndlr], mais c'est vous qui en déciderez […]"

Il y a une déclaration du Conseil [européen] sur ce sujet, annexée à la décision de signer le CETA qui explique comment les choses se passeraient dans ce cas de figure qui ne s'est jamais produit : il faut d'abord qu'un Etat membre notifie son incapacité de façon permanente et définitive à ratifier le CETA. Par exemple à cet Etat de gérer sa procédure parlementaire, il peut y avoir plusieurs votes, et c'est la responsabilité de chaque Etat membre de décider de cela […] Si un Etat membre […] considère qu'il est dans l'impossibilité permanente et définitive de ratifier un accord commercial, en particulier le CETA, il faut alors qu'il le notifie au Conseil [européen], et dans ce cas de figure, oui, l'accord provisoire tombe." <https://www.youtube.com/watch?v=AAfOCAbcT4s> Le 30 janvier 2018. Suite à l'audition de M. Moscovici, voici un communiqué de la Commission européenne, par sa Représentation en France : https://ec.europa.eu/france/news/20180130_decodeursue_parlement_ceta_fr

La clause d'arbitrage Investisseurs-Etats dans le CETA

- La Cour de Justice de l'UE doit encore vérifier la compatibilité de l'ICS (clause d'arbitrage Investisseurs-États) avec les traités européens. Son avis est attendu pour le printemps 2019. Divers pays ont déjà ratifié le CETA sans attendre l'avis de la CJUE !

- Par contre, Mathilde Dupré @Mathilde_Dupre_ 11 juil. Mathilde Dupré a retweeté Attac Austria : Le président autrichien ne signera pas le #CETA tant que la #CJUE n'aura pas donné sa réponse sur la compatibilité de l'accord avec le droit de l'UE Accords de nouvelle génération & mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats, rappels :

- Le 24 septembre 2015. Présentation de l'ISDS-ICS par Europe Ecologie : <http://europeecologie.eu/L-ISDS-est-mort-vive-l-ISDS>

- Le 16 mai 2017. Libre-échange : pas de « compétence exclusive » de l'UE sur les accords de nouvelle génération. La Cour de justice européenne a publié, mardi 16 mai, un avis crucial pour la politique de libre-échange de l'Union européenne (UE). L'instance de Luxembourg estime que le traité signé entre Singapour et l'UE en septembre 2013 « ne peut pas, dans sa forme actuelle, être conclu par l'UE seule ». La conséquence ? Elle est très concrète : tous les accords commerciaux dits de « nouvelle génération » que conclura à l'avenir l'UE (par l'intermédiaire de la Commission), devront, pour entrer en application, être validés non seulement par le Conseil (les dirigeants européens) et le Parlement de Strasbourg, mais aussi par la trentaine de parlements nationaux de l'UE.[…]

L'avis de la Cour confirme les « compétences exclusives » de l'UE pour toute une série de dispositions des accords commerciaux : les accès privilégiés aux marchés publics européens, les accords en matière de propriété intellectuelle, de protection des investissements ou les objectifs de développement durable.

En revanche, pour deux volets précis de l'accord avec Singapour, l'UE « n'est pas dotée (…) d'une compétence exclusive, à savoir [dans] le domaine des investissements étrangers autres que directs (investissements de portefeuille; opérés sans intention d'influer sur la gestion et le contrôle d'une entreprise) et [dans] le régime de règlement des différends entre investisseurs et Etats ».[…]...

Charles de Marcilly, de la Fondation Robert Schuman, juge que la Commission européenne pourrait à l'avenir contourner la difficulté politique et procédurière introduite par la Cour en dissociant les parties des traités à ratifier.

« L'institution pourrait choisir de ne pas introduire dans l'accord commercial principal les règlements des différends, afin de n'avoir, dit-il, que ces derniers à présenter à la ratification des parlements nationaux. »

https://www.lemonde.fr/economie/article/2017/05/16/libre-echange-pas-de-competence-exclusive-de-l-ue-sur-les-accords-de-nouvelle-generation_5128392_3234.html

- Le 6 mars 2018. Twitt de Mathilde Dupré de l'Institut Veblen : "La Cour de justice de l'UE déclare la clause d'arbitrage d'investissement ISDS entre les Pays Bas et la Slovaquie incompatible avec le droit européen. Cette décision est cruciale aussi pour la saisine CJUE de la Belgique sur l'ICS dans le CETA !". https://twitter.com/mathilde_dupre_?lang=fr

Nouvelle approche dans la conclusion des futurs accords commerciaux de l'UE !! Le 22 mai 2018. Les ministres du Commerce de l'UE ont validé une nouvelle approche dans la conclusion des futurs accords commerciaux de l'UE qui permettra de se passer, selon les cas, de leur ratification par les Parlements nationaux afin d'accélérer les discussions. A l'avenir, la Commission proposera de scinder les accords commerciaux en deux.

https://www.rtf.be/info/economie/detail_l-ue-pourra-conclure-ses-prochains-accords-commerciaux-sans-parlements-nationaux?id=9924433

FRANCE. Affaire Benalla-Macron. Le 25 juillet 2018, le président Emmanuel Macron déclarait être "le seul responsable de cette affaire". https://www.youtube.com/watch?v=_e0XFhEmiS4

- Entretien du 25 juillet 2018 avec Younous Omarjee, député européen de la France insoumise.

<https://www.youtube.com/watch?v=skBukQgKijc>

Le 25 juillet 2018. Article de Denis Sieffert, paru dans POLITIS : <https://www.politis.fr/articles/2018/07/benalla-la-faillite-dun-systeme-39199/>

- BASTAMAG : <https://portail.bastamag.net/Affaire-Benalla>

France - Glyphosate Le 22 juin 2018. Reporterre. Nicolas Hulot et Stéphane Travert annoncent un plan d'action pour la sortie du glyphosate <https://reporterre.net/Nicolas-Hulot-et-Stephane-Travert-annoncent-un-plan-d-action-pour-la-sortie-du>

Le 22 juin 2018. Communiqué de France Nature Environnement, fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. "Glyphosate : le gouvernement donne un chemin mais oublie d'imposer la destination [...] Mais si la détermination sur ce sujet est aussi forte que celle qui vient d'être annoncée, alors il faut inscrire l'interdiction dans la loi pour envoyer un message clair".

<http://civicrm.fne.asso.fr/civicrm/mailling/view?reset=1&id=8064>

Note de l'Adetra : il existe des alternatives à l'agrochimie depuis presque un siècle : l'agriculture biologique et biodynamique. Or, nous craignons que les alternatives prévues par le gouvernement de M. Macron ne soient à nouveau des produits issus de l'agrochimie et des manipulations génétiques. D'autre part et pour rappel, le gouvernement de Macron qui avait proposé un "renouvellement" du glyphosate au sein de l'UE, a une grande part de responsabilité dans la décision prise, le 27 novembre 2017, d'un "renouvellement de l'autorisation" de cette substance pour une durée de 5 ans au sein de l'UE *. Dans la foulée, ce même 27 novembre, Macron annonçait par un tweet : "J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans 3 ans." Soit, une proposition opposée à la précédente !!* Le 28 novembre 2017, interview de Yannick Jadot, eurodéputé :

On pouvait gagner au niveau européen, la France n'a pas porté cette "interdiction" au niveau européen (à 03:07) https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/pesticides/glyphosate/les-4-verites-glyphosate-monsanto-a-gagne-au-niveau-europeen-et-la-france-a-perdu_2489345.html Conjointement, il faut aussi prendre en considération le fait que Macron est un fervent partisan des accords de libre-échange dans leur forme la plus antidémocratique; avec le mécanisme d'arbitrage privé ISDS-ICS, ainsi qu'une "compétence exclusive de l'UE" sur ces accords <https://www.youtube.com/watch?v=iXrxn1cv6Fg>

Or, ces accords ont été conçus par et pour les multinationales ! Donc, dossier à suivre ! La France a-t-elle le pouvoir d'interdire le glyphosate sur son territoire ? L'organisation Foodwatch défend les droits des citoyens et citoyennes, consommateurs et consommatrices, à plus de transparence dans le secteur alimentaire et à l'accès à une alimentation saine.

Le 6 novembre 2017. Présentation de la "coopération réglementaire" : un pouvoir sans précédent accordé aux lobbies La coopération réglementaire garantit aux lobbies un accès à l'élaboration des réglementations et projets de lois. Les lobbies seront consultés, pourront faire des commentaires et exiger des réponses - mécanisme appelé "notice and comment" outre Atlantique - en amont du processus. Leur rêve : pouvoir freiner ou même bloquer de nouvelles règles et être quasiment corédacteurs des nouvelles lois. La Chambre de commerce des Etats-Unis a d'ailleurs qualifié la coopération réglementaire de "cadeau qui ne cesse de rapporter gros".

<https://www.foodwatch.org/fr/s-informer/topics/traites-ceta-et-tafta/en-savoir-plus/la-cooperation-reglementaire-un-pouvoir-sans-precedent-accorde-aux-lobbies/>

- Présentation du "principe de précaution" : <https://www.foodwatch.org/fr/s-informer/topics/traites-ceta-et-tafta/en-savoir-plus/le-principe-de-precaution-menace-par-ceta-et-tafta-pourquoi-c-est-grave/>

Le 17 avril 2018. Article de Mathilde Dupré, chargée de campagne pour la responsabilité dans les accords commerciaux à l'Institut Veblen.

Pourra-t-on encore interdire le glyphosate avec le Ceta ?

Le Canada pourrait utiliser le dispositif de coopération réglementaire pour essayer de ralentir ou de bloquer l'adoption par la France d'une interdiction du glyphosate <https://www.alternatives-economiques.fr/pourra-t-on-interdire-glyphosate-ceta/00084199> https://twitter.com/Mathilde_Dupre_/status/986194192249638912

France - Environnement Le 22 juin 2018. Article d'Actu-Environnement.com. La phrase que Nicolas Hulot souhaite inscrire dans la Constitution est-elle un "aimable baratin" ? <https://www.actu-environnement.com/ae/news/tribune-arnaud-gossement-constitution-31535.php4> Le 22 juin 2018. Mediapart. Le blog de Paul Cassia, professeur des universités en droit. "L'exécutif instrumentalise l'environnement pour faire sa com" <https://blogs.mediapart.fr/paul-cassia>

Conflits d'intérêts en Macronie

Twitter d'Alexis Poulin, journaliste, directeur de la publication du site Le Monde Moderne, et expert en politiques européennes : <https://twitter.com/Poulin2012/status/1004650358822637569>

France. PESTICIDES NEONICOTINOÏDES NEUROTOXIQUES

Les apiculteurs sont en détresse : 20'000 ruches mortes en Bretagne ce printemps 2018, c'est l'hécatombe !

Le 24 mai 2018, rencontre entre Yannick Jadot, Joël Labbé, sénateur écologiste, et des apiculteurs du Centre Bretagne. Vidéo avec François Le Dudal, apiculteur à Cohiniac <http://www.letelegramme.fr/cotesarmor/abeilles-yannick-jadot-a-l-ecoute-des-apiculteurs-27-05-2018-11972542.php>

Le 27 mai 2018. Joël Labbé, sénateur écologiste du Morbihan et parlementaire le plus en pointe sur la question des néonicotinoïdes, explique comment l'industrie de la chimie propose sans cesse de nouvelles molécules destructrices. Considérant les pratiques positives et productives de l'agriculture biologique, il demande d'en finir avec l'agrochimie très rapidement, d'accélérer la transition de l'agriculture et de soutenir l'aide à la conversion.

<https://www.facebook.com/yannick.jadot/videos/1586135558179734/> <http://www.joellabbe.fr/category/presse-medias/articles/>

France. Assemblée nationale. Le 28 mai 2018, la Loi sur l'alimentation et agriculture est votée
Les députés de la majorité enterrent la promesse de M. Macron sur le GLYPHOSATE

- Le 28 mai 2018. Yannick Jadot, député européen écologiste, nous parle de la loi alimentation et agriculture : C'est le lobby de la malbouffe, le lobby de la souffrance animale, le lobby de l'élevage concentrationnaire qui a gagné.
<https://www.facebook.com/konbininews/videos/407349369747240/UzpfSTQ3MjU5OTY4OTUzMzMzMjoxNTg5MzExMjYxMTk1NDk3/>

- Le 29 mai 2018. Yannick Jadot est l'invité du grand entretien de Nicolas Demorand sur France Inter.
<https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-29-mai-2018>

NOUVEAU SCANDALE ANTIDEMOCRATIQUE AUTOUR DU GLYPHOSATE !

Episode précédent : grave ingérence des lobbies des pesticides dans la souveraineté de l'Assemblée nationale
<http://lcp.fr/la-politique-en-video/divulgation-un-lobby-dun-amendement-interdisant-le-glyphosate-batho-denonce>

- François Ruffin : "Tout est dit: que, sur un thème aussi important, 85 députés soient présents, sur 577, ça semble donc parfaitement convenir au président de l'Assemblée." <https://francoisruffin.fr/glyphosate/> (= près de 15% de l'ensemble des députés)

- Le 31 mai 2018, article paru dans Le Nouvel Obs <https://www.nouvelobs.com/planete/20180531.OBS7508/les-deputes-insoumis-expliquent-pourquoi-ils-etaient-absents-pour-voter-contre-le-glyphosate.html>

- Réaction de la députée FI Mathilde Panot "Sur ce projet de loi, comme sur celui du logement, nous siégeons du lundi au dimanche de 9h30 à 1 heure du matin sans discontinuer. Or, lundi à 1 heure moins deux minutes, François de Rugy a décidé de poursuivre la séance jusqu'à 2 heures pour que le débat et le vote sur le glyphosate aient lieu en pleine nuit en catimini ! Ces conditions de débats sont donc déplorables."

- Réaction du député En Marche Matthieu Orphelin "On discute donc de la question du glyphosate à 1h40 du matin. Tout est normal."

FRANCE Samedi 26 mai 2018 : Manifestation unitaire dans 90 villes de France, avec la participation d'une soixantaine de groupes politiques, syndicaux et associatifs Interview de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF <http://video.lefigaro.fr/figaro/video/pierre-laurent-la-principale-revendication-est-l-abandon-de-la-politique-d-austerite-du-gouvernement/3527389453001/> Interview de l'eurodéputé socialiste Emmanuel Maurel, favorable à une fédération des revendications : <http://video.lefigaro.fr/figaro/video/manifestation-du-26-mai-macron-est-plus-a-droite-que-sarkozy-estime-emmanuel-maurel/5789985442001/> Réactions de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, François Ruffin, député national FI, et Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT <http://video.lefigaro.fr/figaro/video/maree-populaire-a-paris-les-reactions-de-philippe-martinez-francois-ruffin-et-pierre-laurent/5790012477001/>

FRANCE - Glyphosate - Grave ingérence des lobbies des pesticides dans la souveraineté de l'Assemblée nationale
Le 24 mai 2018, article paru dans Libération. Interview de Delphine Batho, députée nationale.

http://www.liberation.fr/france/2018/05/24/delphine-batho-il-y-a-une-ingerence-des-lobbys-de-l-agrochimie-au-parlement_1652175

<https://www.generations-futures.fr/actualites/scandale-amendements-glyphosate/Twitter> de Delphine Batho :
<https://twitter.com/delphinebatho> FRANCE :

Le 13 mai 2018. Manifestation nationale contre E. Macron : «Un an de Macron, ça suffit !»
<https://paris.demosphere.eu/rv/59822>

Manifestations suivantes: 14 mai: cheminots, 15 mai: santé, 22 mai: fonction publique, 26 mai: tous ensemble Le 5 mai 2018. FRANCE - STOP-MACRON !!! "On était 160 000 à Paris pour faire #LaFêteAMacron ! Merci à ceux qui sont venus, et à ceux qui n'ont pas pu venir. Merci à ceux qui luttent et à ceux qui les soutiennent." Article paru dans POLITIS : <https://www.politis.fr/articles/2018/05/le-pari-reussi-de-la-fete-a-macron-38796/>

Liste des grèves nationales du 3 mai au 28 juin 2018 <http://www.cestlagreve.fr/lieu/nationale/>

Le 2 mai 2018, article paru dans le magazine Marianne : Lors de son entretien avec le magazine américain "Forbes", le président Macron développe longuement sa vision de l'économie française. La "disruption" et la libéralisation y sont jugées indispensables pour adapter le pays à la marche du monde. Aux critiques, Emmanuel Macron répond en 2018 comme Margaret Thatcher dans les années 1980 : "Il n'y a pas d'alternative". [...] La vision du président français consiste à présenter les réformes libérales, non pas comme des choix politiques, mais comme des étapes

indispensables ne souffrant pas d'être discutées "La seule manière de procéder, selon moi, est d'expliquer au peuple français que nous mènerons ces réformes, sans aucun doute", martèle Macron, évoquant la réforme de la SNCF et toutes celles qui auront trait aux "services publics". <https://www.marianne.net/politique/dans-forbes-un-macron-obsede-par-la-disruption-et-plus-thatcherien-que-jamais>

Note de l'Adetra : nous pensons que la réforme de la SNCF représente pour M. Macron un test devant lui permettre de déterminer s'il lui sera possible, dans un second temps, de libéraliser une majorité des "services publics", notamment par l'accord TISA ! Nous pensons en effet que la France aura beaucoup de poids et d'influence dans la décision d'une éventuelle reprise des négociations de TISA, accord dont le contenu est gardé secret alors que les peuples sont les premiers concernés ! Nous considérons que ces négociations ne devraient pas pouvoir reprendre dans l'immédiat, face à un mouvement de contestation sociale devenu assez important en France. Dans le cas contraire, une nouvelle provocation de la part du gouvernement français pourrait bien mettre davantage le feu aux poudres !

Les fuites de Wikileaks sur TISA : <https://wikileaks.org/tisa/releases/>

Le 27 avril 2018. Victoire : l'UE interdit trois pesticides tueurs d'abeilles ! Les gouvernements européens se sont prononcés aujourd'hui à Bruxelles en faveur de l'interdiction de trois néonicotinoïdes particulièrement dangereux pour les abeilles : l'imidaclopride, le clothianidine et le thiaméthoxame, fabriqués par les géants de l'agrochimie Bayer et Syngenta. <https://www.greenpeace.fr/victoire-lue-interdit-trois-pesticides-tueurs-dabeille/>

Le 20 avril 2018. Facebook de Yannick Jadot, eurodéputé Europe écologie Les Verts : Philippe Lamberts était en direct. "Suite au discours que j'adressais au Président français Emmanuel Macron cette semaine [au Parlement européen, voir ci-après], j'ai reçu de nombreux commentaires, questions et messages de soutien, j'ai privilégié le format du facebook live afin de répondre au plus grand nombre d'entre vous. Nous tâcherons de répondre à tous vos messages dans les jours à venir. Vous pouvez retrouver mes réponses à vos questions dans la vidéo ci-dessous. Merci pour votre soutien." "Le premier point d'ancrage du discours que j'ai commencé à avoir en tête dès le mois de décembre, c'est : "Ces gens qui ne sont rien". Pour moi, dont la boussole politique est l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, c'est-à-dire l'affirmation de l'égalité de dignité de tous les êtres humains présents et à venir, oser affirmer que des humains ne sont rien, c'est l'insulte absolue, c'est l'antinomie absolue avec mes valeurs politiques. Et cela, je savais que ce serait le point culminant du discours, d'emblée." <https://www.youtube.com/watch?v=B-SBJljqYY> PS : désolé pour les petits problèmes d'orientation d'image; ne vous découragez pas ils sont corrigés dans les premières minutes du live.

<https://www.facebook.com/philippelambertseurope/videos/1121556411319247/UzpfSTQ3MjU5OTY4OTUzMzMzMjoxNTUxMzQyNjExNjU5MDI5/>

Voir aussi le discours de Philippe Lamberts à Charles Michel, Premier ministre de Belgique (chef du gouvernement fédéral du Royaume de Belgique) sur le futur de l'Europe :

<https://www.facebook.com/philippelambertseurope/videos/1128908897250665/Le-3-mai.-Réponse-de-Charles-Michel-à-l'interpellation-de-Philippe-Lamberts-> <https://www.facebook.com/philippelambertseurope/videos/1135817293226492/>

FRANCE - 130 manifestations ce 19 avril 2018 !

<http://www.frontsyndical-classe.org/2018/04/130-manifestations-ce-19-avril.html> Paris :

http://www.liberation.fr/france/2018/04/19/manif-a-paris-cette-mobilisation-me-donne-du-courage_1644433 Marseille. Cheminots, organisations syndicales, fonctionnaires, et étudiants sont à nouveau mobilisés dans la rue ce 19 avril contre la politique du gouvernement Macron-Philippe. Vidéos. <http://www.lamarseillaise.fr/marseille/societe/69479-direct-suivez-la-manifestation-du-19-avril-a-marseille>

Au Parlement européen, le porte-parole des eurodéputés écologistes critique la politique menée par Emmanuel Macron et son gouvernement

Le 17 avril 2018. Excellente intervention de l'eurodéputé écologiste Philippe Lamberts, co-Président du groupe des Verts/ALE : "Dans votre France, l'État de droit, garant de nos libertés, s'éloigne jour après jour."

<https://www.facebook.com/philippelambertseurope/videos/discours-%C3%A0-emmanuel-macron/1119920361482852/>

Parlement européen, le 17 avril 2018, 3 eurodéputés sans langue de bois face à Macron : Younous Omarjee, membre de la France Insoumise, Patrick Le Hyaric, membre du PCF, président & directeur du groupe L'Humanité, et Philippe Lamberts, membre du parti écologiste. <https://www.youtube.com/watch?v=WHB4DWInxCM>

Parlement européen, le 17 avril 2018. Débat intégral entre Emmanuel Macron et les eurodéputés sur l'avenir de l'Europe (3h20') <https://www.youtube.com/watch?v=TX4N53KEPhc>

Le 17 avril 2018. Vidéo de l'Humanité. Après le passage du président français devant le Parlement européen, trois eurodéputés réagissent. Avec Michèle Rivasi (Verts-ALE), Marie-Pierre Vieu (GUE-GVN), et Jean-Paul Denantot (S et D.) Débat animé par Jean-Jacques Régibier, journaliste. Que valent les discours d'Emmanuel Macron sur l'Europe ? <https://www.youtube.com/watch?v=T-TbIXNJzn8>

FRANCE - UNE LUTTE CAPITALE : Samedi 14 avril 2018, Manifestation à Marseille LIBERATION : "Il fallait faire un exemple et c'est Marseille qui, ce samedi, a joué les laboratoires de la convergence des luttes. Près de 50'000 personnes, selon les organisateurs, ont répondu à l'appel d'une quinzaine d'organisations syndicales, associations et partis politiques - CGT, Sud-Solidaire, FSU, Unef, France Insoumise, Parti communiste, NPA, etc. pour dire : Stop à Macron". http://www.liberation.fr/france/2018/04/14/a-marseille-une-manif-laboratoire-de-la-convergence-des-luttes_1643438 Vidéo : <https://actu.orange.fr/france/video-manifestation-a-marseille-jean-luc-melenchon-appelle-a-l-unite-contre-emmanuel-macron-CNT0000011q3x.html> Le 14 avril, 2018, François Ruffin était l'invité de l'émission "On n'est pas couché".

Dès 41:30, voir les 2 témoignages d'un cheminot à la SNCF, membre de la CGT, et d'une employée et déléguée syndicale chez Carrefour. <https://www.youtube.com/watch?v=gGL6NET6M14> Communiqué de l'Adetra : nous sommes très reconnaissants à tous celles et ceux qui s'engagent dans cette lutte si importante pour les droits sociaux et humains en France, lutte qui devrait entraîner des répercussions beaucoup plus larges. En cas de victoire, cette mobilisation devrait donner un signal fort au gouvernement français, lui indiquant que le peuple n'accepte pas l'accord TISA, qui vise notamment à libéraliser les secteurs rentables de la majorité des services publics. Les négociations de TISA sont suspendues depuis décembre 2016. A présent, les USA prévoient de prendre une décision quant à leur éventuelle reprise, dont on peut craindre, si elle était effective, qu'elle ne soit suivie d'une rapide signature et mise en application. L'accord TISA, pouvant être considéré comme une sorte de constitution supranationale, rendrait dès lors toute opposition citoyenne beaucoup plus difficile qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'accord TISA n'ayant pas de chapitre sur l'investissement, on ne peut exclure qu'il soit considéré, au moment de son éventuelle signature, comme un « accord non-mixte », ne relevant que de la seule compétence de l'UE ! Dans ce cas, il ne serait alors pas soumis à la ratification des 38 Parlements nationaux et régionaux compétents des Etats membres de l'Union européenne ! (quant au CETA, il s'agit d'un accord "mixte" impliquant une longue procédure de ratification). L'accord TISA devrait comporter un système de règlement des différends Etat contre Etat, selon une procédure d'arbitrage « diplomatique » entre pays : http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2016/novembre/tradoc_155095.pdf

Voici aussi le lien correspondant à la dernière fuite sur ce mécanisme, révélée en septembre 2016 par Wikileaks, avec une analyse de Jane Kelsey, professeur de droit : https://wikileaks.org/tisa/analysis/201609_TiSA_Analysis-on-Dispute-Settlement/

Concernant les spécificités des accords "mixtes", veuillez vous référer à la décision rendue le 16 mai 2017 par la Cour de justice de l'Union européenne : "Au final, ce n'est que pour deux volets de l'accord [de libre-échange avec Singapour] que l'Union n'est pas dotée, selon la Cour, d'une compétence exclusive, à savoir le domaine des investissements étrangers autres que directs (investissements « de portefeuille » opérés sans intention d'influer sur la gestion et le contrôle d'une entreprise) et le régime de règlement des différends entre investisseurs et États." <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2017-05/cp170052fr.pdf>

Paris. Le 6 avril 2018 : Première « auto-conférence » de presse des étudiants grévistes de l'Université Tolbiac à Paris, avec l'aimable participation de Guevara <http://www.leparisien.fr/societe/universite-a-tolbiac-la-conference-de-presse-surrealiste-d-etudiants-grevistes-06-04-2018-7650705.php> PARIS, le 3 avril 2018, Manifestation des cheminots "Est-ce que le pays est prêt à défendre ses services publics, ou pas ? C'est l'enjeu de cette lutte". "On ne pourra pas gagner tous seuls. Si il y a une convergence des luttes, on peut gagner, on peut faire reculer ce gouvernement qui est au service des riches." <https://www.youtube.com/watch?v=D0v9jZi7MPQ> Le 4 avril 2018. Interview du député Adrien Quatennens (FI) : <https://www.youtube.com/watch?v=KPA4mwXZMb0>

Excellente nouvelle. Décision de la Cour de justice de l'Union européenne sur l'ISDS Le 6 mars 2018. Twitt de Mathilde Dupré (Institut Veblen) : La Cour de justice de l'UE déclare la clause d'arbitrage d'investissement ISDS entre les Pays Bas et la Slovaquie incompatible avec le droit européen. Cette décision est cruciale aussi pour la saisine CJUE de la Belgique sur l'ICS dans le CETA ! https://twitter.com/mathilde_dupre_?lang=fr Article de lalibre.be : <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/le-ceta-pourrait-etre-incompatible-avec-le-droit-de-l-ue-5a9e7a32cd7063d567131671> Communiqué de l'Institut Veblen : <https://www.veblen-institute.org/Bientot-la-fin-de-l-ISDS-en-Europe.html> Philippe Lamberts : https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=1095387940602761&id=553328368142057 Article de CNCND 11.11.11 : <https://www.cncd.be/Pour-la-Cour-de-justice-de-l-UE-la>

Décision de la CJUE - N° 26/2018 : https://curia.europa.eu/jcms/jcms/Jo2_16799/fr/?annee=2018
March 22, 2018 - TISA

Information diffusée par Uni Global Union et l'OWINFS (Our world is not for sale) <https://insidetrade.com/daily-news/lighthizer-work-new-trade-agreements-begin-next-week-tisa-decision-soon> Inside U.S. Trade - Lighthizer: Work on new trade agreements to begin next week; TISA decision soon ... "Pressed by Sen. Tom Carper (D-DE) on the administration's position on TISA, Lighthizer said the agreement was still being studied — with the core question being whether it offers the most expeditious path to getting a deal sealed on the issues central to the agreement. "The TISA agreement is something that we are studying," Lighthizer said, adding that "the issue is whether you take all those items, and you're more likely to make progress in a shorter period of time with TISA or you're more likely to deal with them in specific groups of like-minded people who actually have the desire to move forward in that area and not take hostages in agriculture and all kinds of other stuff." The

TISA talks have been stalled since President Trump won the White House in 2016. Before that, TISA members had hoped to conclude the negotiations in December 2016. "It's something that we're still looking at. We now have our deputies on board as of this week, so we're at kind of a crucial time and it probably makes sense for us to sit down and talk about it," Lighthizer added. "Jack Caporal (jcaporal@iwpnews.com) USA. Voir aussi la vidéo suivante à 1:55:00 : <https://www.c-span.org/video/?442748-1/us-trade-representative-lighthizer-testifies-steel-aluminum-tariffs>

FRANCE. Mars 2018, article de Serge Halimi paru dans Le monde diplomatique : Un ancien ministre de l'économie socialiste qui, plus tard, créera un parti libéral à son image a un jour détaillé l'art et la manière d'enfanter une société de marché : « N'essayez pas d'avancer pas à pas. Définissez clairement vos objectifs et approchez-vous en par bonds en avant qualitatifs afin que les intérêts catégoriels n'aient pas le temps de se mobiliser et de vous embourber. La vitesse est essentielle, vous n'irez jamais trop vite. Une fois que l'application du programme de réformes commence, ne vous arrêtez plus avant qu'il soit terminé : le feu de vos adversaires perd en précision quand il doit viser une cible qui bouge sans arrêt. » M. Emmanuel Macron ? Non, M. Roger Douglas, en novembre 1989, en Nouvelle-Zélande. Il livrait alors les recettes de la contre-révolution libérale que son pays venait d'expérimenter. <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/03/HALIMI/58473>

Le démantèlement de la SNCF :

- Le 15 février 2018, par Martine Orange : Le rapport téléguidé pour justifier le démantèlement de la SNCF <http://www.snptri.com/ile-de-france/2018/02/le-rapport-teleguide-pour-justifier-le-demantelement-de-la-sncf/#.Wq9kMH8iGot>

Note de l'Adetra : L'actuel président de l'Institut Montaigne, Henri de Castries, est aussi président du comité directeur du groupe Bilderberg !!

- Le 16 mars 2018, par Laurent Mauduit : Les mensonges sur France Télécom éclairent ceux sur la SNCF <http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article1246>

- Le 20 mars 2018 Ken Loach : « Je soutiens totalement la grève des cheminots » la-bas.org/la-bas-magazine/entretiens/ken-loach-je-soutiens-totalement-la-greve-des-cheminots

- Le 22 mars 2018, Interview de Jean-Luc Mélenchon : <https://www.youtube.com/watch?v=eXN0o8J4ekc>

FRANCE. Le 26 février 2018, Blog de Jean-Luc Mélenchon :

Détruire les services publics, c'est détruire l'État

<https://melenchon.fr/2018/02/26/detruires-les-services-publics-cest-detruire-letat/>

Le 28 avril 2014, Rosa Pavanelli, secrétaire générale de l'Internationale des services publics, communiquait dans sa préface du Rapport spécial de Scott Sinclair et Hadrian Mertins-Kirkwood "l'ACS [TISA] contre les services publics" :

"Les services publics ont pour objectif de fournir des services économiques et sociaux essentiels, tels que les soins de santé ou encore l'éducation, et ce, de façon abordable, universelle, et en réponse à un besoin.

Si les services publics existent, c'est parce que les marchés ne délivreront pas ces résultats.

De plus, les services publics représentent un maillon déterminant pour garantir une concurrence juste en affaires, et une réglementation efficace nous permettra en outre d'éviter les catastrophes environnementales, sociales et économiques, telles que le réchauffement de la planète."

TISA - parution de 2 nouveaux rapport (en anglais) Février 2018. "TiSA : Pas notre avenir ! Quand tout est un service, un accord sur le commerce des services affecte tout le monde" par le professeur Jane Kelsey de l'Université d'Auckland.

Ce rapport dévoile la portée du coup de force des grandes entreprises en examinant de près l'impact potentiel de TISA sur les travailleurs de tous les secteurs de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de

l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (IUF-UITA), ainsi que les conséquences plus larges de TISA sur le mouvement ouvrier, la société et la gouvernance démocratique. Le soutien à ce rapport a été apporté par la Fondation Friedrich-Ebert (Friedrich-Ebert-Stiftung).

<http://www.iuf.org/w/?q=node/6049> Janvier 2018, une autre étude sur TISA, axée sur l'UE, a été commandée par la Chambre autrichienne du travail :

"ASSESS-TiSA : Évaluation des avantages allégués de l'accord sur le commerce des services". Les auteurs sont :

Werner Raza, Bernhard Tröster et Rudi von Arnim. http://www.akeuropa.eu/en/publication-full.html?doc_id=492&vID=37 Those who won't have the time to read through it, may find the key results here:

In German: http://www.akeuropa.eu/de/news-full.html?cmp_id=7&news_id=3457&vID=37

And in English: http://www.akeuropa.eu/en/news-full.html?cmp_id=7&news_id=3457&vID=37

CETA FRANCE. Interventions de 3 députés de La France Insoumise : Le 17 janvier 2018. La Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française auditionne le Commissaire européen Pierre Moscovici.

- Clémentine Autain demande à Pierre Moscovici : "Si un pays refuse de signer le CETA [ratification finale par les Parlements nationaux de l'UE et certains Parlements régionaux], que se passe-t-il concrètement ?" Réponse de Pierre Moscovici : "Je pense en effet qu'il faudra qu'à l'avenir, on soit encore plus sérieux sur la qualité des accords commerciaux; on ne peut pas aujourd'hui faire des accords commerciaux qui se passent sans transparence sur toute (une série) de sujets et sans contrôle démocratique [ndlr]

Que se passe-t-il si le CETA n'était pas ratifié par un Etat membre [de l'UE] ? Vous savez qu'il est en Application provisoire,

s'il n'y a pas de ratification : l'Application provisoire perdure. C'est ce qui s'est passé pour d'autres accords. Mais c'est une donnée technique que j'évoque ici !". Et Marielle de Sarnez de corroborer : "Purement technique !". Et Pierre Moscovici d'ajouter : "Purement technique".

Jean-Luc Mélenchon prend la parole : "Les français ont l'habitude de se penser peuple souverain et vous venez de nous dire Monsieur le Commissaire […] que si un peuple, par exemple le mien, la France et ses institutions, décide qu'il ne veut pas du CETA […] vous nous avez bien dit: alors la conséquence c'est que le CETA continuera à s'appliquer, en tout cas tel que c'est le cas déjà aujourd'hui, à l'exception des tribunaux d'arbitrage. Et bien permettez-moi de vous dire […] qu'il y a un désaccord total d'un certain nombre de forces politiques, pas de toutes - il y en a qui sont prêtes à renoncer à la souveraineté de leur pays -, mais pas tout le monde".

Pierre Moscovici répond à Jean-Luc Mélenchon et à Clémentine Autain (à qui il s'adresse en l'appelant Madame Le Pen) : "…Mais imaginons qu'un Parlement refuse de le ratifier - ce qui à mon avis n'est pas souhaitable pour le Parlement français [ndlr] mais c'est vous qui en déciderez - dans ce cas là, on entre dans un territoire inconnu - parce que cela n'est jamais arrivé - et qui est juridiquement extrêmement complexe, d'où ma réponse trop rapide, vous m'en pardonnerez, mais les choses sont prévues […] Il y a une déclaration du Conseil [européen] sur ce sujet, annexée à la décision de signer le CETA qui explique comment les choses se passeraient dans ce cas de figure qui ne s'est jamais produit : il faut d'abord qu'un Etat membre notifie son incapacité de façon permanente et définitive à ratifier le CETA. Par exemple à cet Etat de gérer sa procédure parlementaire, il peut y avoir plusieurs votes, et c'est la responsabilité de chaque Etat membre de décider de cela […] Si un Etat membre […] considère qu'il est dans l'impossibilité permanente et définitive de ratifier un accord commercial, en particulier le CETA, il faut alors qu'il le notifie au Conseil [européen], et dans ce cas de figure, oui, l'accord provisoire tombe." <https://www.youtube.com/watch?v=AAfOCAbcT4s>

Le 1er février 2018. Interventions à l'Assemblée nationale :

- Mathilde Panot attire l'attention sur les dangers du libre-échange "nuisible à notre environnement et à nos conditions de vie". La France Insoumise propose au peuple de trancher par référendum sur le CETA.

<https://lafranceinsoumise.fr/2018/02/01/video-faut-appeler-peuple-adopter-rejeter-ceta/>

- Clémentine Autain rappelle que "Le candidat Emmanuel Macron s'était engagé à aller renégocier le CETA en cas de risque avéré [de cet accord]. Elu président, il a en effet mis en place une commission qui a remis un rapport, le rapport Schubert, dont les conclusions sont pourtant claires, elles énoncent les dangers du CETA, notamment sur le climat. Et pourtant, le 21 septembre 2017, quelques jours après la remise du rapport, le CETA est tranquillement entré en "application provisoire" et près de 90 % des mesures contenues dans le CETA sont d'ores et déjà appliquées, sans que les français n'en aient entendu parler, et sans l'aval des parlements nationaux [des Etats membres de l'UE]. Mais jusqu'ici, tout va bien ! A tel point que le déni impressionnant de démocratie ne semble pas déranger les artisans de ce genre de traité. Auditionné en commission à l'Assemblée, qu'a répondu le commissaire européen Pierre Moscovici quand je lui ai demandé ce qu'il se passerait si un Parlement, si un pays, ne votait pas pour le CETA [ne ratifiait in fine pas cet accord]. Sans fard, il nous a dit que le CETA continuerait à s'appliquer, oui l'"application provisoire" serait de mise en dépit de ce refus. Alors faut-il comprendre qu'un rejet de la part de la France ne permettrait pas à notre pays de remettre en cause l'application de ce traité ? […] Comment pouvons-nous accepter un tel déni de démocratie, et pour tout dire un coup d'état démocratique ? Mais jusqu'ici, tout va bien ! Mais demain avec le CETA, notre capacité même à légiférer serait compromise par la mise en place des fameux tribunaux d'arbitrage. Ces tribunaux qui existent déjà à travers le monde permettent à des entreprises de poursuivre des Etats si elles s'estiment lésées par une décision politique. Oui, une multinationale peut, avec le CETA, contester des politiques publiques."

<https://www.youtube.com/watch?v=NGQ7IfDGsTg>

AGENDA – Initiative pour des multinationales responsables ‘initiative pour des multinationales responsables est portée par une vaste coalition : 89 organisations des domaines de ‘entraide, des droits humains, des droits des femmes, de la protection de ‘environnement, des Eglises, mais aussi des syndicats et des unions d’actionariat en font partie. <http://konzern-initiative.ch/la-coalition/?lang=fr> Genève - le CETIM vous invite à la soirée de projection et discussion autour de l'initiative pour des multinationales responsables qui aura lieu le mercredi 21 février 2018 à partir de 18 h 30. Lieu : Genève, UNI-Mail, salle MR070, Boulevard du Pont d'Arve 40. flyer soirée multinationales responsables

Le 23 octobre 2017. L'effort sur des multinationales responsables s'étend aussi à l'ONU

<https://www.swissinfo.ch/fr/toute-l-actu-en-bref/l-effort-sur-des-multinationales-responsables-s-%C3%A9tend-aussi-%C3%A0-l-onu/43619238#.We9JUYs4bA8.facebook>

France – Le statut des fonctionnaires est menacé ! Le 19 septembre 2015, Emmanuel Macron s’en prenait déjà au statut des fonctionnaires, estimant qu’il n’est « plus adapté au monde tel qu’il va » et « surtout n’est plus justifiable compte tenu des missions ». <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/09/18/20002-20150918ARTFIG00361-macron-veut-faire-evoluer-le-statut-des-fonctionnaires.php>

- Article de Laurent Mauduit (Mediapart) du 23 septembre 2015 "La Morgue de Macron contre la fonction publique" :

<http://17.snuipp.fr/spip.php?article1953>

Le 11 juillet 2016. Article de Laurent Mauduit paru dans Mediapart : Emmanuel Macron, le candidat de l'oligarchie. ...La morale de notre histoire, c'est celle que tire le grand républicain Marc Bloch dans "Étrange Défaite", dans les semaines qui suivent la débâcle de juin 1940 : « Quelle que soit la nature du gouvernement, le pays souffre si les instruments du pouvoir sont hostiles à l'esprit même des institutions publiques. À une monarchie, il faut un personnel monarchiste. Une démocratie tombe en faiblesse, pour le plus grand mal des intérêts communs, si ses hauts fonctionnaires, formés à la mépriser et, par nécessité de fortune, issus des classes mêmes dont elle a prétendu abolir l'empire, ne la servent qu'à contrecœur. » <http://democratie-reelle-nimes.over-blog.com/2016/07/emmanuel-macron-le-candidat-de-l-oligarchie-laurent-mauduit.html>

- Article de Laurent Mauduit publié le 7 juillet 2017 par Mediapart : Les sulfureuses privatisations d'Emmanuel Macron. http://www.snptri.com/ile-de-france/wp-content/uploads/2017/07/Les-sulfureuses-privatisations-d%E2%80%99Emmanuel-Macron-article_698139.pdf

Cet article paru sur Mediapart : <https://www.mediapart.fr/journal/france/070717/les-sulfureuses-privatisations-d-emmanuel-macron?onglet=full>

Le 1er février 2018. Nous constatons qu'Emmanuel Macron et son gouvernement poursuivent, de façon très offensive, une "attaque" du Service public, conforme au CETA et au TISA. Pour rappel, le CETA est en "application provisoire" excepté l'ISDS/ICS, et l'Accord sur le Commerce des Services (TISA) est en suspens.

<https://www.franceinter.fr/economie/reforme-de-l-etat-plan-de-departs-volontaires-inedit-pour-les-fonctionnaires-et-remuneration-au-merite>

- Le 2 février 2018. Clémentine Autain, députée de la France insoumise, a jugé vendredi sur Franceinfo "inacceptable" le projet de réforme de la fonction publique du gouvernement qui prévoit notamment un plan de départs volontaires et a appelé "à une mobilisation forte". https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/8h30-aphatie/le-plan-de-reforme-de-la-fonction-publique-est-une-attaque-en-regle-contre-les-services-publics-denonce-clementine-autain_2568675.html

- <https://www.lopinion.fr/video/texto/plan-fonction-publique-attaque-en-regle-contre-services-publics-autain-142687>

- Le 25 mai 2016. Analyse des Verts au Parlement européen : CETA - Un voyage en terre inconnue pour les services publics. "Nous entrons ici en terres inconnues. Pour la première fois, l'UE a négocié un accord commercial avec une « liste négative » pour les services. Cela signifie qu'à moins que les gouvernements européens excluent explicitement un service de la négociation, tous les services, y compris de nouveaux services publics à venir, seront automatiquement ouverts à la concurrence des fournisseurs de services étrangers. Des clauses au nom très jargonnes, telle que la clause de « statu quo », qui gèle la législation au moment de la signature de l'accord, ou encore la clause dit de « cliquet », qui empêche de revenir sur la libéralisation d'un service, créent un risque majeur pour les services publics locaux et nationaux. Il faut mesurer l'impact d'un tel accord sur les services publics : faire revenir un service sous le contrôle public devient mission quasi-impossible et sera très coûteux. D'ailleurs, la Fédération européenne des syndicats des services publics est vent debout contre cet accord."

<http://ttip2016.eu/blog/12%20raisons%20de%20s%E2%80%99opposer%20au%20CETA%20verts.html>

- Les tribunaux privés minant la démocratie. Le 1er février 2018, l'Assemblée nationale étudiait la proposition de résolution de la France insoumise pour demander un référendum sur le CETA, accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Jean-Luc Mélenchon a expliqué pourquoi ce traité posait un problème républicain : « Les multinationales ne seront pas soumises au droit du pays dans lequel elles interviennent ».

<https://melenchon.fr/2018/02/01/ceta-probleme-republique/>

- TISA. Septembre 2014, l'Internationale des services publics présentait le rapport d'Ellen Gould : http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/report_tisa_fr_lr_2.pdf

- Rapport de Scott Sinclair sur TISA, édité en juillet 2017 :

http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Publications/2017/TISA-FR.pdf

TISA, TAFTA & CETA

Le 26 janvier 2018. Adetra soutient vivement la candidature d'Emmanuel Maurel, eurodéputé et candidat au poste de premier secrétaire du Parti socialiste français, cet élu ayant dénoncé à plusieurs reprises le danger des accords de libre-échange TISA, TAFTA & CETA. Vous trouverez plusieurs de ses interventions et interviews sur notre site, dont les suivants : Débats du 1er février 2016 au Parlement européen sur TISA, Intervention d'Emmanuel Maurel :

"Monsieur le Président, Mme la rapporteure [Viviane] Reding a dit tout à l'heure que la question qui nous était posée est : Quel TISA voulons-nous ? Mais j'émettrai une petite nuance, je pense que la vraie question est aussi : Voulons-nous du TISA ?

Nous sommes un certain nombre de parlementaires, mais aussi évidemment de citoyens, à douter du bien-fondé d'une telle négociation, pourquoi ? Parce que nous sommes instruits par l'expérience et que nous avons vu le bilan calamiteux des libéralisations passées, alors même que l'Europe, plus que jamais, a besoin de règles et de protections.

Les questions qui sont posées dans cette Résolution et que nous sommes un certain nombre à poser, c'est de savoir si TISA sera un TTIP [TAFTA] déguisé, ou une directive Bolkestein au niveau mondial, ou si TISA impliquera encore plus de dérégulations et encore plus de déréglementation financière ?

Si la Commission répond OUI à ces questions, nous serons évidemment contre TISA. De ce point de vue-là, Mme Arena a raison; notre résolution ne doit pas être un soutien à la Commission, mais plutôt une invitation, un encouragement très vigoureux à procéder autrement et à être toujours soucieux de la protection des salariés et des consommateurs de l'Union européenne". <http://www.deputes-socialistes.eu/emmanuel-maurel-voulons-nous-du-tisa/>

Le 28 octobre 2015. Emmanuel Maurel : vidéo sur les mesures de sécurité prises autour des négociations secrètes concernant le TTIP-TAFTA : <http://emmanuelmaurel.eu/dans-la-salle-de-lecture-securisee-du-ttip-des-piles-de-documents-negociés-dans-le-plus-grand-secret/>

Ce document très intéressant nous informe qu'une majorité de députés de la Commission parlementaire du commerce international (INTA) n'avaient pas accès librement aux documents secrets issus des négociations sur le TTIP/TAFTA !!! L'absence de transparence et la discrimination régnait par conséquent au sein même de la Commission du commerce international chargée d'examiner les accords commerciaux négociés par la Commission européenne !

Le 10 décembre 2015, Emmanuel Maurel nous informait que le secret qui entoure les négociations sur TISA est encore plus dense que celui qui entoure les négociations sur le TTIP-TAFTA !! "Ni salle de lecture sécurisée, ni accès, même restreint, à tous les documents détaillés issus des négociations [...] les documents régulièrement révélés par Wikileaks constituent malheureusement la base de travail la plus sérieuse pour les parlementaires" :

<http://emmanuelmaurel.eu/revelations-de-wikileaks-sur-le-tisa-la-grande-deregulation/>

N.B. Le 3 février 2016, le Parlement européen a voté un rapport de recommandations émanant de la Commission du commerce international (INTA), à l'attention de la Commission européenne.

Le 27 avril 2016, interview d'Emmanuel Maurel paru dans Libération :

http://www.liberation.fr/france/2016/04/27/apres-le-tafta-tisa-une-directive-bolkestein-puissance-10_1448995 Le 1er juillet 2016. Intervention d'Emmanuel Maurel sur les négociations TISA : la Commission européenne est en train de perdre le Parlement européen en route. <http://emmanuelmaurel.eu/2016/07/01/negociations-tisa-la-commission-est-en-train-de-perdre-le-parlement-europeen-en-route/>

Note de Adetra : Le processus de négociations de l'accord TISA - déjà très avancé - a été suspendu pendant toute l'année 2017 ! Si ces négociations devaient reprendre, on ne pourrait exclure que TISA soit considéré, au moment de sa signature, comme un « accord non-mixte », ne relevant que de la seule compétence de l'UE ! Dans ce cas, il ne serait alors pas soumis à la ratification des 38 Parlements nationaux et régionaux compétents des Etats membres de l'Union européenne ! (voir ci-après pour des informations complémentaires concernant la « mixité » ou « non-mixité » de TISA). Question : en cas d'une "non-mixité", puis d'une ratification par le Parlement européen, l'application de TISA au sein de l'UE serait-elle effective dans les mois suivant ce vote ?

Quant au CETA, ce traité UE-Canada a été signé le 30 octobre 2016, ratifié par le Parlement européen le 15 février 2017, puis est entré en application provisoire le 21 septembre 2017, à 90 % de ses dispositions. En effet, l'ISDS-ICS, juridiction supranationale privée qui contourne les juridictions publiques nationales, a été exclu de l'application provisoire de ce traité. Dernière étape : le CETA est soumis à la ratification des 38 Parlements nationaux et régionaux de l'UE. <https://www.cncd.be/Un-an-apres-la-signature-du-CETA> La « mixité » des accords de libre-échange, étant indispensable à tout système démocratique, nous relevons que le 19 octobre 2016, Emmanuel Macron défendait la « non-mixité » du CETA : « Juridiquement, la Commission européenne aurait pu d'ailleurs, sans revenir vers les Parlements nationaux, faire passer ce traité ». <https://www.youtube.com/watch?v=iXrxn1cv6Fg> A 01:15 de cette vidéo, il est aussi intéressant d'entendre Emmanuel Macron affirmer - ce qu'il a à nouveau fait dernièrement en marge du Forum de Davos - vouloir avoir des procédures beaucoup plus transparentes afin d'associer davantage le peuple à la stratégie définie par les leaders, alors qu'il n'est pas prêt à accorder cette même prérogative aux Parlements nationaux !

- Le 19 octobre 2016 « Journées de Bruxelles » (à 26 :10) <http://www.dailymotion.com/video/x4y96tt>

- Puis, Emmanuel Macron fait une double volte-face.

Article du 19 septembre 2017 de Maxime Vaudano : <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2017/09/19/ultime-interpellation-de-macron-pour-suspendre-lapplication-du-ceta/>

CETA - Le 20 octobre 2016. Dans un entretien au « Monde », le ministre-président socialiste de la Wallonie, Paul Magnette, expliquait son désaccord sur ce traité de libre-échange.

« J'ai reçu des bribes de texte, de sources diverses, pas un document complet à l'heure où je vous parle. »
« Je suis en désaccord total avec M. Macron et d'autres, qui estiment que de tels textes ne devraient pas passer par les parlements. Ce qui alimente aujourd'hui la crise de l'Europe, c'est la manière de négocier des textes d'une telle importance. Cela fait sept ans que le CETA est discuté, c'est vrai, mais nous avons reçu la version définitive il y a moins d'un an et j'ai alerté la commissaire sur tous les problèmes qu'il nous posait dès le 2 octobre 2015. La première réaction est parvenue le 4 octobre 2016, à vingt-trois jours du sommet avec le Canada. » http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/10/20/accord-ceta-on-ne-peut-pas-nous-dire-ce-traite-est-parfait-vous-avez-le-choix-entre-oui-et-oui_5017564_3234.html France - CETA. Mercredi 20 septembre 2017, un collectif de personnalités politiques et de syndicats dénonce, dans une tribune publiée par Libération «le silence assourdissant de Nicolas Hulot» sur ce traité qui «enterre la COP21 et les accords de Paris».

UE - Pêche électrique

Le 15 janvier 2018. Prise de position à Strasbourg, de Younous Omarjee, juriste, député européen (France), premier Vice-président de la Commission du développement régional, Membre de la Commission des budgets et Membre suppléant de la Commission de l'environnement. Chef de délégation française de la "Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique" <https://twitter.com/i/web/status/953006228191547395> Interdiction de la pêche électrique : les raisons d'une victoire au Parlement européen

Le 17 janvier 2018. Vidéo du Journal L'Humanité. Qu'est-ce qui a rendu possible le vote de l'interdiction de la pêche électrique par le Parlement européen ? Avec les eurodéputé-e-s Karima Delli (Verts-ALE), Isabelle Thomas (Socialistes & Démocrates) et Younous Omarjee (GUE-GVN). Débat animé par Jean-Jacques Régibier, journaliste. https://www.youtube.com/watch?time_continue=6&v=Dr7nPVLS0I4 Définition du RMD : le rendement maximal durable (RMD) est la plus grande quantité de captures que l'on peut extraire d'un stock halieutique à long terme et en moyenne, dans les conditions environnementales existantes (moyennes), sans affecter significativement le processus de reproduction [définition FAO]. La pêche électrique, une méthode INHUMAINE qui détruit la Vie ! Le 17 novembre 2017, petit reportage sur la pêche électrique, vidéo <https://www.youtube.com/watch?v=SQPmiRrRuBk> Le 21 novembre 2017, la Commission « Pêche » du Parlement européen était prononcée pour la pêche électrique ! Avec la pêche électrique, on est sorti de la prédation pour passer à l'extermination […] Les résultats de ce vote laissent bouche bée : 23 voix pour, 3 contre. Trois députés seulement ont été réfractaires. C'est consternant. Que des hypercapitalistes prédateurs soient prêts à détruire le monde pour s'enrichir est une chose. Que des Etats démocratiques avalisent les ambitions apocalyptiques de ces derniers est pathétique. http://www.liberation.fr/debats/2018/01/08/methode-electrique-peches-barbares_1621082

Le 23 novembre 2017, interview de Claire Nouvian, présidente de l'Association BLOOM, suite au vote de la Commission « Pêche » du Parlement européen (avant le vote du Parlement européen)

<https://www.youtube.com/watch?v=msOeC6EvPak>

- Image d'un chalutier :

Mercredi 17 janvier 2018. Pêche électrique : « La Commission européenne a menti », dénonce Yannick Jadot https://rennes.maville.com/actu/actudet_-peche-electrique-la-commission-europeenne-a-menti-denonce-yannick-jadot_54135-3361485_actu.Htm Dossier à suivre, informez vos proches ! Deux grandes nouvelles pour l'Environnement ! UE - Le 16 janvier 2018, le Parlement européen vote l'interdiction de la pêche électrique - vidéo : <https://francais.rt.com/france/47347-jadot-exulte-apres-que-parlement-europeen-positionne-contre-peche-electrique-video> - 15 janvier. Intervention de Yannick Jadot, eurodéputé, lors du débat préalable au vote du Parlement européen <https://www.facebook.com/yannick.jadot/videos/1453127471480544/> - 16 janvier. Réaction de Yannick Jadot après le vote du Parlement européen <https://www.facebook.com/yannick.jadot/videos/1453640811429210/> - En Amont du vote du 16 janvier, les opposants à la pêche électrique étaient rassemblés au Parlement européen <https://www.facebook.com/yannick.jadot/videos/1449677735158851/>

FRANCE - Edouard Philippe a annoncé, mercredi 17 janvier, à l'issue du conseil des ministres, l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Ce dossier ouvert dans les années 1960, constitue le plus ancien conflit environnemental de France. http://www.lemonde.fr/planete/video/2018/01/17/notre-dame-des-landes-le-projet-sera-abandonne-annonce-edouard-philippe_5243029_3244.html Archives de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) : <http://www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/aeroport-de-notre-dame-des-landes-un-projet-qui-ne-decollera-jamais/> - <http://www.ina.fr/video/RXF04025713>

Le 17 janvier 2018, intervention de Mathilde Panot FI à l'Assemblée nationale française :

<https://www.youtube.com/watch?v=hfnuWRVypBA>

Perturbateurs endocriniens Le 10 juin 2017, Interview de Barbara Demeneix, biologiste galloise et spécialiste mondiale des perturbateurs endocriniens, par le magazine d'investigation européen Vox Pop :

<https://www.youtube.com/watch?v=0sKhpXNXRrl> Avril 2016. Excellent reportage « Envoyé spécial : "Nos vies sont-elles empoisonnées ?" » https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/envoye-special/video-envoye-special-nos-vies-sont-elles-empoisonnees_1394353.html Documentaire de Stéphane Horel, journaliste et documentariste française. France 5 (2010). Notre quotidien le plus banal est farci de produits chimiques. Incrustés dans les plastiques, les détergents et les grille-pains, nichés dans les aliments, les boîtes de conserve, les jouets, les shampoings, ils sont invisibles et partout à la fois, y compris dans nos corps. <https://www.youtube.com/watch?v=RxktDSeVAWQ> Voir aussi le film « Arte « Demain tous crétiens ? » : <https://www.demaintouscretins.com/>

- A propos de Barbara Demeneix : <http://www2.cnrs.fr/presse/communique/2370.htm> UE - Perturbateurs endocriniens Le 13 décembre 2017. L'Union européenne adopte une définition des perturbateurs endocriniens - « Le niveau de preuve demandé est toujours extrêmement élevé », a déploré François Veillerette, porte-parole de

« ONG Générations futures, reflétant la déception exprimée mercredi par les ONG et les scientifiques. « Les Etats membres ont échoué à saisir l'opportunité offerte par la décision du Parlement européen d'améliorer de manière considérable les critères afin de réellement protéger la santé humaine », estime, pour sa part, Genon K. Jensen, directrice de la coordination européenne Health and Environment Alliance (HEAL). Quant à la communauté scientifique compétente, elle n'a eu de cesse, depuis 2016, de demander à modifier les critères en profondeur. Forte de 18 000 membres, la Endocrine Society dénonçait déjà un « niveau de preuve irréaliste » avant même l'introduction de la clause d'exception retoquée au Parlement. La rédaction des « lignes directrices » qui expliquent dans le détail comment appliquer les critères d'identification est, elle, déjà terminée. Elaborées sous l'égide des agences européennes de l'alimentation (EFSA) et des produits chimiques (ECHA), elles font l'objet d'une consultation publique jusqu'au 31 janvier.

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/12/13/la-definition-des-perturbateurs-endocriniens-adoptee-a-bruxelles_5229234_3244.html

Nota bene : Or, ces 2 agences européennes sont, depuis plusieurs années, pointées du doigt pour leurs conflits d'intérêts avec l'industrie agroalimentaire. Cherchez l'erreur !

http://www.liberation.fr/planete/2017/09/15/glyphosate-l-autorite-europeenne-de-securite-des-aliments-sous-influence-de-monsanto_1596572

- Le 20 novembre 2015, communiqué de l'Observatoire des multinationales : <http://multinationales.org/Pesticides-les-conflits-d-interet-ont-ils-rendu-myope-l-Autorite-sanitaire>

- Le 12 octobre 2012, article paru dans l'OBS : <https://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-de-linteret-du-conflit/20121012.RUE6246/quatre-agences-europeennes-epinglees-pour-conflits-d-interets.html>

- Le 29 septembre 2010, article paru dans Le Monde : http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/09/29/europe-conflit-d-interets-dans-la-securite-alimentaire_1417590_3244.html

Perturbateurs endocriniens, pour rappel : Le 4 juillet 2017, Nicolas Hulot cédait sur les perturbateurs endocriniens au niveau de l'UE.

- Reporterre : <https://reporterre.net/Hulot-a-cede-sur-les-perturbateurs-endocriniens>

Le Figaro : <http://sante.lefigaro.fr/article/perturbateurs-endocriniens-l-europe-avance-timidement>

- Puis, le 4 octobre 2017, il y a eu l'excellente décision du Parlement européen : « La Commission européenne devra une nouvelle fois revoir sa proposition de critères de définition concernant les perturbateurs endocriniens : les eurodéputés ont opposé leur veto à la dernière version proposée. » <https://reporterre.net/Le-Parlement-s-oppose-a-la-definition-des-perturbateurs-endocriniens-proposee>

Note de Adetra : le 1er juin 2017, « Le président Emmanuel Macron s'était adressé en anglais aux Américains en appelant à rendre sa grandeur à notre planète "Make our planet great again", paraphrasant le slogan de Donald Trump, après la décision du président américain de retirer les Etats-Unis de l'Accord de Paris "Make our planet great again". (Sudinfo.be) » Aujourd'hui, nous constatons une totale contradiction entre cet appel du président Macron et ses deux récentes positions au niveau de l'UE sur le Glyphosate et les Perturbateurs endocriniens, entraînant de graves conséquences pour l'Environnement et les Droits humains !

GLYPHOSATE & CETA - FRANCE

Le 29 novembre 2017. LE FIGARO. Edouard Philippe n'est pas favorable à une sortie unilatérale de la France du glyphosate d'ici trois ans, comme l'a pourtant annoncé le président Macron [par son tweet du 27 nov.], a affirmé aujourd'hui le député LFI Eric Coquerel à la sortie d'un entretien avec le Premier ministre. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/11/29/97001-20171129FILWWW00165-glyphosate-coquerel-lfi-accuse-philippe-de-ne-pas-etre-d-accord-avec-macron.php>

Note de Adetra : Ce qui n'est pas surprenant étant donné l'orientation ultralibérale du président Macron, dont le gouvernement a porté une proposition de "Renouvellement" du glyphosate au sein de l'UE, les semaines ayant précédé la décision européenne du 27 novembre d'un Renouvellement de l'autorisation du glyphosate pour une durée de 5 ans ! Le 6 décembre 2017. Merci beaucoup à Jean-Luc Mélenchon qui commente la rencontre de l'eurodéputé Younous Omarjee et des trois députés LFI Éric Coquerel, Danièle Obono et Mathilde Panot, avec le Premier ministre Edouard Philippe (à 20:45 de la vidéo) : <https://melenchon.fr/2017/12/06/revue-de-semaine-47-johnny-hallyday-deontologie-mediaticque-pauvrete-glyphosate/>

TISA Fin novembre 2017, AK EUROPA (la Chambre fédérale autrichienne du travail), la Fédération européenne des syndicats de la fonction publique (FSESP) et l'ÖGB Europabüro (Confédération autrichienne des syndicats) ont invité divers intervenants à l'atelier «ASSESS TiSA». Des experts associés à la Commission européenne, au Parlement européen, aux ONGs, aux syndicats et à la science ont discuté de l'ACS-TISA, l'accord international controversé sur le commerce des services. <http://www.akeuropa.eu/en/ak-europa-even-economically-tisa-does-not-deliver-what-it>

promises.html?cmp_id=7&news_id=3393&vID=37

(Information diffusée par AK Wien, Chambre des travailleurs et des employés de Vienne)

- Rapport de Scott Sinclair sur TISA, édité en juillet 2017 :

http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Publications/2017/TISA-FR.pdf

GLYPHOSATE - ECOLOGIE Le 22 Octobre 2017. Entretien avec Marie-Monique Robin : « Les agences sanitaires servent les intérêts de l'industrie ». <https://humanite.fr/marie-monique-robin-les-agences-sanitaires-servent-les-interets-de-lindustrie-644160> Le 24 novembre 2017. LIBERATION. Dicamba : après le glyphosate, un autre désherbant. <https://www.pressreader.com/france/lib%C3%A9ration/20171125/281719794894018> Le 14 novembre 2017. Inédit : 15.000 scientifiques lancent un cri d'alarme sur l'état de la planète. <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/climatologie-inedit-15000-scientifiques-lancent-cri-alar-me-etat-planete-69220/>

Glyphosate, excellentes nouvelles !

Le 4 décembre 2017, article de Stéphane Horel paru dans LE MONDE :

Glyphosate : les ONG portent plainte contre les agences d'expertise européennes.

L'affaire du glyphosate n'est pas près de se clore. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) ont annoncé, lundi 4 décembre, qu'elles portaient plainte pour cinq motifs distincts contre les agences réglementaires européennes responsables de l'évaluation de la toxicité de l'herbicide.

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/12/04/glyphosate-les-ong-portent-plainte-contre-les-agences-d-expertise-europeennes_5224475_3244.html

Le 7 décembre 2017, article paru dans LIBERATION :

L'autorisation européenne du glyphosate va-t-elle être annulée ?

La prolongation pour cinq ans de l'autorisation du glyphosate pourrait être contestée devant la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) par le Parlement européen ou par un Etat membre de l'UE.

L'ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, le juriste belge Olivier De Schutter, voit au moins six motifs permettant d'intenter une telle action, a-t-il expliqué jeudi lors d'une conférence de presse, en compagnie du co-président des Verts européens, Philippe Lamberts. [...] Plusieurs députés européens se mobilisent pour que le Parlement fasse un recours en annulation devant la Cour de Justice de l'UE. Des Etats membres de l'UE pourraient faire de même. <http://mediascitoyens-diois.info/2017/12/un-etat-pourrait-contester-la-prolongation-du-glyphosate-devant-la-justice-europeenne/>

- Le 7 décembre 2017 : Bruxelles. Suite au mémorandum présenté ce jeudi 7 décembre par d'éminents juristes européens, les eurodéputés Marc Tarabella (BE) et Eric Andrieu (FR) demandent au Parlement européen d'engager devant la Cour de Justice de l'Union européenne une procédure d'annulation contre le règlement d'application que la Commission [européenne] s'apprête à adopter pour renouveler l'autorisation du glyphosate. <http://www.eric-andrieu.eu/glyphosate-on-annule-tout/>

- Le 12 décembre 2017, interview d'Olivier De Schutter, ancien rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation et professeur de droit à l'Université catholique de Louvain, invité de Matin Première : "La santé des Européens est en danger" https://www.rtf.be/info/societe/detail_olivier-de-schutter-sur-le-glyphosate-la-sante-des-europeens-est-en-danger?id=9787071

- Le 12 décembre 2017, la Commission européenne a formellement adopté le règlement d'exécution renouvelant l'approbation de la substance active glyphosate pour cinq ans. Ce texte est publié, ce vendredi 15 décembre, au Journal officiel de l'Union européenne. <https://www.actu-environnement.com/ae/news/parution-reglement-execution-renouvellement-glyphosate-cinq-ans-UE-30282.php4>

***** Un interview cocasse (Facebook Y. Jadot) : https://www.youtube.com/watch?v=Vec_Pgt_86E
FRANCE - UE

Le 15 décembre 2017. Communiqué de Adetra : nous constatons qu'à ce jour, trois promesses du candidat Emmanuel Macron sur les perturbateurs endocriniens, les pesticides et le CETA, n'ont pas été tenues par le Président de la République et son gouvernement au sein de l'UE ! Programme d'Emmanuel Macron, 2 mars 2017 "Nous placerons la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides. Ils sont une des principales causes de l'augmentation des cancers des enfants depuis 20 ans."

- Début juillet 2017, Hulot cédait sur les perturbateurs endocriniens au niveau de l'UE

Les gouvernements européens ont adopté le 4 juillet une définition commune des perturbateurs endocriniens. Cela a été possible par le changement de pied de la France : alors que Mme Royal avait bloqué ce texte aux garanties insuffisantes, Nicolas Hulot a cédé. Les dispositions adoptées sont critiquées par les écologistes. La bataille se portera au Parlement européen. <https://reporterre.net/Hulot-a-cede-sur-les-perturbateurs-endocriniens>

- Glyphosate, la France n'a pas porté une « Interdiction » de cette substance au niveau européen, ni mené un

réel combat auprès des autres pays européens et en particulier de l'Allemagne. Le gouvernement français a par conséquent une lourde part de responsabilité dans la décision européenne du 27 novembre de renouveler le glyphosate pour 5 ans. https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/pesticides/glyphosate/les-4-verites-glyphosate-monsanto-a-gagne-au-niveau-europeen-et-la-france-a-perdu_2489345.html

- Le CETA. Article de presse paru le 20 octobre 2017 dans MEDIAPART. Pendant la campagne présidentielle, le candidat d'En Marche s'était engagé à mettre sur pied une commission indépendante chargée de dresser un bilan des effets attendus sur la santé, le climat et l'environnement du CETA. Celle-ci, baptisée « commission Schubert », a rendu des conclusions très critiques le 8 septembre 2017. Surtout, Emmanuel Macron voulait « tirer toutes les conclusions » de l'étude et à aller voir ses partenaires européens pour le « faire modifier [...], pour que la vérité scientifique [...] puisse être entendue ». Six mois plus tard, il n'est plus question de renégocier. <https://gazdeschistesprovence.files.wordpress.com/2017/10/ceta-mediapart-le-21-10-2017.pdf>
Le 1er mai 2017, déclaration du candidat Macron : <https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN17X2BR-OF RTP>
Le 25 octobre 2017. CETA - Le Gouvernement français présente un plan d'inaction. La FNH, l'Institut Veblen et foodwatch regrettent que le gouvernement ait pas tiré les conclusions des travaux des experts et appellent le Président de la République à tenir son engagement de campagne et à suspendre l'entrée en vigueur provisoire pour renégocier le CETA. L'objectif est qu'il devienne enfin le premier accord de commerce compatible avec l'Accord de Paris sur le climat et les exigences sociales et environnementales de ce début de XXIème siècle. <http://www.veblen-institute.org/CETA-le-Gouvernement-presente-un-plan-d-inaction.http>

CETA (Accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada)

Le 30 octobre 2017, John Paul Lepers a rencontré Paul Magnette, ancien ministre-président de la Wallonie qui s'est opposé au CETA (accord entré partiellement en vigueur le 21 septembre 2017).

<https://info.arte.tv/fr/entretien-avec-paul-magnette>

Le 17 novembre 2017. La Fondation pour la Nature et l'Homme et l'Institut Veblen publient aujourd'hui une note de décryptage sur le « veto climatique » : <http://www.veblen-institute.org/FNH-et-l-Institut-Veblen-presentent-ce-que-serait-un-veto-climatique-permettant.html>

Le 15 septembre 2017, article de la Chambre des travailleurs et des employés de Vienne :

http://www.akeuropa.eu/en/news-full.html?cmp_id=7&news_id=3298&vID=41

CNCD 11.11.11 : <https://www.cncd.be/+tag-ceta-+>

UE - PESTICIDES NEONICOTINOÏDES Novembre 2017. Action et message de SUMOFUS : À la mi-décembre, l'Europe pourrait prendre une mesure décisive pour protéger les abeilles et les autres pollinisateurs. Les représentants des Etats membres de l'UE se réuniront pour décider d'une interdiction historique des pesticides néonicotinoïdes toxiques - mais la décision reste en suspens. C'est un moment critique dans notre combat pour sauver les abeilles - signez la pétition aux dirigeants européens et aidez à faire pencher la balance ! <https://actions.sumofus.org/a/european-neonics-ban-call/?akid=37094.10911360.rszniN&rd=1&source=fwd&t=1>
GLYPHOSATE Le 29 novembre 2017, suite au vote des Etats membres de l'UE sur le Glyphosate : coup de gueule d'un élu engagé, Yannick Jadot <https://www.youtube.com/watch?v=J3tkuQAarfc>
Le tweet de Macron : <http://lelab.europe1.fr/fin-du-glyphosate-yannick-jadot-estime-que-quand-emmanuel-macron-veut-que-ca-aille-vite-il-fait-des-ordonnances-pas-des-tweets-3505433>
Emmanuel Macron @EmmanuelMacron J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans 3 ans. #MakeOurPlanetGreatAgain 18:10 - 27 nov. 2017

- Le 28 novembre 2017. Interview de Yannick Jadot (à 03:44) : <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20/l-invite-de-8h20-28-novembre-2017> Yannick Jadot répond aux questions des invités de France Inter <https://www.youtube.com/watch?v=GrC0rh1WDZ8> * * * * *

Le 27 novembre 2017. Communiqué des eurodéputés Eric Andrieu et Marc Tarabella : « Censée être garante de l'intérêt général européen, force est de constater que [la Commission européenne] se comporte davantage comme le dernier lobby des grandes multinationales ! » <http://www.eric-andrieu.eu/glyphosate-18-coupables-et-une-irresponsable/> GLYPHOSATE

Le 27 novembre 2017, l'Europe renouvelle pour cinq ans la licence du glyphosate !

Malgré ses fraudes scientifiques permanentes, Monsanto gagne avec la complicité des Etats membres de l'Union européenne et de la Commission européenne !

Interview de Yannick Jadot, eurodéputé d'Europe écologie Les Verts : Les Etats membres de l'Union européenne ont voté, ce lundi, en faveur d'une nouvelle autorisation pour cinq ans de l'herbicide controversé, le glyphosate. Réunis en appel, dix-huit pays ont voté pour la proposition de l'exécutif européen, neuf s'y sont opposés et un pays s'est abstenu, permettant d'atteindre la majorité qualifiée requise. Yannick Jadot parle sur BFMTV d'un "Black Monday pour la santé" et s'est exprimé après l'annonce du renouvellement: "Monsanto, convaincu de fraudes scientifiques permanentes, a gagné avec la complicité des Etats membres et de la Commission (…) On a là un cancérigène qui met l'agriculture dans une impasse et qui va être autorisé cinq ans de plus". Plusieurs sondages ont révélé ces dernières semaines que la majorité des Français étaient pour l'interdiction de l'herbicide. "Des études scientifiques établissent un lien de cancer, ce n'est pas comme ça que nous allons réconcilier les Européens avec l'Europe", ajoute-il. <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/renouvellement-du-glyphosate-yannick-jadot-parle-d-un-black-monday-pour-la-sante-1007379.html>

- Le 28 novembre 2017, interview de Yannick Jadot (à 03:05) :
 "On pouvait gagner au niveau européen, la France n'a pas porté cette interdiction au niveau européen, c'est dommage, il va falloir se battre [...] Au niveau du Parlement européen, on a toujours été pour la sortie, donc on va essayer d'agir au maximum à l'échelle du Parlement européen, y compris en réfléchissant à des recours juridiques".
https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/pesticides/glyphosate/les-4-verites-glyphosate-monsanto-a-gagne-au-niveau-europeen-et-la-france-a-perdu_2489345.html

Note de l'Adetra : notre syndicat est extrêmement déçu de la décision des Etats membres de l'UE, et de la position du gouvernement français en faveur d'un renouvellement et non d'une interdiction. Dans ce dossier, on constate à nouveau que les décideurs européens ne représentent ni ne défendent les peuples, mais favorisent toujours davantage des intérêts économiques et financiers de milliardaires et de leurs multinationales, au détriment d'une protection de nos milieux naturels et des êtres humains. Cinq ans de plus d'empoisonnement des sols et de l'eau potable augmenteront d'autant la facture finale payée par les collectivités publiques pour rétablir l'équilibre naturel et réparer les dégâts sanitaires. Comme l'a proposé le Tribunal Monsanto, il est donc impératif que le crime d'écocide soit reconnu au niveau du droit international [afin que ce principe puisse être pris en compte par les tribunaux internationaux, telle la Cour internationale de justice à La Haye] <http://fr.monsantotribunal.org/Anticipant-la-prévisible-décision-européenne,-le-16-novembre-2017,-le-gouvernement-suisse-s'est-déclaré-opposé-à-une-interdiction-du-glyphosate,-jugé-inoffensif-pour-la-santé-!> <https://www.letemps.ch/sciences/2017/11/26/suisse-inflexible-dossier-glyphosate> Dans sa décision, le gouvernement suisse a pris en compte des évaluations menées par le JMPR (Joint Meeting on Pesticide Residues), l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques) et l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments).

- Or, depuis 2016, la presse dénonce divers conflits d'intérêts touchant ces trois organismes, dont le JMPR.
http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/05/17/une-expertise-favorable-au-roundup-suscite-la-colere-des-ong_4920523_3244.html

Article paru dans The Guardian : <https://www.theguardian.com/environment/2016/may/17/unwho-panel-in-conflict-of-interest-row-over-glyphosates-cancer-risk>

- Le 5 octobre 2017, un article de presse est paru dans Le Monde : « Monsanto papers », les agences sous l'influence de la firme.

Le Monde est plongé dans les « Monsanto papers », ces dizaines de milliers de pages de documents internes que la firme a dû rendre publics dans le cadre d'une action collective menée aux Etats-Unis par près de 3 500 plaignants. La lecture de ces documents apporte de troublants éléments de réponse. Elle jette une lumière crue sur la manière dont les agences réglementaires [l'EFSA et l'ECHA] tiennent compte des études secrètes - et parfois suspectes - de l'industrie. Elle conduit surtout à s'interroger sur l'intégrité et l'indépendance des expertises officielles sur le glyphosate.

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/10/05/monsanto-papers-les-agences-sous-l-influence-de-la-firme_5196332_3244.html

Article intégral :

https://www.google.ch/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwjf2rXUsePXAUIOxoKHZH-AHAQFggmMAA&url=https%3A%2F%2Fwww.europe-solidaire.org%2Fspip.php%3Fpage%3Dspipdf%26spipdf%3Dspipdf_article%26id_article%3D42268%26nom_fichier%3DESSF_article-42268&usq=AOvVaw0sSNdeL-yaR0cEsh-hvgme

Par conséquent, le gouvernement suisse ne peut ignorer ces allégeances ! Le 24 novembre 2017. Excellente nouvelle : suspension des 2 insecticides à base de sulfoxaflor suite au recours de Générations Futures !

<https://www.generations-futures.fr/actualites/victoire-suspension-sulfoxaflor/>

Excellente nouvelle pour la démocratie ! Le 14 novembre 2017. Une centaine d'adhérents du parti d'Emmanuel Macron "La République en Marche", dont des élus, des animateurs de comités locaux et des référents issus des quatre coins de l'Hexagone, vont quitter le parti vendredi, veille du congrès LREM à Lyon. Un huissier apportera les lettres de démission au siège du mouvement vendredi 17 novembre. <https://www.ladepeche.fr/article/2017/11/14/2684384-lrem-100-frondeurs-annoncent-leur-prochaine-demission.html> http://www.lepoint.fr/politique/fronde-a-lrem-100-democrates-vont-quitter-le-parti-14-11-2017-2172244_20.php

Le 8 novembre 2017. Nicolas Hulot "se fait le porte-voix des lobbies", juge Yannick Jadot, député européen EELV. Ce ministre a cédé sur les perturbateurs endocriniens, le CETA, le glyphosate et maintenant la transition énergétique [ndlr : et il a laissé passer le sulfoxaflor classé parmi les néonicotinoïdes] (voir les articles relatifs à ces différents dossiers ci-après, avec la position de Nicolas Hulot).

http://www.francetvinfo.fr/replay-radio/8h30-aphatie/nicolas-hulot-se-fait-le-porte-voix-des-lobbies-juge-yannick-jadot-depute-europeen-eelv_2435581.html

- <https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN1D8110-OF RTP UE-France>. Jeudi 9 novembre 2017, 13h55. Les membres de l'UE ne sont à nouveau pas parvenus à s'accorder sur le glyphosate !!

<https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-18h/journal-de-18h-jeudi-9-novembre-2017> Le ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, s'est dit "fier" jeudi que la France ait "tenu bon" face à la nouvelle proposition de la Commission européenne de réautoriser le glyphosate pour cinq années supplémentaires, quand Paris souhaite trois ans, ou à la limite quatre ans. http://www.lepoint.fr/video/glyphosate-nicolas-hulot-fier-que-la-france-tienne-bon-09-11-2017-2171105_738.php Avis de l'Adetra : Nicolas Hulot pourrait être fier et il défendait une INTERDICTION du glyphosate à 3 ans, et non pas un RENOUELEMENT à 3 ans susceptible d'amener à un nouveau renouvellement dans 3-4-5 ans ! De renouvellement en renouvellement, nous assistons (impuissants ?) à une

destruction toujours plus importante de notre environnement et de nos santés ! Nous regrettons beaucoup - étant donné le poids de la France sur ce dossier - que Nicolas Hulot ne se conforme pas à la "Résolution non contraignante" votée le 24 octobre 2017 par le Parlement européen, demandant une INTERDICTION, avec sortie progressive et totale du glyphosate d'ici à 5 ans ! (voir ci-après) En complément, un interview très intéressant de Yannick Jadot : <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20/l-invite-de-8h20-05-novembre-2017> Le 25 octobre 2017. Article paru dans Libération. Le micmac continue autour du glyphosate : « Quand on parle de ce dernier, la durée est presque un non sujet, car un renouvellement est renouvelable par définition. Ce qui est très différent d'une sortie définitive et programmée assortie d'un délai de grâce, comme le propose le Parlement européen », explique Martin Pigeon, de l'ONG Bruxelloise Corporate Europe Observatory (CEO), un groupe de recherche sur les lobbies en Europe. http://www.liberation.fr/planete/2017/10/25/le-micmac-continue-autour-du-glyphosate_1605699

Le 7 novembre 2017. L'entretien intégral de Ségolène Royal, ex-ministre de l'Écologie : "Hulot ne doit pas accepter le renouvellement de l'autorisation du glyphosate pour 5 ans" (à 16:10 pour le glyphosate) : <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/segolene-royal-face-a-jean-jacques-bourdin-en-direct-999977.html> Voter POUR, même si c'est pour une durée limitée, c'est un changement de pied qui serait incompréhensible et surtout qui entraînerait une régression très importante [et] Donner une AUTORISATION [de renouvellement] pour 3 ans, c'est pire que tout..." Le 23 octobre 2017, Ségolène Royal avait déjà critiqué la position de Nicolas Hulot, disant que c'est un très mauvais signal que de passer de l'opposition à l'autorisation, même pour une courte durée. <http://www.cnews.fr/france/video/glyphosate-segolene-royal-tacle-nicolas-hulot-180795> - Le 23 octobre 2017, voir aussi l'interview de Nicolas Hulot par RTL (en bas de page) à 06:55 : « on peut réautoriser par exemple pour 3 ans ». Pour l'interview intégral à RTL (04:35) <http://www.rtl.fr/actu/politique/nicolas-hulot-espere-une-reconduction-du-glyphosate-pour-5-ans-maximum-7790633456>

signez la pétition, initiative citoyenne européenne, demandant l'interdiction totale du glyphosate dans l'union européenne ! <https://stopglyphosate.org/fr/> TPP 11 - Excellente nouvelle : Le 10 novembre 2017. Le Canada n'est pas prêt à prendre une décision sur l'Accord commercial de partenariat transpacifique « TPP 11 ». Selon les médias canadiens, un porte-parole de Justin Trudeau a déclaré que les 11 nations impliquées avaient « fait des progrès », mais que des « questions en suspens » subsistaient. <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Trump-s-Asian-visit/11-nations-agree-in-principle-on-TPP-Pacific-trade-deal> (information reçue d'une ONG travaillant sur les différents accords de libre-échange, laquelle suggère de soutenir Justin Trudeau par un twitt <https://twitter.com/JustinTrudeau>) Le 2 novembre 2017. Sumofus nous informe : Nestlé traîne en justice une minuscule commune du Michigan qui tente de protéger son eau de l'exploitation cupide de cette multinationale; le procès débute dans 2 semaines. signez la pétition : <https://actions.sumofus.org/a/bc-bottled-water> Radio-Canada, le 10 juillet 2015 : En pleine sécheresse, Nestlé sous le feu des critiques MONSANTO - Glyphosate Jeudi 26 octobre 2017. Journal Marianne, article de François Allard-Huver. Roundup, Glyphosate : la guerre du faux a bien eu lieu. <https://www.marianne.net/societe/glyphosate-la-guerre-du-faux-bien-eu-lieu>

Note de Adetra : l'article de Marianne précise : « On retrouve ainsi dans les « Monsanto Papers » la mention fréquente par la firme du terme "munitions" pour désigner les lettres envoyées pour discréditer les travaux de Séralini ».

Déjà pendant la guerre au Vietnam, l'aviation américaine a utilisé un défoliant créé par Monsanto - l'Agent orange -, afin de détruire la végétation pour faciliter la surveillance, éclaircir les forêts pour révéler les camps, et anéantir les cultures.

- Le 20 septembre 2010. Arte : https://www.youtube.com/watch?v=d31_bLOdP4I Le 12 juillet 2013, article paru dans Le Monde "Agent orange au Vietnam : Monsanto condamné" : http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2013/07/12/agent-orange-au-vietnam-monsanto-condamne_3446967_3216.html Le 16 février 2012, article paru dans Le Monde : Monsanto, un demi-siècle de scandales sanitaires : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/16/monsanto-un-demi-siecle-de-scandales-sanitaires_1643081_3244.html

Glyphosate - Mauvaises nouvelles ! UE. Mercredi matin 25 octobre 2017, un comité d'experts représentant les Etats membres de l'UE s'est réuni à huis clos pour examiner la proposition de "renouvellement" de la Commission européenne. Face à l'absence de majorité, Bruxelles a décidé de reporter le vote. Mercredi 25 octobre, 14h03. La France souhaite que le renouvellement de l'autorisation dans l'Union européenne du glyphosate, herbicide controversé dont la licence expire en décembre 2017, "n'aille pas au-delà de quatre ans", a indiqué Matignon à l'AFP mercredi, en plein débat à Bruxelles. <http://www.europe1.fr/international/glyphosate-la-france-prete-a-accepter-un-renouvellement-pour-4-ans-3474296> Note de Adetra : Le problème - comme on semble vouloir régulièrement nous le faire croire dans les médias - ne réside pas tant dans la détermination du nombre d'années pour le « renouvellement » proposé par la Commission européenne, mais dans la proposition elle-même d'un RENOUELEMENT qui est absolument inacceptable compte tenu de la dangerosité du glyphosate ! Seule une INTERDICTION est viable, comme proposée par le Parlement européen le 24 octobre. Nous souhaitons toutefois que la sortie du glyphosate se fasse plus rapidement que sur une durée de 5 ans, durée d'extension beaucoup trop longue pour cette substance toxique ! Glyphosate - Importantes nouvelles ! Le 6 octobre 2017, interview de Corinne Lepage, L'ancienne ministre de l'Environnement explique les enjeux de l'interdiction du glyphosate pour les agriculteurs.

<http://www.dailymotion.com/video/x63gehi> Le 20 octobre 2017, une lettre est adressée à Emmanuel Macron par François Veillerette, directeur et porte-parole de Générations Futures, avec plusieurs ONG, syndicats et organismes défendant la Nature et les droits humains : Monsieur Macron, voici cinq très bonnes raisons de ne pas renouveler l'autorisation du glyphosate. Tenez votre promesse de campagne, Monsieur le Président ! […] Alors que l'UE s'apprête à décider du sort de cet herbicide pour les prochaines années, nos organisations rappellent cinq arguments de poids pour que la France vote en faveur de son interdiction au niveau européen sans attendre. http://www.huffingtonpost.fr/francois-veillerette/monsieur-macron-voici-cinq-tres-bonnes-raisons-de-ne-pas-renouveler-l-autorisation-du-glyphosate_a_23248613/ Le 22 octobre 2017. 54 députés de La République en marche signent une tribune dans Le Monde ce dimanche pour réclamer «une interdiction de la commercialisation du glyphosate et de son utilisation le plus rapidement possible». ». «Nous estimons que ce produit nocif, aujourd'hui largement utilisé, doit être abandonné», justifient les parlementaires. http://www.liberation.fr/france/2017/10/22/54-deputes-lrem-montent-au-front-contre-le-glyphosate_1604901 Le 27 octobre 2017. Des députés Insoumis appellent à une interdiction dès aujourd'hui ! "L'argument de la nécessité d'une alternative n'est qu'un prétexte à gagner du temps. Une alternative existe dès aujourd'hui : une agriculture sans glyphosate en est déjà la preuve sur notre territoire, mais aussi plus largement sur la planète : polyculture-élevage, agro-foresterie, agro-écologie, permaculture, etc. Les modèles ne manquent pas et sont bien plus innovants que la seule agro-industrie". <http://www.europe1.fr/societe/glyphosate-les-deputes-insoumis-appellent-a-une-interdiction-des-aujourd'hui-3476717> Le 27 octobre 2017. Une décision pleine de bon sens ! Auchan Retail France est "fier d'être le premier distributeur alimentaire à proposer à ses clients, dans tous ses formats, un rayon entièrement composé de produits garantis sans composant chimique de synthèse, pour un entretien du jardin plus responsable" ! <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/10/27/97002-20171027FILWWW00154-auchan-retire-des-rayons-les-produits-contenant-du-glyphosate.php>

France. Le 27 octobre 2017, une très grave décision vient d'être prise à l'Assemblée nationale qui a voté ce vendredi l'extension de 3 à 11 du nombre de vaccins obligatoires pour les jeunes enfants qui naîtront à partir du 1er janvier 2018 !

GLYPHOSATE - Parlement européen. Le 24 octobre 2017. Suite au vote du Parlement européen, débat avec Michèle Rivasi (Verts-ALE), Gilles Pargneaux (Socialistes et Démocrates) et Patrick Le Hyaric (Gauche unitaire européenne), animé par Jean-Jacques Régibier. <https://www.humanite.fr/videos/glyphosate-la-fin-dans-5-ans-644396>

Le Parlement européen, dans sa résolution non contraignante, dit qu'il y aura "INTERDICTION" du glyphosate dans 5 ans; on interdit maintenant avec extension pendant 5 ans, jusqu'à la sortie du glyphosate au bout de 5 ans. Quant à la Commission européenne, elle est sur un positionnement de "RENOUVELLEMENT", ce qui est très différent.

Lors du vote du Parlement européen, il y a eu 3 propositions :

1. La droite européenne proposait un renouvellement pour 5 ans, ce qui signifiait que dans 5 ans, il pouvait y avoir la possibilité de continuer à renouveler le glyphosate. 2. La proposition adoptée par le groupe socio-démocrates : Interdiction sur 5 ans, votée majoritairement (3 ans + 1 an + 1 an). 3. La proposition votée par certains socialistes, Verts… : Interdiction sur 3 ans (1 an + 2 ans). La période transitoire devrait permettre aux agriculteurs - premières victimes du glyphosate - de changer leurs méthodes. Dans un premier temps, la Commission européenne souhaitait renouveler l'autorisation pour 10 ans.

Suite à la proposition du Parlement européen du 24 octobre, la Commission européenne - qui est menacée par Monsanto d'être attaquée en justice - doit faire une proposition le 24 octobre dans l'après-midi. Puis le 25 octobre, ce seront les Etats (Conseil européen), qui sont sur le principe de renouvellement, qui vont devoir statuer. Il faut faire attention de ne pas nationaliser ce débat - comme pour l'exemple des OGMs -, il faut prendre une décision au niveau européen. A juste titre, Michèle Rivasi relève son incompréhension face à la position de Nicolas Hulot; est-il sur une position de renouvellement ou d'interdiction ? In fine, la proposition de renouvellement de la Commission pour 10 ans est très peu probable. Par contre, un renouvellement pour 5 ans n'est pas à exclure, et ceci malgré le scandale de Monsanto et de l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments) (10:30). Ce qui se passe à l'EFSA se passe aussi à l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques), avec des conflits d'intérêts, l'utilisation de rapports industriels sans mention de leurs noms, les influences par rapport à d'autres agences (dont l'Agence américaine de protection de l'environnement EPA). C'est la Commission d'enquête qui permettra d'évaluer ce qui s'est passé pour faire des recommandations afin que nos agences européennes fonctionnent mieux. L'importante mobilisation citoyenne a été relayée au sein de l'UE par un certain nombre de parlementaires, ce qui a abouti au vote du Parlement européen. Si on obtenait au Conseil européen l'équivalent de la décision du Parlement européen, ce serait une grande victoire pour ce mouvement citoyen et pour la santé publique !

D'autre part, si on veut décider que l'Europe est une valeur ajoutée pour notre vie quotidienne, il faut qu'elle soit aussi une Europe protectrice.

Ce qui vient de se passer, c'est une reprise de pouvoir du Parlement européen; il ose dire non à la Commission et aux Etats, cela signifie qu'il est proche des citoyens européens !

Interviews avec Yannick Jadot, eurodéputé Europe Ecologie les Verts

- Le 24 octobre 2017, 13h33. Interview de Yannick Jadot suite au vote du Parlement européen. Il faut que la France arrête cette position sur le renouvellement ! Et puis on a 10 milliards d'euros d'argent public qui vont sur l'agriculture française, on peut donc aider à une transition extrêmement rapide !

Dans la seconde partie de la vidéo, on voit un agriculteur ayant choisi une alternative au glyphosate, avec un meilleur

rendement : <http://www.dailymotion.com/video/x65zpb0>

- Le 24 octobre 2017, 18h43. Après que la Commission européenne a proposé de renouveler pour 5 à 7 ans l'autorisation du glyphosate. La Commission européenne "repousse le problème", regrette Yannick Jadot. Selon l'eurodéputé, le renouvellement de l'autorisation du glyphosate [serait] "scandaleux". "Il faut que la santé prime sur l'intérêt d'une compagnie comme Monsanto", souligne-t-il.

http://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/pesticides/glyphosate/glyphosate-la-commission-europeenne-repousse-le-probleme-regrette-yannick-jadot_2435367.html

- Mardi 24 octobre 2017 à 16h11. La Commission européenne vient de proposer ce mardi après-midi de renouveler la licence de ce puissant herbicide pour cinq à sept ans. http://www.lexpress.fr/actualite/societe/sante/glyphosate-la-commission-de-l-ue-propose-un-renouvellement-pour-5-a-7-ans_1954976.html

- Le 25 octobre 2017, 6h22. 1 café 3 questions à Yannick Jadot, autour des deux dossiers européens du moment : le renouvellement de la licence du glyphosate et l'accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada. Interview de Yannick Jadot. <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-6h20/l-invite-de-6h20-25-octobre-2017> La position de la France en faveur du "RENOUVELLEMENT" est inadmissible (01 :20) !

Note de l'Adetra : selon plusieurs récents articles de presse, Stéphane Travert propose un renouvellement pour "cinq à sept ans", et Nicolas Hulot un renouvellement à "trois ans"; il ne s'agit donc pas d'une interdiction !

- Le 23 octobre 2017, Ségolène Royal, ex-ministre de l'Écologie, a critiqué la position de Nicolas Hulot sur le glyphosate, disant que c'est un très mauvais signal que de passer de l'opposition à l'autorisation, même pour une courte durée. <https://actu.orange.fr/politique/glyphosate-segolene-royal-tacle-nicolas-hulot-magic-CNT000000QKfNM.html>

Le 25 octobre 2017. La Commission européenne a annoncé mercredi qu'aucun vote des Etats membres n'a eu lieu sur le renouvellement de la licence du glyphosate. Une nouvelle réunion doit avoir lieu à une date ultérieure.

<https://www.letemps.ch/sciences/2017/10/25/lue-narrive-toujours-staturer-glyphosate>

Le 25 octobre 2017 : Excellente nouvelle !

FRANCE - CETA. Le 18 octobre 2017. Inquiets quant à la mise en œuvre définitive du CETA, traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, 18 députés LREM ont formé un groupe de travail et ont adressé, sous forme de lettre au Premier ministre Edouard Philippe, une trentaine de propositions d'encadrement de l'application du CETA. "Ces 31 recommandations tirent considérablement vers le haut le niveau d'exigence, à la fois en matière de transparence démocratique, en matière de contrôle climatique, et de contrôle environnemental."

<https://www.franceinter.fr/economie/les-recommandations-de-18-deputes-lrem-pour-mieux-encadrer-le-ceta>

http://www.liberation.fr/france/2017/10/19/ceta-le-depute-lrem-orphelin-n-exclut-pas-de-voter-contre-mais-attend-le-plan-du-gouvernement_1604171

Macron rattrapé par ses moutons suite à sa promesse non tenue.

<http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2017/09/19/ultime-interpellation-de-macron-pour-suspendre-lapplication-du-ceta/>

Le 23 octobre 2017. Hulot veut limiter le "RENOUVELLEMENT" européen de l'autorisation du glyphosate à "trois ans", proposition inacceptable pour du poison !

L'avenir de l'agriculture française et européenne ne passe pas par la recherche d'une nouvelle molécule [concoctée par les mêmes géants de l'agrochimie; donc pouvant s'avérer tout aussi nocive], mais bien par l'adoption de techniques alternatives qui existent déjà !

- Le 23 octobre 2017. UE - Glyphosate. Hulot veut limiter son "RENOUVELLEMENT" européen à "trois ans".

<https://www.ouest-france.fr/politique/nicolas-hulot/glyphosate-hulot-veut-limiter-son-renouvellement-europeen-trois-ans-533354>

- 54 des 310 députés de La République en marche (LREM) ont demandé dimanche dans une tribune au Monde l'interdiction « le plus rapidement possible » du glyphosate dans l'Union européenne, au nom de « la santé de tous ». Une pratique peu connue !

- Le glyphosate est utilisé par les céréaliers en fin de récolte : 10 jours avant la récolte, il y a un épandage de glyphosate pour faciliter un séchage identique de tous les grains, puis la récolte. Ainsi, on récolte des grains morts et complètement pris par le glyphosate (voir la vidéo ci-après avec José Bové et Eric Andrieu (à 12:00))

En complément :

- le 12 septembre 2017. José Bové : Comment Monsanto a fait un bras d'honneur au Parlement européen ! <https://fr->

fr.facebook.com/BoveJose/posts/1822136874498049

- Le 15 octobre. Europe Ecologie les Verts : L'avenir de l'agriculture française et européenne ne passe pas par la recherche d'une nouvelle molécule, mais bien par l'adoption de techniques alternatives qui existent déjà. <http://coutances.eelv.fr/15/glyphosate-en-finir-avec-les-pesticides/>

- Octobre 2017. Un paysan contre Monsanto <http://www.fayard.fr/un-paysan-contre-monsanto-9782213704944> FRANCE. Le 22 octobre 2017. Information reçue de Sumofus : Trop c'est trop ! Le pesticide tueur d'abeilles sulfoxaflor a été autorisé en France cette semaine. Nous ne pouvons pas laisser le lobby des pesticides toxiques de Monsanto et compagnie mettre notre santé et la planète en danger plus longtemps !

- <http://www.leparisien.fr/societe/abeilles-inquietude-apres-l-autorisation-de-deux-nouveaux-pesticides-20-10-2017-7344723.php>

- http://www.liberation.fr/planete/2017/10/19/deux-nouveaux-pesticides-tueurs-d-abeilles-autorises-en-catimini_1604382

- Europe Ecologie les Verts : <http://eelv.fr/autorisation-du-sulfoxaflor-une-decision-scandaleuse-a-rebours-de-la-loi/>

- http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/10/24/la-decision-de-la-france-d-autoriser-le-sulfoxaflor-est-inquietante_5205032_3244.html

Le 25 octobre 2017. Pétition de Sumofus demandant au ministre de l'Ecologie français, Nicolas Hulot, d'interdire absolument TOUS les pesticides néonicotinoïdes tueurs d'abeilles - y compris le sulfoxaflor et le flupyradifurone - dans le décret d'application de la loi sur la biodiversité.

- Il ne nous reste plus que quelques jours, pourriez-vous aussi signer et partager cette pétition SVP :

https://actions.sumofus.org/a/tous-les-pesticides-neonicotinoides-tueurs-d-abeilles-doivent-etre-interdits?sp_ref=345760355.99.183999.e.589351.2&source=mlt

Le 20 octobre 2017. MEDIAPART. CETA – Le gouvernement français ne renégociera pas l'accord Le premier ministre Édouard Philippe devrait annoncer mercredi 25 octobre un « plan d'accompagnement » du traité de libre-échange entre l'UE et le Canada. Alors que des députés LREM eux-mêmes demandent de gros aménagements, le texte ne devrait pas bouger. « Je fais ce que j'ai dit », a déclaré Emmanuel Macron le 15 octobre sur TF1. Sauf s'agissant du CETA, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, entré à 90 % en vigueur le 21 septembre dernier. Pendant la campagne présidentielle, le candidat Emmanuel Macron s'était engagé à mettre sur pied une commission indépendante chargée de dresser un bilan des effets attendus sur la santé, le climat et l'environnement du CETA. Celle-ci, baptisée « commission Schubert », a rendu des conclusions très critiques le 8 septembre (voir notre article). Surtout, Emmanuel Macron voulait « tirer toutes les conclusions » de l'étude et à aller voir ses partenaires européens pour le « faire modifier [hellip;], pour que la vérité scientifique [hellip;] puisse être entendue ». Six mois plus tard, il n'est plus question de renégocier. <https://fdg-info13.com/2017/10/20/ceta-le-gouvernement-francais-ne-renegociera-pas-laccord/Le-8-septembre-2017-MEDIAPART> . Libre-échange: les opposants au CETA préparent leurs dernières cartouches. L'accord de libre-échange avec le Canada peut-il encore dérailler ? Alors qu'un panel d'experts français juge que le CETA « manque d'ambition » sur l'environnement et s'inquiète de ses silences sur le climat, les ratifications ont déjà commencé dans les capitales des 28. Plus que sur la France, les adversaires du traité misent sur la Belgique, l'Autriche et les Pays-Bas pour enrayer le processus. <https://gazdeschistesprovence.files.wordpress.com/2017/09/2017-09-08-les-opposants-au-ceta-prc3a9parent-leurs-dernier-3a8res-cartouches.pdf>

Message de Sumofus : Dites au Président de la République et à ses homologues allemand et italien de rejeter la terrible proposition de la Commission Européenne au sujet du renouvellement de la licence du glyphosate pour 10 nouvelles années. Nous voulons une interdiction immédiate! https://actions.sumofus.org/a/president-macron-protégeons-notre-sante-bloquons-le-glyphosate?sp_ref=342405354.99.183560.e.587592.2&source=mltLe 4 octobre 2017. Blog des militants et élus Europe Ecologie Les Verts des Lilas et du Pré Saint-Gervais : « Le Monde » montre comment la puissante firme américaine Monsanto a fait paraître des articles coécrits par ses employés et signés par des scientifiques pour contrer les informations dénonçant la toxicité du glyphosate.

<http://www.leslilasecologie.fr/2017/10/monsanto-papiers-des-information-organisee-autour-du-glyphosate.html>

- Le 5 octobre 2017. Vidéo. Alors que Monsanto tente par tous les moyens de faire prolonger l'autorisation de commercialisation du glyphosate en Europe, deux députés européens, José Bové (Verts-ALE) et Eric Andrieu (Socialistes et Démocrates), expliquent en détail pourquoi l'herbicide le plus vendu au monde doit être définitivement abandonné. <https://www.humanite.fr/videos/glyphosate-derniere-ligne-droite-643195> Une pratique invraisemblable : Le glyphosate est utilisé par les céréaliers en fin de récolte, 10 jours avant la récolte, pour faciliter un séchage identique de tous les grains, puis la récolte. Ainsi, on récolte des grains morts et complètement pris par le glyphosate (à 12:00) Marie-Monique Robin, auteure du film et livre "Le monde selon Monsanto" a réalisé un nouveau documentaire (et livre) intitulé "Le Roundup face à ses juges", diffusé sur la RTS le 28 août 2017 et sur ARTE le 17 octobre 2017. Le film a été tourné sur trois continents et son fil conducteur est le Tribunal International Monsanto qui s'est tenu à La Haye les 15 et 16 octobre 2016. Le film mis sur internet par Arte : <https://www.arte.tv/fr/videos/069081-000-A/le-roundup-face-a-ses-juges/>

Articles parus dans "Le Monde" et "Libération" :

- Le 5 octobre 2017. " Monsanto papers ", les agences sous l'influence de la firme.
https://www.reddit.com/r/france/comments/74erkl/monsanto_papers_les_agences_sous_influence_de_la/
- Le 6 octobre 2017. L'affaire Séralini ou l'histoire secrète d'un torpillage.
<https://www.arretsurimages.net/breves/2017-10-06/OGM-comment-Monsanto-a-efface-une-etude-critique-Le-Monde-id20887>
- Le 11 octobre 2017. Glyphosate: Monsanto sur le gril des eurodéputés
http://www.liberation.fr/planete/2017/10/11/glyphosate-monsanto-sur-le-gril-des-eurodeputes_1602417
- Le 18 octobre 2017. La proposition de renouveler l'homologation de l'herbicide pour dix ans ne devrait pas réunir la majorité qualifiée requise. Le fabricant, Monsanto, menace d'attaquer en justice.
http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/10/18/reautorisation-du-glyphosate-a-une-semaine-de-la-decision-la-commission-europeenne-est-isolee_5202339_3244.html Deux articles sur Emmanuel Macron et une vidéo concernant son discours sur l'Europe
- Le 11 juillet 2016. Article de Laurent Mauduit paru dans Mediapart : Emmanuel Macron, le candidat de l'oligarchie. <http://democratie-reelle-nimes.over-blog.com/2016/07/emmanuel-macron-le-candidat-de-l-oligarchie-laurent-mauduit.html>
- Le 14 septembre 2017. Interview de Monique Pinçon-Charlot : Emmanuel Macron synthétise complètement les intérêts de l'oligarchie. <http://www.lesinrocks.com/2017/09/14/actualite/monique-pincon-charlot-emmanuel-macron-synthetise-completement-les-interets-de-loligarchie-11985548/>
- Le 4 octobre 2017. Vidéo de l'Humanité. Au delà de l'opération de communication, que faut-il comprendre du discours d'Emmanuel Macron sur l'Europe à la Sorbonne ? Décryptage avec trois députés européens: Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy (Socialistes et Démocrates), Pascal Durand (Verts-ALE) et Patrick Le Hyaric (Gauche unitaire européenne-GVN). Débat animé par Jean-Jacques Régibier, journaliste. <https://www.humanite.fr/videos/leurope-selon-macron-des-mots-sans-les-actes-643125>
- FRANCE. Mardi 10 octobre 2017, les fonctionnaires ont appelé à manifester par l'ensemble des syndicats de la fonction publique. Paris, Lyon, Lille, Marseille, Rennes... 130 mobilisations sont organisées dans toute la France. Excellente vidéo de la manifestation parisienne : <https://www.youtube.com/watch?v=6xrm3w3SrrM>
- Note de l'Adetra : Le démantèlement des services publics est un projet ultralibéral en parfaite cohérence avec les grands traités de libre-échange (CETA, TAFTA & TISA), et les préfigurant.
- "La morgue de Macron contre la fonction publique", article de Laurent Mauduit, paru le 19 septembre 2015 dans Mediapart, présenté par le Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc affilié à la FSU (SNUipp-FSU 17) : <http://17.snuipp.fr/spip.php?article1953> https://www.challenges.fr/politique/pour-emmanuel-macron-le-statut-de-la-fonction-publique-n-est-plus-adequat_54087

- FRANCE. RESTRICTION DES LIBERTES PUBLIQUES
- Le 3 octobre 2017, le projet de loi antiterroriste a été très largement voté à l'Assemblée nationale. Le texte inscrit les principales mesures de l'état d'urgence dans le droit commun, en affaiblissant l'État de droit. Ligue des Droits de l'Homme :
- Le 7 juin 2017. Communiqué de la Ligue des Droits de l'Homme. Loin de ne concerner que les actes de terrorisme, ces mesures s'appliqueraient indifféremment à une large gamme de délits. Chacun pourrait alors être victime de cet arbitraire. Aujourd'hui déjà, nous voyons des dispositions inscrites dans l'état d'urgence utilisées contre des militants associatifs, syndicaux ou politiques. <http://fischer02003.over-blog.com/2017/06/ldh-contre-etat-d-urgence-permanent.html>
 - Le 9 juin 2017. Conférence de presse collective, vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=ysi5MwayLcY>
 - Le 3 octobre 2017. Communiqué de l'Observatoire des libertés et du numérique, dont la LDH est membre. La dangereuse captation de pouvoirs au profit de l'Exécutif, policiers, préfets et ministre de l'Intérieur à laquelle aboutira ce texte est en marche, par l'intégration dans le droit permanent de mesures tirées de l'état d'urgence. La logique de suspicion, le déséquilibre des pouvoirs, la restriction de libertés pour tous dans l'espace public sont autant de désastres qui nourrissent une contestation large contre ce texte. <https://www.ldh-france.org/numerique-assigne-letat-durgence-permanent/>
 - Le 26 septembre 2017, Lettre ouverte aux député-e-s de la plateforme En finir avec les contrôles aux faciès, dont la LDH est membre, sur le Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme : des dispositions alarmantes. <https://www.ldh-france.org/plateforme-en-finir-les-controles-aux-facies-interpelle-projet-loi-antiterroriste-dispositions-alarmantes/>

Le Monde :

- Le 1er juillet 2017. Des associations, des juristes, des autorités indépendantes et l'Eglise catholique s'inquiètent vivement du projet de loi antiterroriste du gouvernement. http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/07/01/emmanuel-macron-interpelle-sur-les-dangers-d-un-etat-d-urgence-permanent_5154052_1653578.html
- Le 30 juin 2017. Mireille Delmas-Marty, professeure honoraire au Collège de France, écrivait au président de la République pour lui demander de ne pas choisir entre la sécurité et les libertés. « Renoncer à l'état d'urgence est nécessaire mais n'autorise certainement pas à en faire notre droit commun ». <http://www.patrick-chaimovitch.org/2017/08/mireille-delmas-marty-monsieur-le-president-renoncer-a-l-etat-d-urgence-est->

necessaire-mais-n-autorise-pas-a-en-faire-notre-droit-co

* * * * *Le 8 octobre 2017. Mediapart. Au mois de juin dernier, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France pour avoir voulu inscrire un manifestant au fichier national des empreintes génétiques, le FNAEG.
<https://www.mediapart.fr/journal/france/081017/fichage-genetique-la-france-defie-la-jurisprudence-europeenne> Le 31 octobre 2017, Emmanuel Macron a signé devant les caméras dans son bureau à l'Élysée, la loi antiterroriste qui doit prendre le relais de l'état d'urgence.

UNION EUROPEENNE : Le 4 octobre 2017. Perturbateurs endocriniens : le vote camouflé du Parlement européen. Une victoire pour la santé et la démocratie, une défaite pour les lobbys et leurs amis.

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/10/04/perturbateurs-endocriniens-le-vote-camouflet-du-parlement-europeen_5196122_3244.html#k4pKGBURAEQAxQxc.99 Merci à Sumofus pour son action et information : Cliquez ici pour avoir accès à la liste des eurodéputés qui ont approuvé la proposition dangereuse de la Commission, Votewatch.eu, 4 octobre 2017 UNION EUROPEENNE - Glyphosate

Le 22 août 2017. Article d'Ariane Debernardi : Monsanto : les dessous d'un lobbying
http://www.liberation.fr/planete/2017/08/22/monsanto-les-dessous-d-un-lobbying_1591373 Le 15 septembre 2017. Collusion entre l'Union Européenne et les grands industriels de la chimie, notamment Monsanto !

<http://www.ouest-france.fr/environnement/glyphosate-le-rapport-europeen-recopie-les-arguments-de-monsanto-5248405>

Le 26 septembre 2017. Une réautorisation du glyphosate par l'UE constituerait un "crime contre la nature et le futur de l'humanité" ! Malgré les dangers connus de cette substance, la Commission européenne a décidé de proposer un renouvellement de la licence du glyphosate pour une période de 10 ans au sein de l'UE. Le vote sur l'autorisation du glyphosate devait avoir lieu le 5 ou 6 octobre 2017 lors d'un comité d'experts.

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/09/25/cinq-questions-sur-la-bataille-autour-du-glyphosate_5191035_3244.html

- <http://rnc.bfmtv.com/emission/dangerosite-du-glyphosate-quand-l-union-europeenne-copie-colle-un-rapport-de-monsanto-1256477.html> Le 3 octobre 2017. Le vote sur la réautorisation de l'herbicide décrié a été une nouvelle fois repoussé (au 23 octobre). Tandis que les lobbys des pesticides accroissent leur pression sur la Commission européenne, des plaintes en justice s'abattent sur la firme Monsanto.

http://www.liberation.fr/planete/2017/10/03/glyphosate-bruxelles-au-pied-du-mur_1600692

Voir aussi ci-après : MONSANTO, PORTRAIT D'UNE MULTINATIONALE INFORMEZ VOS PROCHES DES CONDITIONS DE TRAVAIL INSUPPORTABLES !

Le 27 septembre 2017. Cash investigation, vidéo intégrale : Travail, ton univers impitoyable. Le salarié réduit à l'état de robot. <https://www.youtube.com/watch?v=s5uHC6TN2wo> Extrait de ce reportage : <http://www.rtl.fr/culture/medias-people/video-cash-investigation-lidl-elise-lucet-7790247736> https://www.challenges.fr/media/free-lidl-ces-4-realites-genantes-epinglees-par-cash-investigation-et-elise-lucet_502217

FRANCE. Invitée ce mardi 26 septembre 2017 sur le plateau de Cash investigation, l'émission d'Elise Lucet sur France 2, la ministre du Travail Muriel Pénicaud s'est totalement embourbée quand la journaliste lui a présenté les conséquences de sa réforme par ordonnances du code du travail pour Nelson, victime d'un licenciement abusif. Un exemple concret en vidéo : <https://www.marianne.net/societe/video-malaise-tv-dans-cash-investigation-la-ministre-du-travail-muriel-penicaud-s-embourbe>

http://www.liberation.fr/desintox/2017/09/28/indemnitees-prud-homales-les-trois-mensonges-de-penicaud-face-a-elise-lucet_1599491

Le 21 septembre 2017. Complément d'enquête. La méthode Muriel Pénicaud (France 2).

Une ministre "toute dévouée" au « service de l'intérêt général » de son pays :

https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/carriere/vie-professionnelle/droit-du-travail/video-la-methode-penicaud_2378029.html

Le 2 juin 2017. Dans un discours en anglais, le président Macron soulignait la responsabilité commune de tous les pays : « Make our planet great again », a-t-il lancé, dans une paraphrase du slogan de Donald Trump (« Make America great again »). http://www.lemonde.fr/planete/video/2017/06/02/emmanuel-macron-make-our-planet-great-again_5137604_3244.html

- Le 6 juillet 2017. Alors candidat, M. Macron avait fait un pas vers les écologistes et les opposants à ce traité commercial en promettant « une commission de scientifiques » pour évaluer les conséquences de l'accord et « faire modifier le texte » si besoin. <http://www.sudinfo.be/1879906/article/2017-07-06/la-france-met-en-place-une-commission-d-evaluation-du-ceta>

- Le 8 septembre 2017. Les experts missionnés par Macron rendent un avis critique sur le CETA.

<http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2017/09/08/les-experts-missionnes-par-macron-rendent-un-avis-critique-sur-le-ceta/>

- Le 14 septembre 2017. Article de Maxime Combes

Entre CETA et climat, Emmanuel Macron choisit le CETA ! Quelques jours après la publication d'un rapport d'experts

montrant notamment que le CETA n'est pas compatible avec un engagement résolu contre le changement climatique, le gouvernement vient d'entériner l'entrée en vigueur provisoire du CETA au 21 septembre, comme si de rien n'était. Emmanuel Macron avait pourtant pris l'engagement de tirer « toutes les conclusions » de ce rapport, y compris de « faire modifier le texte » du CETA. Engagement qui devrait donc rester sans suite.
<https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/140917/entre-ceta-et-climat-emmanuel-macron-choisit-le-ceta>

FRANCE. Mardi 12 septembre 2017, jour de contestation sociale contre la réforme du code du travail, Muriel Pénicaud, ministre du Travail, inaugurerait la 6e édition des Entretiens de la cohésion sociale à l'Institut Montaigne.
http://www.liberation.fr/france/2017/09/12/penicaud-on-est-mur-pour-inventer-une-flexisecurite-a-la-francaise_1595798
 - Lors de sa séance du mardi 18 juillet 2017, le comité directeur de l'Institut Montaigne a souhaité à l'unanimité qu'Henri de Castries en assure à nouveau la présidence.
<http://www.desideespourdemain.fr/index.php/post/2017/07/19/Henri-de-Castries%2C-pr%C3%A9sident-de-l-Institut-Montaigne>
 Henri de Castries est actuellement aussi président du Comité directeur du groupe Bilderberg.

David Rockefeller, co-fondateur du Bilderberg, déclarait le 1er février 1999 à Newsweek International : "Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire". Le 5 décembre 2013, RAOUL MARC JENNAR tirait déjà la sonnette d'alarme : Et si les firmes prenaient le pouvoir ?
<https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/051213/et-si-les-firmes-prenaient-le-pouvoir>
 LES ÉCUEILS DE TISA : SERVICES, DÉMOCRATIE ET RÈGNE DES ENTREPRISES À L'ÈRE TRUMP Services, democracy and corporate rule in the Trump era by Scott Sinclair July 5, 2017
<https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/tisa-troubles>
 The report of Scott Sinclair presented by Rosa-Luxemburg-Stiftung : <http://www.rosalux.eu/publications/tisa-troubles-services-democracy-and-corporate-rule-in-the-trump-era/>
 - Le rapport de Scott Sinclair présenté en langue française, édité en juillet 2017 par « Rosa-Luxemburg-Stiftung », Bureau de Bruxelles, avec le soutien du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement : http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Publications/2017/TISA-FR.pdf
 - Le premier rapport de Scott Sinclair et Hadrian Mertins-Kirkwood a été publié par la faïtière « Internationale des services publics » le 28 avril 2014 : "TISA (ACS) contre les services publics" <http://www.world-psi.org/fr/rapport-special-de-lisp-lacs-contre-les-services-publics>

Voici une importante nouvelle concernant les traités de nouvelle génération, dont le CETA :

Article du CNCD-11.11.11 : Mercredi 6 septembre 2017, la Belgique a officialisé la saisine de la Cour de Justice de l'Union européenne pour vérifier la légalité du CETA, et plus particulièrement de la clause d'arbitrage Investisseur/Etat. C'était un des engagements majeurs obtenus dans le cadre de l'accord intra-belge pour signer le CETA en octobre 2016. <http://www.cncd.be/CETA-le-CNCD-11-11-11-salue-la>
 - Le 6 septembre 2017. L'Institut Veblen appelle le gouvernement français à s'associer à la Belgique pour demander à la Cour de Justice de l'UE de vérifier la compatibilité de l'intégralité du CETA avec les traités européens. <http://www.veblen-institute.org/La-Belgique-ne-veut-pas-d-un-CETA-hors-la-loi.html>

Pétition de Sumofus adressée à Emmanuel Macron ! : <https://actions.sumofus.org/a/monsieur-le-president-dites-non-a-tafta-et-au-ceta/?akid=34432.10911360.jknIUv&rd=1&source=taf&t=6#>

Information reçue de la "Plateforme pour une agriculture socialement durable" www.agrisodu.ch Marie-Monique Robin, auteure du film et livre "Le monde selon Monsanto" réalise un nouveau documentaire (et livre) intitulé "Le Roundup face à ses juges", qui a été diffusé sur la deuxième chaîne de la RTS le 28 août 2017 et sera diffusé sur ARTE le 17 octobre 2017. Le film a été tourné sur trois continents, et son fil conducteur est le Tribunal International Monsanto qui s'est tenu à La Haye les 15 et 16 octobre 2016.

Mis sur internet par la Radio télévision suisse : <http://pages.rts.ch/docs/8812839-le-roundup-face-a-ses-juges.html> Le budget n'étant pas complet, vous pouvez soutenir ce film : <https://m2rfilms.com/espace-membres/le-juge-et-l-herbicide>
 Marie-Monique Robin avait déjà réalisé un film documentaire sur Monsanto, sorti en 2008 : "Le Monde selon Monsanto", (1h49') <https://www.youtube.com/watch?v=cVngG592xKU>
 (Arte, ONF, Festival international du film francophone en Acadie, prix Rachel-Carson (Norvège), trophée des sciences du danger (Cannes), Umwelt-Medienpreis (prix des médias allemands, Berlin 2009), Ekofilm Festival de Cesky Kumlav (République Tchèque, 2009)).

Le 23 août 2017. Pétition sur les Perturbateurs endocriniens. Le 4 juillet dernier, la France capitulait devant les lobbies à Bruxelles. Aujourd'hui, une intense bataille se joue à Bruxelles ; l'industrie agro-chimique y a envoyé une armée de lobbyistes défendre ses profits. Ces lobbys gagneront si nous ne nous mobilisons pas massivement en interpellant les eurodéputés. Un véritable permis d'intoxiquer est sur le point d'être offert par l'UE aux multinationales du toxique comme Monsanto et Bayer. Mais tout n'est pas perdu ! Signez la pétition :

<https://actions.sumofus.org/a/considerez-les-perturbateurs-endocriniens-avec-le-meme-serieux-que-les-cancerogenes-et-refusez-la-proposition-de-la-commission-europeenne/?akid=33760.10911360.LHxM-D&rd=1&source=fwd&t=1>
 - Le 28 août 2017. Message de Sumofus : "Excellente nouvelle, la Commission européenne a ordonné une enquête approfondie qui durera des mois, nous donnant plus de temps pour nous organiser".
 (En anglais) Réponse de la Commissaire européenne à la concurrence suite à notre campagne, Commission Européenne, 22 août 2017

Bayer-Monsanto : Bruxelles lance une enquête approfondie, Les Echos, 23 août 2017

Vendredi 11 août 2017. Scandale sanitaire. Interview de l'eurodéputé écologiste Yannick Jadot qui dénonce l'« énième crise » d'un système « dangereux » http://www.liberation.fr/france/2017/08/11/oeufs-contamines-jadot-denonce-l-enieme-crise-d-un-systeme-dangereux_1589410

Rappel - les dessous de la Commission européenne

La vidéo suivante commence par souligner l'importance prise par les 27 commissaires européens; super-ministres anonymes devenus les puissants de l'Europe.

Dans la seconde partie de la vidéo : le 16 octobre 2012, l'Assemblée Nationale française reçoit la Luxembourgeoise Viviane Reding, alors vice-présidente de la Commission européenne, Commissaire européenne à la justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté - et promotrice des traités de libre-échange tel l'Accord TISA. Sur le ton de l'évidence, Mme Reding assène aux parlementaires français : « Il faut lentement mais sûrement comprendre qu'il n'y a plus de politiques intérieures nationales. Il n'y a plus que des politiques européennes qui sont partagées dans une souveraineté commune. »

<https://www.youtube.com/watch?v=yBRCZPypyyM> La Commission européenne gangrenée par les lobbys et conflits d'intérêts ?

Le 30 octobre 2015. Article paru dans Sud Ouest : <http://www.sudouest.fr/2015/10/30/la-commission-europeenne-gangrenee-par-les-lobbys-et-conflits-d-interets-2170583-710.php>

Le 6 février 2017. Article de Raphaëlle Fleury paru dans La Croix : <http://www.la-croix.com/Economie/Monde/Quand-deputes-europeens-mettent-lobbying-2017-02-06-1200822692>

En complément :

Interview du 16 juin 2017 de Monique Pinçon-Charlot, sociologue, ex-directrice de recherche au CNRS : « La politique, comme tous les autres champs de l'activité économique et sociale, est [aujourd'hui] dominée par la finance [...] La classe oligarchique possède tous les moyens de production; industriels, économiques, médiatiques, etc., et les 99 % restant ont que leur force de travail à vendre, qu'elle soit intellectuelle ou manuelle ».

<https://www.youtube.com/watch?v=2yrk8xnE9xw>

FRANCE Le 13 septembre 2017. Réforme travail : les routiers appelés à la grève à compter du 25 septembre <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/09/13/97002-20170913FILWWW00106-reforme-travail-les-routiers-appeles-a-la-greve-a-compter-du-25-septembre.php> Le 8 septembre 2017. L'ambition de Macron : Si la France veut prétendre être à l'initiative d'une « refondation » de l'Union, elle doit d'abord « démontrer sa capacité à se transformer » ! http://www.liberation.fr/politiques/2017/09/08/en-grece-macron-affirme-sa-determination-a-reformer-malgre-les-faineants_1594993

Le 7 septembre 2017, interview du député de Seine-Saint-Denis de la France insoumise, Eric Coquerel, également membre de la Commission des finances à l'Assemblée nationale et porte-parole du Parti de gauche.

<https://www.youtube.com/watch?v=GhpmSABT78E>

Le 2 septembre 2017. Article d'Agoravox concernant la directive sur les travailleurs détachés, mentionnant notamment les préjudices subis tant par des ouvriers étrangers surexploités, que par une partie des travailleurs et entrepreneurs français. <https://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/travailleurs-detaches-emmanuel-196399>

Jeudi 3 août 2017. Casse du Code du travail : les députés de gauche vont déposer un recours collectif devant le Conseil constitutionnel <https://www.humanite.fr/casse-du-code-du-travail-les-deputes-de-gauche-vont-deposer-un-recours-collectif-devant-le-conseil>

Code du travail, Interventions de députés à l'Assemblée nationale

Laurence Cohen, députée communiste : <https://twitter.com/search?q=%23PJLdialoguesocial>

Martial Bourquin, député socialiste : <https://www.youtube.com/watch?v=ns2sQmbTV4M>

Adrien Quatennens, député France insoumise : <https://alternatifs44.blogspot.ch/2017/07/code-du-travail-adrien-quatennens.html>

Discours de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale pour expliquer le vote de la France insoumise :

<https://www.youtube.com/watch?v=X4k7Kn1Gzew> Mercredi 2 août 2017. Evasion fiscale. Le gouvernement refuse 80 milliards de recettes <https://www.humanite.fr/evasion-fiscale-le-gouvernement-refuse-80-milliards-de-recettes-639668>

Lundi 31 juillet 2017. Le Conseil constitutionnel français valide le CETA l'estimant compatible avec la Constitution française <https://fr.sputniknews.com/france/201707311032467211-france-conseil-constitutionnel-ceta/>

Mediapart : <http://amisdupg.blogspot.ch/2017/08/ceta-le-conseil-constitutionnel-se.html>

Jeudi 27 juillet 2017. Comme a révélé Humanité, l'ex-Directrice Générale des Ressources

Humaines du groupe Danone, et actuelle Ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a gagné 1,13 million d'euros en Bourse grâce à ses stock-options, suite à l'annonce d'un plan social au sein du groupe. Et ce en moins de 24 heures. Ou quand les licenciements rapportent gros : <http://www.ouest-france.fr/economie/emploi/penicaud-t-elle-gagne-1-million-d-euros-en-bourse-grace-un-plan-social-5158595>

- 27 juillet 2017, Intervention d'Eliane Assassi, députée communiste :

<https://www.youtube.com/watch?v=qvM41ERwoWs>

- 31 juillet 2017. Intervention du député Adrien Quatennens (FI) en Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale (& interview de Mme Pénicaud) : <http://www.bfmtv.com/politique/stock-options-muriel-penicaud-denonce-une-personnalisation-blessante-des-accusations-1228245.html>

- 31 juillet 2017. Réponse de Muriel Pénicaud, puis intervention du député communiste Pierre Dharréville en Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale http://www.huffingtonpost.fr/2017/07/31/muriel-penicaud-repond-aux-accusations-sur-ses-stock-options-che_a_23057674/

- Mercredi 2 Août 2017, nouvel article paru dans L'Humanité : Révélation. Les petites affaires des macroniens issus du groupe Danone <https://www.humanite.fr/revelation-les-petites-affaires-des-macroniens-issus-du-groupe-danone-639661>

Le 19 juillet 2017 à l'Assemblée nationale, intervention de la députée Clémentine Autain (FI) sur le CETA :

<https://www.youtube.com/watch?v=Go3cBSDsQU4>

- <https://www.marianne.net/societe/exploitation-d-hydrocarbures-en-france-nicolas-hulot-refuse-de-froisser-les-entreprises>

Le 19 juillet 2017, le général Pierre de Villiers démissionne

- Interview du Général Vincent Desportes "On retire au Ministère de la Défense deux fois plus - proportionnellement - qu'aux autres Ministères" : <https://www.youtube.com/watch?v=PTBUvVNra5E>

- L'article D3121-9 du Code de la Défense précise que le chef d'état-major des armées a un rôle dans la préparation du budget du Ministère : <http://www.opex360.com/2017/07/21/le-porte-parole-du-gouvernement-charge-encore-le-general-de-villiers-quil-qualifie-de-poete-revendicatif/>

Le 17 juillet 2017. Les collectivités locales devront diminuer leurs dépenses de 13 milliards au lieu de 10 milliards d'ici à 2022. De plus, la taxe d'habitation sera supprimée pour 80 % des foyers (taxe qui représente 1/3 des recettes fiscales des municipalités). <http://www.lefigaro.fr/politique/2017/07/17/01002-20170717ARTFIG00262-macron-met-les-collectivites-au-regime-sec.php> Note de Adetra : Macron, défenseur des accords de libre-échange, dont le CETA, met en œuvre, avec davantage de virulence que ses prédécesseurs, une stratégie ultralibérale qui devrait imposer par ces accords. Cette stratégie vise entre autres à détruire les services publics et les Entreprises détenues par l'Etat en faveur des multinationales. http://aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/resume_ttip_ceta_la_grande_offensive_sur_les_services_publics.pdf

Les services publics municipaux, régionaux et nationaux sont menacés par les accords de libre-échange, dont l'Accord sur le commerce des services "TISA". Cet accord peu connu pourrait être signé rapidement si les USA se décidaient à en reprendre les négociations. Ce n'est qu'au moment de la signature de cet accord que nous saurons s'il est « non-mixte », c'est-à-dire relevant de la compétence exclusive de l'Union européenne, ou « mixte » relevant de l'UE et des Etats membres de l'UE (sachant qu'un seul des 38 Parlements nationaux ou régionaux (habilités) a le pouvoir de remettre en question son processus de ratification). Voir ci-après : la déclaration du 21 juin 2017 du représentant au Commerce américain Robert Lighthizer, et la note sur la Mixité ou non-mixité de TISA.

- 2 août 2017. Le gouvernement supprime 300 millions d'euros de dotations aux collectivités en 2017

http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/08/02/le-gouvernement-supprime-300-millions-d-euros-de-dotations-aux-collectivites-en-2017_5167926_823448.html

Le 12 juillet 2017. Plus de 300 universitaires et chercheurs s'alarment de la volonté du gouvernement d'inscrire dans le droit ordinaire les principales mesures de l'état d'urgence <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/120717/banalisation-de-l-etat-d-urgence-une-menace-pour-l-etat-de-droit>

- 23 juin 2017. Appel à la mobilisation contre l'instauration d'un état d'urgence permanent <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/230617/appel-la-mobilisation-contre-l-instauration-dun-etat-durgence-permanent>

Le 4 juillet 2017, Le danger de rendre 11 vaccinations obligatoires :

<https://www.contrepoints.org/2017/07/04/293901-danger-de-rendre-11-vaccinations-obligatoires>

- 4 juillet 2017. Il y aura 11 vaccins obligatoires au lieu de 3, annonce Édouard Philippe !

http://www.huffingtonpost.fr/2017/07/04/il-y-aura-11-vaccins-obligatoires-au-lieu-de-3-annonce-douard_a_23015586/

- 16 juin 2017, Michèle Rivasi : 11 vaccins obligatoires; dans l'intérêt de qui ? Non à la vaccination forcée :

<http://www.michele-rivasi.eu/a-la-une/11-vaccins-obligatoires-dans-linteret-de-qui-non-a-la-vaccination-forcee/>

- 21 juin 2017. Vaccin contre l'hépatite B : la Cour de Justice de l'UE reconnaît le lien avec la sclérose en plaques =

Une victoire pour les victimes : <http://www.ladepeche.fr/article/2017/06/23/2599730-sclerose-plaques-justice-europeenne-met-cause-vaccin-contre-hepatite-b.html>

- Le 10 février 2017. Le chef du service du Centre de pathologie neuromusculaire de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil (Val-de-Marne), Romain Gherardi, a signé fin 2016 un ouvrage - Toxic Story, Actes Sud - dans lequel il narre son odyssee de lanceur d'alerte concernant les effets des adjuvants aluminiques présents dans les vaccins (voir aussi la vidéo en fin d'article) : "depuis 1926, 60 % des vaccins contiennent des adjuvants aluminiques pour renforcer la réponse immunitaire" : http://www.lemonde.fr/tant-de-temps/article/2017/02/10/adjuvants-des-vaccins-comprendre-que-matiere-de-securite-tout-etait-faux-fut-un-choc_5077561_4598196.html#FzROthJerupCJzC8.99

- Pétition adressée à la ministre Agnès Buzin : <https://www.change.org/p/madame-la-ministre-des-solidarite-et-de-la-sante-madame-agnès-buzin-nous-réclamons-la-liberté-de-vaccination-en-france>

- Voir aussi : <http://www.agoravox.tv/tribune-libre/article/vaccins-obligatoires-des-grands-73823>

Après le discours d'Edouard Philippe le 4 juillet 2017, discours de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale : <https://www.youtube.com/watch?v=o1sQAvB39N4>

Jean-Luc Mélenchon conteste le recours aux ordonnances : « huit jours pour abolir le résultat de cent ans de luttes et de compromis social ».

Pour le communiste Sébastien Jumel « Liquidier le droit du travail par ordonnances est une folie ».

Le socialiste Olivier Faure annonce que son groupe va s'abstenir.

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS 21 juin 2017. Article d'Estelle Pattée paru dans Libération : http://www.liberation.fr/planete/2017/06/21/perturbateurs-endocriniens-ong-et-scientifiques-appellent-la-france-a-ne-rien-ceder_1578472

4 juillet 2017, article post-vote, paru dans Le Figaro : <http://sante.lefigaro.fr/article/perturbateurs-endocriniens-l-europe-avance-timidement>

12 juillet 2017, extrait d'un article paru dans le Canard enchaîné : « Le texte européen signé par Hulot exige un niveau de preuves si élevé – supérieur à celui imposé pour un cancérogène – que nombre de perturbateurs suspectés ou présumés vont pouvoir continuer allègrement d'être en vente libre et de déglinguer nos hormones. Ce qui n'empêche pas Hulot d'annoncer qu'il agit "une avancée considérable". Et c'est ainsi, d'avancée en avancée, que nous irons jusqu'en 2040 ». Le 13 juin 2017. Macron et sa majorité préparent la plus terrible attaque contre nos salaires de toute notre histoire, article de Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste

- http://www.huffingtonpost.fr/gerard-filoche/macron-et-sa-majorite-preparent-la-plus-terrible-attaque-contre_a_22137311/

- <https://www.youtube.com/watch?v=J9fPkJ5FEJY>

Macron menace le code du travail et les libertés publiques - Mélenchon chez Bourdin

Le 9 juin 2017, Jean-Luc Mélenchon était l'invité de Jean-Jacques Bourdin. Il a parlé des élections législatives et expliqué qu'Emmanuel Macron menaçait le code du travail et les libertés publiques. Le code du travail, d'abord, parce qu'il veut le détricoter par ordonnances en mettant la négociation par entreprise au-dessus de la loi ; les libertés publiques, ensuite, parce qu'il souhaite faire entrer les dispositions de l'état d'urgence dans le droit commun. Jean-Luc Mélenchon a également sur ce point dénoncé la méthode d'Emmanuel Macron, qui n'aurait pas rendu ces éléments publics sans les révélations du « Parisien » et du « Monde ». <https://www.youtube.com/watch?v=c75lGfQhRj>

Stop Ordonnances

Nous appelons les futurs député-es qui siégeront à l'Assemblée nationale à ne pas laisser faire ce projet antidémocratique et antisocial de casse du code du travail par Ordonnances. Signez et faites signer cet appel:

<http://stopordonnances.wesign.it/fr> Le 8 juin 2017 : La future loi antiterroriste du gouvernement soulève de vives inquiétudes : http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/06/08/la-future-loi-antiterroriste-du-gouvernement-souleve-de-vives-inquietudes_5140968_1653578.html#dLldShxSIOVEDjSH.99 Des associations demandent à Macron de retirer le projet de loi antiterroriste : http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/06/09/des-associations-demandent-a-macron-de-retirer-le-projet-de-loi-antiterroriste_5141717_1653578.html#d2XKsxVdBg3Ezp3i.99 Juin 2017. Le Monde diplomatique Un barrage peut en cacher un autre <http://www.monde-diplomatique.fr/2017/06/RIMBERT/57603> *****

LA "COM" CONTRE LA DEMOCRATIE

Mercredi 07 juin 2017, article de Laurence Mazure paru dans Le Courrier :

« La surenchère à laquelle se livre le parti La République en marche en matière d'étaffement du futur parlement par l'exécutif, avant même la tenue des législatives des 11 et 18 juin prochains, est préoccupante : les 522 candidats du parti présidentiel ont accepté comme condition préalable à leur candidature de se dessaisir de leur liberté de parole et de critique au profit de l'exécutif, en s'engageant à voter, entre le 24 et le 28 juillet, une loi d'habilitation qui permettra au gouvernement Macron de légiférer par ordonnance dans un but bien précis : cette automutilation annoncée laissera le gouvernement libre de procéder au dépeçage des fondamentaux du code du travail. » https://www.lecourrier.ch/150022/la_com_contre_la_democratie * * * * * Quelle compatibilité entre l'Accord de Paris sur le Climat COP21 et les traités de libre-échange ?

Décembre 2015. Déclaration de la fédération syndicale "Internationale des services publics" (PSI-ISP) :

"A l'heure où les Chefs d'Etat s'apprêtent à négocier un accord international à Paris contre le réchauffement de la planète, leurs négociateurs sur le commerce se réunissent quant à eux à Genève afin de mettre sur pied, dans le plus grand secret, un nouvel accord de libre-échange qui pourrait venir renforcer l'exploitation des énergies fossiles et exacerber le changement climatique." <http://www.world-psi.org/fr/ratification-dun-accord-sur-le-climat-paris>

- <http://www.world-psi.org/fr/la-grande-arnaque-du-rechauffement-climatique> Article de Martine Orange et Julian Assange (WikiLeaks) paru dans Mediapart le 3 décembre 2015 :

https://www.mediapart.fr/journal/economie/031215/energie-et-transport-malgre-la-cop21-tisa-deregleme-tout-va?page_article=2

Pour approfondir : article de Deborah James de l'OWINFS (Notre monde n'est pas à vendre) paru le 3 décembre 2015 :

<https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwjanoCwkuPJAhWJRhQKHat2AF0QFggvMAI&url=http%3A%2F%2Fwww.acidus.ch%2Fblogue%2Fwp-content%2Fuploads%2F2015%2F12%2F2015-owinfs-dj-climate-deception-on-energy-enviro-fr-3-dec-2015.pdf&usq=AFQjCNGzLsJIIYojNS8XFWAMSikZl7xMpg&bvm=bv.110151844,d.bGg>
<http://notforsale.mayfirst.org/fr/article/d-ception-climatique-objectifs-non-contraignants-pour-climat-mais-r-gles-contraignantes-pour>

Article de Maxime Combes, paru le 13 mai 2016, Blog Mediapart : Accord UE-Canada : le CETA nie l'impératif climatique et l'Accord de Paris <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/130516/accord-ue-canada-le-ceta-nie-limperatif-climatique-et-laccord-de-paris>

(Définition des "Barrières non-tarifaires" par R.M. Jennar : Les normes qu'on trouve dans les Constitutions, les lois et les règlements nationaux)

- La Commission européenne appuie le travail des industriels pour promouvoir l'exploitation des hydrocarbures de schiste sous couvert d'expertise scientifique : <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/150415/gaz-de-schiste-pourquoi-jai-renonce-participer-au-groupe-dexperts-de-la-commission-europeenne>

- Le 12 janvier 2017, les membres de la commission "Environnement" du Parlement européen votent en faveur du CETA, accord climatique et lourd de menaces pour notre agriculture et notre alimentation.

Le 16 octobre 2016, Paul Magnette donnait un discours remarquable devant le Parlement wallon - avant la signature du CETA -, revendiquant une transparence des négociations, un respect des règles démocratiques, ainsi que des normes et standards élevés pour les futurs accords de libre-échange comme le CETA :

<https://www.youtube.com/watch?v=B5GhqxWeqzQ>

- <http://www.boursorama.com/actualites/paul-magnette-l-europe-doit-repenser-en-profondeur-sa-politique-commerciale-040fbc64e93a2cdeb95271ea6d647ebd>

- https://www.rtf.be/info/monde/detail_paul-magnette-a-la-television-canadienne-on-pourrait-ne-pas-ratifier-le-ceta?id=9623300 Emmanuel Macron se présente comme un défenseur de la COP21

<https://www.youtube.com/watch?v=w9WJDBJk5cl> Néanmoins, il soutient les accords de libre-échange (et la compétence exclusive de l'UE) qui annulent les quelques avancées non contraignantes de la COP21.

Voir aussi ci-après sa position sur la transparence des négociations et le respect des règles démocratiques du CETA : Position des candidats à la présidentielle française sur CETA, TAFTA & TISA **UNE IMPORTANTE NOUVELLE !!** Le 16 mai 2017, la Cour de justice de l'Union européenne a rendu un "avis" concernant le Libre-échange : Pas de « compétence exclusive » de l'Union Européenne sur les futurs accords de "nouvelle génération" dont CETA et TTIP !

<https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2017-05/cp170052fr.pdf>

<http://www.cncd.be/+CETA-+>

http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/05/16/libre-echange-pas-de-competence-exclusive-de-l-ue-sur-les-accords-de-nouvelle-generation_5128392_3234.html Voir aussi ci-après la vidéo du 6 juillet 2016 de Maria Arena, eurodéputée, qui présente cette question de la "mixité" du CETA Mixité ou non-mixité de TISA ?

Cet accord menace notamment la majorité des services publics et les Entreprises détenues par l'Etat ! Selon des ONGs et syndicats travaillant sur TISA :

Dans le cadre de l'accord de libre-échange UE-Singapour, l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne a défini que les compétences mixtes - relevant de l'UE et des Etats membres de l'UE - sont :

- les investissements de portefeuille,
- et le mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats (ICS-ISDS).

Or TISA ne comprend pas de chapitre sur les investissements qui le rendrait obligatoirement mixte. Par contre, les États membres de l'UE disposent de compétences sur les services de transport, les dispositions relatives au travail et à l'environnement, etc.

Selon un expert auprès de l'UE : "Le 3 février 2016, le Parlement européen n'a pas voté pour que l'accord soit mixte (amendement 53), mais il n'a pas non plus voté pour qu'il soit de compétence exclusive de l'UE. Cette question reste ouverte; la décision sera prise par le Conseil européen sur proposition de la Commission européenne au moment de la signature de TISA !

S'il est mixte, il devra être ratifié par tous les Parlements nationaux, en plus du Parlement européen, mais le Conseil européen pourra décider d'une "Application provisoire". En effet, le traité de Lisbonne prévoit qu'un accord mixte peut être appliqué provisoirement, dès sa signature, avant même la ratification par le Parlement européen et les Parlements nationaux, ce qui est très peu démocratique.

Dans le cas de TISA, il y a un accord entre le Parlement européen et la Commission européenne pour ne pas proposer l'application provisoire de l'accord avant que le Parlement européen n'ait donné son consentement". Voici la position de Raoul Marc Jennar, expert des accords de libre-échange (commentaires 18 à 21)
: <http://www.jennar.fr/2017/05/09/les-appareils-politiques-doivent-se-soumettre-au-peuple/comment-page-1/#comment-288913>

FRANCE : Le 19 mai 2017, article paru dans le quotidien "Humanité" : Le président de la République prépare plusieurs réformes afin d'éviter toute contestation possible à l'Assemblée nationale :
« Il compte bâillonner le Parlement en supprimant un tiers des députés, en réduisant son temps législatif à trois mois par an, en plus de recourir à des ordonnances. En somme, il souhaite se tailler sur mesure un Parlement aux ordres. Ce projet d'une violence inouïe peut être repoussé les 11 et 18 juin. » http://pcf-canton-de-boos.over-blog.com/2017/05/pour-les-deputes-ce-sera-tais-toi-et-marche-si-macron-l-emporte.html?utm_source=flux&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=politics

Blog Mediapart, Raoul Marc Jennar, article du 9 mai 2017 :

"Nous sommes le peuple. Nous refusons de voir détruites les chances que nos 7 millions de voix ont réunies de s'opposer efficacement aux malheurs qui nous attendent et de proposer un projet pour des "jours heureux".

Nous sommes le peuple. Et nous disons à ceux qui parlent en notre nom : dépassez vos intérêts particuliers ; réglez ce qui vous divise ; donnez-nous ce rassemblement qui créera la dynamique unitaire grâce à laquelle tous les espoirs seront permis. Unis, nous pourrons tout. Divisés nous ne serons rien. Il y a urgence". <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/090517/les-appareils-politiques-doivent-se-soumettre-au-peuple> Blog Mediapart, Manifestation du collectif "Front Social" du 8 mai 2017, rassemblant des associations et sections syndicales CGT, FSU et SUD : <https://blogs.mediapart.fr/beatrice-turpin/blog/090517/manifstation-du-front-social-le-8-mai-2017>

Blogs Mediapart, article de RAOUL MARC JENNAR, paru le 2 mai 2017 : Le piège, les menaces et l'espoir : "A la différence des craintes légitimes qu'inspire l'élection de Mme Le Pen, dont on nous abreuve de manière apocalyptique, rien n'est dit par la presse dominante des dangers majeurs qu'apporte l'élection de Macron. Rien de plus naturel quand on sait quels sont les intérêts que sert cette presse. Et pourtant, la dictature qui vient n'est pas nécessairement celle redoutée par les médias." <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/020517/le-piege-les-menaces-et-lespoir>

- Le 10 Mai 2017, article de Daniel Roucoux paru dans "Humanité" : Gouverner par ordonnances et 49-3, comment ça marche et quels garde-fous ? <http://www.humanite.fr/gouverner-par-ordonnances-et-49-3-comment-ca-marche-et-quels-garde-fous-635902>

Article de Laurent Mauduit, paru le 11 juillet 2016 dans Mediapart (journal indépendant), présenté par "Démocratie Réelle" : Emmanuel Macron, le candidat de l'oligarchie <http://democratie-reelle-nimes.over-blog.com/2016/07/emmanuel-macron-le-candidat-de-l-oligarchie-laurent-mauduit.htm>

- La morgue de Macron contre la fonction publique, article de Laurent Mauduit, paru le 19 septembre 2015 dans Mediapart, présenté par le Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc affilié à la FSU (SNUipp-FSU 17) : <http://17.snuipp.fr/spip.php?article1953>

Jeudi 27 avril 2017, près de 3000 personnes, dont une majorité de lycéens et d'étudiants, ont manifesté à Paris, Rennes, Nantes, Lyon, Toulouse, Lille, Dijon, Bordeaux et Clermont-Ferrand, avec des pancartes mentionnant «Ni Marine, ni Macron, ni patrie, ni patron» <https://www.youtube.com/watch?v=niPFyXMT0a0>

Vidéo du 19 avril 2017 de l'hebdomadaire POLITIS (journal indépendant), interview du couple de sociologues Pinçon-Charlot: <https://www.youtube.com/watch?v=ychwDoh5Glo>

Communiqué de la Fédération Éducation & Recherche publié sur le site de la Confédération nationale du travail : Inutile de beaucoup chercher pour connaître les positions politiques de M. Blanquer, nouveau Ministre de l'Éducation Nationale, son livre « L'école de demain » a le mérite d'être clair : il agit d'une vision ultra-libérale et réactionnaire de l'éducation. <https://www.facebook.com/cnt.so/>

Position des candidats à la présidentielle française sur CETA, TAFTA & TISA : Article paru le 15 février 2017 dans le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/international/2017/02/15/01003-20170215ARTFIG00030-ceta-les-principaux-candidats-a-la-presidentielle-sont-tous-contre-sauf-macron.php>

La Position du parti "En Marche" :

De plus, le 20 octobre 2016, Emmanuel Macron défendait la "non-mixité" du CETA. Selon lui, ce traité devrait être ratifié exclusivement par l'UE, et non par les Parlements nationaux de l'UE car « cela décrédibilise l'Europe » !!

Nota bene : Les accords « non-mixtes » relèvent de la compétence exclusive de l'Union européenne, et ne sont par conséquent pas soumis, pour ratification, aux 38 Parlements nationaux et régionaux des Etats membres de l'UE.

Le 5 juillet 2016, la Commission européenne décidait de considérer le CETA comme un accord à compétence "mixte". Présentation de Maria Arena, eurodéputée : <https://www.youtube.com/watch?v=DCoTGUBh33Q>

<http://www.lesoir.be/1346811/article/actualite/union-europeenne/2016-10-19/macron-questions-wallonnes-sur-ceta-sont-pertinentes-mais%E2%80%A6>

- Le 19 octobre 2016, court interview très significatif de la position d'Emmanuel Macron :

<https://www.youtube.com/watch?v=iXrxn1cv6Fg>

Note de Adetra : M. Macron défend la stratégie de l'oligarchie mondialiste en estimant normal que la Commission européenne ne soumette pas le CETA aux Parlements nationaux et régionaux de l'UE, ce qui est foncièrement antidémocratique !

La position des Républicains en faveur du CETA et du TAFTA :

- Le 15 février 2017, le CETA était ratifié par le Parlement européen. Les eurodéputés français Républicains ont voté majoritairement en sa faveur avec 12 pour, 6 abstentions et 2 absents. http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/02/15/traité-ceta-les-eurodeputés-français-ont-majoritairement-voté-contre_5080287_4355770.html

- Le 8 juillet 2015, le Parlement européen approuvait une Résolution pro-TAFTA. Les Républicains ont voté pour. <https://www.libre-echange.info/analyse/article/vote-pro-taфта-au-parlement-europeen-en-juillet-bons-points-et-cartons-rouges> ; Par les dégâts sociaux et écologiques qu'ils provoquent, les tenants de l'ultralibéralisme font le lit de l'extrême droite populiste et xénophobe. TISA, lancement des négociations au Parlement européen, juillet 2013 :

- Article paru sur ContreLaCour : Le 4 juillet 2013, le Parlement européen donnait son appui à l'ouverture des négociations. Sur 765 eurodéputés, seuls 111 parlementaires ont voté contre. Parmi les députés français, tous les socialistes, centristes, UDI et UMP ont approuvé le lancement des négociations. En revanche, les parlementaires écologistes, Front de gauche et FN s'y sont opposés. <http://www.contrelacour.fr/tisa-union-europeenne-commerce-service/>

Positions de Benoît Hamon et de Jean-Luc Mélenchon : L'accord d'innovation passé entre Yannick Jadot et Benoît Hamon (incluant une opposition aux accords CETA, TISA & TAFTA) : <https://reporterre.net/Voici-le-texte-de-l'accord-entre-Hamon-et-Jadot>

- La position de Jean-Luc Mélenchon contre les traités CETA, TAFTA & TISA :

<https://www.youtube.com/watch?v=Lc1OxeL-e9M>

<https://www.youtube.com/watch?v=rRGKE3JbH1Q>

PETITIONS A SIGNER : Non à la proposition scandaleuse de la Commission européenne sur les perturbateurs endocriniens ! https://actions.sumofus.org/a/non-a-la-proposition-scandaleuse-de-la-commission-europeenne-sur-les-perturbateurs-endocriniens?sp_ref=304387056.99.172342.e.544728.2&referrer_id=12578003&source=mlt

Le 22 mars 2017. Rejoignez l'Initiative citoyenne européenne pour l'interdiction du glyphosate :

<https://www.greenpeace.fr/stop-au-glyphosate/> Le 20 mars 2017. Pétition adressée à l'UE pour l'interdiction des néonicotinoïdes : <https://actions.sumofus.org/a/l-ue-doit-mettre-fin-au-massacre-des-abeilles-et-interdire-les-pesticides-neonicotinoides/?akid=28839.9991567.2e2ztB&rd=1&source=fwd&t=2>

TISA Juin 2017. Information diffusée par Public Citizen's Global Trade Watch Lighthizer: TISA an 'important' deal now under review June 21, 2017. The Trade in Services Agreement is an 'important' trade deal that should not 'fall by the wayside,' U.S. Trade Representative Robert Lighthizer told the Senate Finance Committee on Wednesday. Asked by Sen. Tom Carper (D-DE) for his assurance that the deal will not be forgotten, Lighthizer said the Trump administration is 'in the process right now of reviewing all these agreements, all the U.S. trade agreements, and that certainly is an important

one.” En français : Lighthizer: TISA est un accord «important» à l'étudeMercredi 21 juin 2017. L'accord sur le commerce des services TISA est un accord commercial "important" qui ne devrait pas "tomber à l'eau", a déclaré mercredi le représentant du Commerce américain Robert Lighthizer au Comité des Finances du Sénat. Interrogé par le sénateur Tom Carper (D-DE) sur l'assurance que l'accord ne sera pas oublié, Lighthizer a déclaré que l'administration Trump «est en train de passer en revue tous ces accords, tous les accords commerciaux des États-Unis, et [TISA] est certainement un accord important ". Mai 2017, la Fédération Internationale des Transports (ITF) et la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung présentent une recherche sur TiSA, et les effets de cet accord sur les droits des travailleurs du transport. Rapport du Dr Jane Kelsey, professeure de droit à l'Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande : <https://goo.gl/39AmQK>

- <http://morningstaronline.co.uk/a-8a16-Unions-launch-push-to-spike-Tisa-trade-pact#.WRxDd9ykKot> Avril 2017, communiqué du Transnational Institute (TNI) - Economic Justice Programme (Netherlands)www.tni.org
<https://www.facebook.com/TransnationalInstitute> Ainsi que vous le savez, le représentant du commerce américain choisi par Trump, Robert Lighthizer, a dit qu'il n'excluait pas la poursuite de l'Accord sur le Commerce des Services (TISA). Il est temps de se préparer pour le moment où les négociations reprendront, et d'être informés sur la manière dont TiSA constituera une attaque sur les Entreprises d'Etat (à services publics). C'est un sujet fondamental, puisque c'était l'une des raisons principales ayant amené l'Uruguay à se retirer des négociations sur ces accords.
<https://www.tni.org/en/publication/tisa-and-state-owned-enterprises> [EN]
<https://www.tni.org/es/publicacion/el-tisa-y-las-empresas-del-estado>
 [SP]<https://actualite.housseniawriting.com/international/2017/03/22/le-jefta-un-traite-de-libre-echange-totalement-secret-entre-le-japon-et-lunion-europeenne/21079/>

CETA Accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne UE. Mercredi 15 février 2017, le Parlement européen a ratifié le CETA !!http://www.liberation.fr/planete/2017/02/15/ceta-comment-va-t-on-etre-traite_1548777

- Paul Magnette : "Dans le fond, c'est un accord économique dont le vrai objectif est la protection des investissements. Et sous prétexte de la protection des investissements, on veut éroder toute une série de législations en matière de santé publique, d'environnement, d'échange de données fiscales, ... c'est ça le vrai problème".
https://www.rtf.be/info/monde/detail_paul-magnette-promettre-des-milliers-d-emplois-grace-au-ceta-c-est-du-pipeau?id=9532825

- Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste : <http://emmanuelmaurel.eu/?s=ceta>

- Maria Arena, eurodéputée socialiste : <http://www.touteleurope.eu/actualite/video-marie-arena-belgique-gauche-l-europe-merite-mieux-que-le-ceta.html>

- Yannick Jadot, eurodéputé Europe Ecologie : <http://www.lesoir.be/1440633/article/actualite/union-europeenne/2017-02-15/parlement-europeen-approuve-ceta-magnette-maintient-sa-mise-en-garde>

Les négociateurs du CETA :

Stephen Harper, ex-Premier ministre canadien et climato-sceptique, conseille des multinationales (au conseil d'administration de Colliers International, et consultant chez Harper & Associates Consulting Inc. & chez Dentons) : <http://effetsdeterre.fr/2010/09/14/harper-un-climato-sceptique-qui-aime-la-censure/>

- <http://www.journaldemontreal.com/2016/09/17/stephen-harper-au-conseil-dadministration-de-colliers-international-1>

José Manuel Barroso, ex-Président de la Commission européenne, "pantouflé" consultant Goldman Sachs : http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/07/09/l-ex-president-de-la-commission-europeenne-jose-manuel-barroso-recrute-par-goldman-sachs_4966696_3214.html

Karel De Gucht, ancien Commissaire européen au Commerce, "pantouflé" consultant des multinationales : <http://www.humanite.fr/commission-europeenne-portraits-de-pantoufles-613892>

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, a répété son appui au projet de pipeline Keystone XL climaticide, le 24 janvier 2017 : <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/489945/trump-met-la-table-pour-une-approbation-rapide-de-keystone-xl> Le 5 décembre 2016. Paul Magnette et une quarantaine d'universitaires ont lancé la "Déclaration de Namur" que nous vous invitons à signer : <http://declarationdenamur.eu/>

__ TISA ACCORD SUR LE COMMERCE DES SERVICES :
 FUITES, ARTICLES, CONFERENCES & SITES :

- Le 29 janvier 2017 : Nouvelles fuites TISA révélées par Bilaterals.org.

Le réseau Our world is not for sale (OWINFS) diffuse ce qui suit : "Au milieu de l'incertitude politique, une série de nouveaux documents issus de la dernière ronde de négociation de l'Accord sur le commerce des services (TiSA), en

novembre 2016, impliquant 23 parties (représentant 50 pays) a été publiée aujourd'hui sur <http://www.bilaterals.org/?+-tisa-+>. Les documents comprennent le texte de base et les "annexes" sur les télécommunications, le commerce électronique, les dispositions en matière de localisation, les restrictions à la réglementation intérieure, le mouvement temporaire des services, les entreprises publiques, les transports maritimes, routiers et aériens, et les services de livraison. Les experts apporteront des éclaircissements dans la semaine à venir." : <http://www.bilaterals.org/?+-tisa-+&lang=fr> Nota bene : Si les « Annexes » de TISA sont adoptées, elles devront obligatoirement être appliquées dans tous les pays signataires, même lorsqu'un pays les a exclues de son offre individuelle par des réserves !

Suisse. Le 5 décembre 2016. Interview d'Isolda Agazzi paru dans Le Temps :

<https://www.letemps.ch/economie/2016/12/05/tisa-negotiations-patinent>

- Réplique de M. Christian Etter, ambassadeur au Secrétariat à l'Economie (SECO), Et réponse d'Isolda Agazzi (à droite de la page web) :

<http://www.alliancesud.ch/fr/politique/commerce-et-investissements/politique-de-libre-echange/la-suisse-et-le-tisa-la-position-du> Le 25 novembre 2016, European Digital Rights (EDRi) a publié le communiqué suivant : Le blog allemand Netzpolitik.org, en association avec Greenpeace, a publié de nouveaux documents concernant l'Accord sur le commerce des services (TiSA). Les nouvelles fuites confirment les problèmes identifiés dans les fuites précédentes, y compris les menaces graves à la liberté d'expression et à la protection des données personnelles des citoyens européens : <https://edri.org/new-leaks-confirm-tisa-undermine-civil-liberties/>

Le 14 novembre 2016, article paru en anglais dans POLITICO (diffusé par l'OWINFs) :

<http://www.politico.com/tipsheets/morning-trade/2016/11/a-swan-song-for-tisa-217394>

Le 10 novembre 2016 : Rapport et dépliant sur TISA de la Confédération syndicale internationale à Bruxelles (ITUC-CSI), en français : <http://www.ituc-csi.org/acs-l-accord-sur-le-commerce-des>

En 4 langues (au bas du communiqué) : <http://www.ituc-csi.org/tisa-trade-in-services-agreement>

Site de l'Internationale des services publics : <http://www.world-psi.org/fr/issue/ACS>

- Suisse, Lausanne, mercredi 8 juin 2016 : Conférence donnée par Isolda Agazzi, experte en Commerce international auprès d'Alliance Sud : <http://www.alliancesud.ch/fr/infodoc/programme/conference-ttip-tisa-ceta-et-multinationales>

- Union européenne, 1er juillet 2016 : Intervention d'Emmanuel Maurel, eurodéputé :

<http://emmanuelmaurel.eu/negotiations-tisa-la-commission-est-en-train-de-perdre-le-parlement-europeen-en-route/>

- Le 14 octobre 2016 : De nouveaux documents de travail de l'accord Tisa, dévoilés par WikiLeaks avec plusieurs médias européens, dont « Libération », donnent la mesure des priorités de Bruxelles :

http://www.liberation.fr/planete/2016/10/14/liberalisation-des-services-l-ue-a-l-offensive_1521829

- Le 19 octobre 2016 : Interview de Deborah James au CEPR (Center for Economic and Policy Research in Washington, D.C <http://cepr.net/about-us/staff/>) diffusé par "the Real news network" : Les fuites sur l'accord TISA montrent que les multinationales poussent à la privatisation des services publics :

http://therealnews.com/t2/index.php?option=com_content&task=view&id=31&Itemid=74&jumival=17465#newsletter1

ACTIONS POSSIBLES : Prévoir des campagnes nationales d'affichage pour informer les populations qui ne connaissent généralement pas TISA. Intégrer TISA dans toutes les manifestations contre les accords de libre-échange.

Et selon un Vert genevois, informer le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) : "Le Conseil des Communes et Régions d'Europe est la plus importante et la plus ancienne association de collectivités territoriales en Europe. Elle est la seule organisation à fédérer les associations nationales d'autorités locales et régionales de 41 pays européens et représente, à travers elles, tous les niveaux de territoires - locaux, intermédiaires et régionaux." : http://www.ccre.org/fr/article/a_propos_du_ccre 150 000 collectivités sont regroupées au sein des 60 associations membres du CCRE :

http://www.ccre.org/fr/article/a_propos_des_membres La liste des membres du CCRE :

<http://www.ccre.org/fr/associations/index>

L'annuaire des élus du CCRE : <http://www.ccre.org/fr/elus> Les citoyens peuvent simplement interpellier leurs autorités communales ou régionales. & rarr; Les fuites sur TISA, articles de presse et conférences complémentaires se trouvent juste après le

CETA

CETA Accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne Les 1 et 2 décembre 2016. Le ministre-président wallon Paul Magnette menace d'activer la clause de suspension du CETA :

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/3017912/2016/12/01/Magnette-menace-d-activer-la-clause-de-suspension-du-CETA.dhtml> http://www.rtf.be/info/dossier/ceta-la-wallonie-defie-l-europe-et-le-canada/detail_paul-magnette-a-propos-du-ceta-il-ne-faut-pas-jouer-avec-les-pieds-des-wallons?id=9469869 & rarr; Voir aussi les articles

parus sur CNCD 11.11.11 : <http://www.cncd.be/Le-CETA-suspendu-si-sa-legalite-n> Paul Magnette remet la "Déclaration

le Collectif Stop-Tafta : Passez le CETA en revue – Faites le “CETA CHECK” : questionnez les membres du Parlement européen sur l'accord de libre-échange prévu entre l'UE et le Canada (CETA). Supprimons le secret qui entoure CETA et portons le débat sur la place publique ! <https://stop-ttipp.org/fr/https://stoptafta.wordpress.com/2016/12/08/ensemble-nous-pouvons-stopper-le-ceta/> En complément :

- Le mardi 25 octobre 2016. Mais comment conclure le CETA tant que la Wallonie bloque le mécanisme ? La Commission européenne pourrait-elle renoncer au principe d'un accord mixte ? "Facilement", répond Guy Verhofstadt qui a déclaré ce mardi que le Conseil commerce du 11 novembre prochain pourrait revenir sur la proposition de la Commission de faire du CETA un accord mixte, pour le considérer comme relevant de la compétence exclusive de l'UE.

https://www.rtf.be/info/dossier/ceta-la-wallonie-defie-l-europe-et-le-canada/detail_l-ue-pourrait-elle-se-passer-de-cet-accord-mixte-qui-compromet-le-ceta?id=9439520

<https://francais.rt.com/international/28058-ceta--selon-guy-verhofstadt-ue-doit-contourner-veto-wallon>

- Le 31 octobre 2016. Le Monde, les Décodeurs : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/10/31/au-c-ur-du-ceta-episode-1-les-tribunaux-d-arbitrage-menacent-ils-la-democratie_5023267_4355770.html

- Novembre 2016. Le Monde diplomatique, article de Peter Wahl : Le libre-échange divise la société allemande : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/WAHL/56753>

- Le 5 novembre 2016. Le CETA pourrait être soumis à un référendum : <http://www.24heures.ch/monde/ceta-pourrait-soumis-referendum/story/26060299>

- Le 13 novembre 2016, communiqué de Raoul Marc Jennar : Les 38 documents annexés au CETA n'ont toujours pas été publiés au Journal Officiel de l'UE. Pourquoi ? : <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/131116/aecgceta>

- Le 17 novembre 2016, article de Mathilde Dupré de l'Institut Veblen : <https://www.veblen-institute.org/Est-ce-un-nouveau-CETA-qui-a-ete-signé-le-30-octobre-dernier.html>

<http://www.alterecoplus.fr/un-nouveau-ceta-a-ete-signé-30-octobre-dernier/00012564>

- Le 23 novembre 2016, article paru dans La Libre.be : Le Parlement européen dégage la voie pour le CETA :

<http://www.lalibre.be/actu/international/le-parlement-degage-la-voie-pour-le-ceta-5835a42dcd70a4454c044d5e>

- Le 24 novembre 2016, communiqué du CNCD 11.11.11 : <http://www.cncd.be/CETA-Le-Parlement-europeen-avance>

- Le 25 novembre 2016, article paru dans la Libre.be :

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1536/Economie/article/detail/3004014/2016/11/25/Le-vote-du-Parlement-europeen-sur-le-CETA-renvoye-a-debut-2017.dhtml>

- Divers communiqués sur le site d'Europe-Ecologie : <http://europeecologie.eu/+CETA-364-+>

- Du 21 au 24 novembre 2016 au Parlement européen, Vote sur la demande d'un avis de la Cour de justice européenne : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary/2016-11-21/6>

→ Pour d'autres articles, voir ci-dessous au Point 4

TISA

Nouvelles fuites de Wikileaks sur TISA du 15 septembre 2016 :

- [https://wikileaks.org/tisa/#September 15, 2016](https://wikileaks.org/tisa/#September%2015%2C%202016) Publication Information reçue du Bureau européen des unions de consommateurs BEUC.EU, fédération de 43 associations de consommateurs issues de trente et un pays européens (UE, EEE et pays candidats), créée en 1962

:http://www.beuc.eu/search?keys=tisa&field_reference_value=&field_creation_date_value%5Bmin%5D%5Bdate%5D=&field_creation_date_value%5Bmax%5D%5Bdate%5D=&field_priority_target_id%5B%5D=50623

Présentation de Greenpeace : <http://blog.greenpeace.fr/news/tisaleaks-revelations-sur-le-tres-secret-accord-sur-le-commerce-des-services> Article de presse de Christophe Koessler, paru le 21 septembre 2016 dans le journal suisse romand Le Courrier : http://www.lecourrier.ch/142559/greenpeace_au_front_contre_tisa

TISA, FUTURES DU 25 MAI 2016 RÉVÉLÉES PAR WIKILEAKS !!! "Les documents rendus publics ce mercredi 25 mai 2016 par WikiLeaks et ses partenaires – dont Libération et Mediapart en France, l'Espresso en Italie et Público en Espagne – sont principalement de deux ordres. D'abord, neuf annexes au Tisa, dans des versions datées de juillet à octobre 2015..."

Article paru dans Libération : http://www.liberation.fr/planete/2016/05/25/de-nouveaux-documents-devoient-les-coulisses-du-traite-tisa_1455038

Article paru dans Mediapart : <https://www.mediapart.fr/journal/international/250516/libre-echange-avec-tisa-les-multinationales-reclament-un-droit-de-veto-sur-les-etats>

A noter que l'Annexe sur les "Entreprises détenues par l'Etat" est bien sur la table des négociations ! Elle pourrait concerner par exemple les services postaux, les chemins de fer nationaux, les télécommunications... (la liste est longue) !

- Suite à l'Annexe de TISA sur l'Energie, dernièrement divulguée par Wikileaks, voici le communiqué du 30 mai 2016 de la faïtière syndicale "Internationale des services publics" (PSI) <http://www.world-psi.org/fr/dapres-une-analyse-de-lannexe-sur-lenergie-tout-juste-divulguee-lacs-vient-mettre-mal-les-actions-de?platform=hootsuite>

"Un rapport publié par l'Internationale des Services Publics (ISP-PSI) : <http://www.world-psi.org/fr/acs-vs-action-pour-le-climat-troquer-la-democratie-energetique> Le 1er août 2016, article paru en anglais dans Politico, reçu d'une source internationale (voir en milieu d'article pour TISA): <http://www.politico.com/tipsheets/morning-trade/2016/08/tpp-in-the-spotlight-for-lee-visit-215625>

- Le 4 août 2016, article de Giovanni Di Lieto, paru en anglais dans The Conversation, reçu d'une source internationale : <http://theconversation.com/wikileaks-reveals-the-tisa-agreement-could-cost-australian-services-63199>

LE CETA, traité entre l'UE et le Canada :

- Le 30 mai 2016, article d'Eberhard Hamer, juriste professeur d'économie "On prévoit d'appliquer "provisoirement" l'AECG", paru dans Horizons et débats sur le CETA/AECG

En page 5 : https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/HD_12_2016.pdf En allemand : <http://www.zeit-fragen.ch/de/ausgaben/2016/nr-12-24-mai-2016/ceta-soll-schon-vorlaeufig-gelten.html>

En anglais, on page 10 : http://www.currentconcerns.ch/ccsub/CC_20160530_12.pdf Mardi 5 juillet 2016, le Collège des commissaires européens a décidé de considérer le CETA, l'accord commercial négocié avec le Canada, comme un traité « mixte », ce qui signifie qu'il n'est pas de la compétence exclusive de l'Union européenne, mais aussi des Etats membres.

"Toutefois, cette victoire d'étape ne doit pas faire perdre de vue que la ratification par les parlements nationaux pourrait avoir lieu après l'entrée en vigueur « provisoire » du traité. En effet, même si le traité est considéré comme mixte, la Commission propose une « application provisoire » pour toutes les matières communautaires en attendant la ratification par les parlements nationaux. Ceci concernerait pas moins de 90% des articles repris dans le CETA. A titre d'exemple, un autre traité commercial avec la Colombie et le Pérou est en application depuis 2013 alors que le Parlement wallon ne l'a jamais ratifié. De plus, la clause d'arbitrage entre investisseurs et États, particulièrement controversée, continuerait de s'appliquer « provisoirement » même après un rejet par un parlement national, pendant encore trois ans". <http://www.cncd.be/CETA-la-Commission-europeenne-consultera-les-parlements> Le 5 juillet 2016, communiqué d'Europe Ecologie au Parlement Européen : CETA : Volte-face calculée pour la Commission européenne : <http://europeecologie.eu/CETA-volte-face-calulee-pour-la-Commission-europeenne>

- Le 7 juillet 2016, article paru dans l'Humanité : CETA : les coups tordus de Junker :

<http://www.humanite.fr/ceta-les-coups-tordus-de-juncker-611385> Le 7 juillet 2016, communiqué de Maria Arena, eurodéputée belge : <http://www.mariearena.eu/mixite-du-ceta-tactique-la-commission-europeenne-evite-le-blocage-eventuel-des-etats-en-imposant-lentree-en-vigueur-provisoire/>

- Présentation de la coopération réglementaire par le collectif national unitaire Stop-Tafta :

<https://www.collectifstoptafta.org/l-actu/article/cooperation-reglementaire-une>
<https://www.collectifstoptafta.org/l-actu/article/tafta-la-cooperation-reglementaire>

Le 7 juillet 2016, communiqué de Maintenant la gauche : L'accord CETA, la libéralisation comme unique réponse à la crise agricole : <http://www.maintenantlagauche.fr/laccord-ceta-la-liberalisation-comme-unique-reponse-a-la-crise-agricole/>

Le 21 juillet 2016, article paru dans l'Humanité :

<http://www.humanite.fr/du-ceta-au-tafta-les-dominos-du-libre-echange-peuvent-tomber-612338>

- France. Le 29 juillet 2016. Le député PS du Blayais, Philippe Plisson, a cosigné, avec ses collègues de l'Assemblée nationale, Olivier Faure et Jean-Paul Chanteguet, une lettre adressée au Premier ministre Manuel Valls. Les trois parlementaires demandent au chef du gouvernement « de refuser l'Application provisoire de tout ou partie du Ceta ». <http://www.sudouest.fr/2016/07/29/le-depute-blayais-philippe-plisson-interpelle-manuel-valls-suAllemar-le-ceta-2451339-2780.php>

- Allemagne. Le 3 août 2016. Actions juridiques contre le CETA :

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2016/08/03/97002-20160803FILWWW00199-accord-ceta-les-allemands-s-opposent.php>

- Allemagne. Le 8 août 2016. Comment l'approvisionnement en eau serait affecté en Allemagne par CETA, TTIP, TISA, étude réalisée par le Stadtwerke de Karlsruhe, présentée par le Collectif Stop-Tafta :

<https://stoptafta.wordpress.com/2016/08/08/comment-lapprovisionnement-en-eau-serait-affecte-en-allemande-par-ceta-ttip-tisa/>

- Le 23 septembre 2016, les ministres européens de l'économie et du commerce se sont réunis à Bratislava :

<http://www.titrespresse.com/article/5853821607/video-ttip-ceta-bratislava-libre-echange-traites-evoques?pageindex=2>

- Communiqué du 18 octobre 2016 du Collectif Stop-TAFTA, France : <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/ceta-lapprobation-des-28-n-aura-pas-lieu>

- Ellen Gould, d'origine canadienne, est chercheuse spécialisée en commerce international, et une associée de recherche avec CCPA-BC. Elle a publié de nombreuses études, dont le rapport sur TISA « ACS - Les Vrais bons amis » de l'Accord des Entreprises Transnationales » (commandé par l'OWINFS et l'Internationale des Services Publics). Voici à présent son étude du 14 octobre 2016 sur le CETA :

<http://behindthenumbers.ca/2016/10/14/comment-laecg-canada-union-europeenne-va-miner-la-democratie/> → Vous trouverez les autres articles relatifs au CETA au Point 4

TTIP-TAFTA : Le 2 mai 2016, l'ONG Greenpeace Pays-Bas a dévoilé 248 pages de documents confidentiels concernant les négociations du TTIP-TAFTA !
 Communiqué du groupe des Verts/ALE : <http://europeecologie.eu/TAFTA-les-craintes-des-ecologistes-confirmees-par-la-publication-de-documents>
 - Pétition présentée par le collectif Stop-Tafta, avec d'autres organisations, adressée à François Hollande : <https://www.collectifstopafta.org/l-actu/article/tafta-ceta-demandez-a-francois-hollande-de-mettre-un-terme-aux-accords> → Vous trouverez les autres articles relatifs au TTIP au Point 3

LE GLYPHOSATE LA DÉCISION PRISE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE :

- Mardi 28 juin 2016, la Commission européenne a décidé, sans l'accord des Etats-membres, de prolonger de 18 mois l'autorisation de commercialisation du glyphosate, cet herbicide le plus vendu au monde, notamment par Monsanto !!
http://www.huffingtonpost.fr/2016/06/28/glyphosate_n_10718192.html

<http://www.levif.be/actualite/belgique/le-glyphosate-toujours-autorise-une-mesure-irresponsable-et-le-contraire-de-ce-qu-attendent-les-citoyens/article-normal-517777.html> MONSANTO, PORTRAIT D'UNE MULTINATIONALE (pas tout à fait comme les autres !) :

- Le 16 février 2012, article paru dans Le Monde : Monsanto, un demi-siècle de scandales sanitaires : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/16/monsanto-un-demi-siecle-de-scandales-sanitaires_1643081_3244.html
 - Le 12 juillet 2013, article paru dans Le Monde "Agent orange au Vietnam : Monsanto condamné" : http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2013/07/12/agent-orange-au-vietnam-monsanto-condamne_3446967_3216.html

Le 16 novembre 2000, Ina.fr Histoire a présenté un reportage sur les retombées de l'Agent orange et des conséquences de l'utilisation de défoliants durant la guerre du Vietnam : <https://www.youtube.com/watch?v=6AQDgIWC2e8>

- "Le Monde selon Monsanto", film documentaire réalisé par Marie-Monique Robin, sorti en 2008 (1h49) : <https://www.youtube.com/watch?v=cVngG592xKU>
 (Arte, ONF, Festival international du film francophone en Acadie, prix Rachel-Carson (Norvège), trophée des sciences du danger (Cannes), Umwelt-Medienpreis (prix des médias allemands, Berlin 2009), ’Ekofilm Festival de Cesky Kumlav (République Tchèque, 2009)).
 - Le 28 septembre 2016, article de Catherine Morand paru dans Le Courrier : Le Tribunal Monsanto ou le procès de l'agrobusiness mondialisé : http://www.lecourrier.ch/142807/le_tribunal_monsanto_ou_le_proces_de_l_agrobusiness_mondialise

OGM EN INDE :

- Le 26 mai 2015, article paru dans Le Vif : Des centaines de milliers de fermiers se sont donné la mort ces dernières années à cause de la faillite de leur exploitation, entraînée par la culture des OGM : <http://www.levif.be/actualite/international/en-inde-les-ogm-de-monsanto-pousseraient-les-paysans-au-suicide/article-normal-396877.html>

- Suisse-Inde. Le 26 juillet 2016, article paru dans Swissinfo.ch : Comment la Coopération suisse finance la recherche sur les OGM en Inde : http://www.swissinfo.ch/fre/societe/r%C3%A9v%C3%A9lation_comment-la-coop%C3%A9ration-suisse-finance-la-recherche-sur-les-ogm-en-inde/42327524

→ Vous trouverez les autres articles relatifs au glyphosate au Point 5

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS, communiqué du 10 novembre 2016 de Michèle Rivasi, eurodéputée:

- Europe Ecologie, Michèle Rivasi : http://europeecologie.eu/+Perturbateurs-endocriniens-+#pagination_alaune
 - <http://www.michele-rivasi.eu/medias/perturbateurs-endocriniens-la-commission-propose-lintoxication-que-dit-la-france/>
 -

INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale : Vidéo Qu'est-ce que les perturbateurs endocriniens : <https://youtu.be/q0Fkyq8ZWzQ>

NOTRE PATRIMOINE ARTISTIQUE EN DANGER ! Un avant-goût du CETA et du TAFTA-TTIP :
FLORENCE - ITALIE : La multinationale de la malbouffe McDonald's réclame 19,8 millions de dollars de "dommages et intérêts" à la ville de Florence après le refus de son maire d'autoriser l'implantation d'un de ses restaurants sur la célèbre Piazza del Duomo !! Un parfum de CETA, TAFTA-TTIP avant l'heure !!
 Source : page Facebook "Amérique latine résistances" : <https://www.facebook.com/Collectif-Am%C3%A9rique-Latine-R%C3%89SISTANCES-636622546422548/?fref=ts> Le 4 juillet 2016, Blog paru dans Le Monde : http://www.lemonde.fr/big-browser/article/2016/07/04/la-ville-de-florence-ne-veut-pas-entendre-parler-d-un-mcdonald-s_4963407_4832693.html
 Le 7 novembre 2016, article paru dans Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/11/07/20002-20161107ARTFIG00077-mcdonald-s-reclame-178-millions-d-euros-a-la-ville-de-florence.php>
 N.B. Les Tribunaux arbitraux Investisseurs-Etats ne sont actuellement pas prévus dans l'Accord TISA : https://wikileaks.org/tisa/document/201609_TiSA_Institutional-and-dispute-settlement-provisions/

EN SUISSE : AGENDA, OPPOSITION, POSITIONS SUR TISA (TTIP & CETA) :
 - http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=38&Itemid=35
 * * * * *

L'Adetra ayant surtout travaillé sur l'accord TISA, nous vous présenterons sur ce site des informations ayant essentiellement trait à cet accord.

Par souci de simplification, nous utiliserons par la suite les sigles suivants : - TISA (Trade in Services Agreement), pour l'Accord sur le commerce des services (ACS) points 1 et 2 - TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), pour le Traité transatlantique (TAFTA) points 2 et 3- CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement), entre l'Union européenne et le Canada, point 2 et 4

ORGANISMES DE REFERENCE TRAVAILLANT SUR TISA & TTIP :

- La fédération syndicale "Internationale des Services Publics" (PSI-ISP) représente 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 154 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et la société civile et d'autres organisations : <http://www.world-psi.org/fr/issue/ACS>

- "Notre monde n'est pas à vendre" (Our World is not for Sale - OWINFS) est un réseau mondial d'organismes, d'activistes et de mouvements sociaux qui s'opposent aux ententes commerciales et aux accords d'investissement qui favorisent les intérêts des sociétés les plus puissantes du monde au détriment des personnes et de l'environnement : <http://ourworldisnotforsale.org/fr/themes/3085>

Point 1. L'ACCORD SUR LE COMMERCE DES SERVICES - TISA

INFORMATIONS IMPORTANTES :

- Le 2 juin 2015, Communiqué de l'Internationale des Services Publics (PSI-ISP) : "La plus importante divulgation de documents liés aux négociations sur l'Accord sur le commerce des services (ACS-TISA), qui suscite de nombreuses controverses, met en lumière l'irrationalité du secret qui entoure ces négociations et ne rassure aucunement les usagers des services publics" : <http://www.world-psi.org/fr/une-divulgation-massive-de-documents-relatifs-lacs-met-en-lumiere-lirrationalite-du-secrethttps://wikileaks.org/tisa/> (nous vous suggérons de prendre connaissance des analyses faites par les experts).

- Le 6 juillet 2015, article de Rachel Knaebel, Observatoire des multinationales, paru sur le site du réseau OWINFS : <http://www.ourworldisnotforsale.org/fr/article/wikileaks-r-v-l-avant-projet-tisa-trait-libre-change-menace-l-ensemble-des-services-publics>

- Certains services publics et publics-privés sont sur la table des négociations par les "Annexes" de TISA, dévoilées par Wikileaks, dont les Services énergétiques, les Services environnementaux et les Marchés publics.

Selon une source internationale, les USA ont déposé une "Annexe" sur les "Entreprises détenues par l'Etat". Voir le rapport du 16 décembre 2015 de l'UE au point 4, concernant le 15ème round de négociations (29 novembre - 4 décembre 2015), en prenant en compte le fait que toutes les "Annexes" sont d'abord des "Propositions" jusqu'à ce qu'elles soient acceptées (ou non) à la fin des négociations sur TISA : http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/tisa/index_fr.html

- Les documents issus des négociations qui ont lieu à Genève sur TISA sont secrets. En Suisse, seuls le gouvernement et ses représentants du Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) y ont accès (cf. ci-après).

- L'accord TISA sera-t-il "mixte" ou "non-mixte" ? C'est au moment de la signature de TISA que cette importante décision sera prise. La mixité nécessitera la ratification du Conseil européen, du Parlement européen et des Parlements nationaux des Etats membres de l'UE. Par contre, les accords « non-mixtes » ne relèvent que de la seule compétence de l'UE (et ne sont par conséquent pas soumis aux Parlements nationaux de l'UE). Voir au point 2. ARTICLES SUR TISA :

- M. Jean-Marc Devaud (PDC), conseiller administratif de Meyrin, article paru dans l'AGEFI le 18 juin 2015: <https://www.agefi.com/quotidien-agefi/suisse/detail/edition/2015-06-18/article/liberalisation-des-services-des-municipalites-de-larc-lemanique-refusent-detre-soumises-a-laccord-tisa-401258.html>

- Plusieurs conseillers nationaux socialistes annoncent qu'ils s'opposeront de toutes leurs forces aux accords de libre-échange (TTIP/Tafta, TISA) qui, selon eux, menacent le service public, l'indépendance nationale et la santé des citoyens, 25 janvier 2015 : <http://www.letemps.ch/opinions/2015/01/25/nouveaux-accords-libre-echange-menacent-modele-suisse>

- Article et présentation de Raoul Marc Jennar, essayiste, sur l'Accord sur le commerce des services (TISA) : <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/09/JENNAR/50756>

<https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/110116/l-accord-sur-le-commerce-des-services-LES-ANNEXES-DE-TISA> : Les "Annexes" de TISA, si elles sont adoptées, devront être obligatoirement appliquées dans tous les pays signataires, même lorsqu'elles font aussi partie de la "liste négative" d'un pays.

- Interview du 1er août 2015 avec Stefan Giger, secrétaire général du Syndicat suisse des Services Publics : <http://www.syndicom.ch/fr/newsactivites/nouvelles/detail-des-nouvelles/news/tisa-stefan-giger-a-interview.html?cHash=bfea60ae269ad36f9deec5252a961077>

- Audition du 1er juin 2015 d'Isolda Agazzi, experte de TISA, en commission de l'économie rattachée au Parlement du canton de Genève : "Il y a 17 annexes, à savoir, les obligations qui lient tous les Etats participants" : <http://docplayer.fr/6683495-Audition-tisa-commission-de-l-economie-grand-conseil-geneve-1-er-juin-2016-isolda-agazzi-alliance-sud.html>

COP21 & TISA, quelle compatibilité ? Les Annexes sur les services énergétiques et environnementaux ont été divulguées par Wikileaks le 3 décembre 2015, pendant la tenue de la COP21 et du 14ème round de négociations secrètes sur TISA !!

- Article de presse de Christophe Koessler, Le Courrier :

http://www.lecourrier.ch/134746/et_si_l_avenir_du_climat_se_jouait_plutot_a_geneve Un article d'Amaelle Guiton avec Julian Assange, dans "Libération" :

http://www.liberation.fr/planete/2015/12/03/wikileaks-transport-energie-et-environnement-au-menu-de-l-accord-sur-le-commerce-des-services_1418082 Article de Deborah James de l'OWINFS :

<http://ourworldisnotforsale.org/fr/article/d-ception-climatique-objectifs-non-contrainants-pour-climat-mais-r-gles-contrainantes-pour> Communiqué de la PSI : <http://www.world-psi.org/fr/dapres-une-analyse-de-lannexe-sur-lenergie-tout-juste-divulguee-lacs-vient-mettre-mal-les-actions-de> Article de Raoul Marc Jennar : <http://www.jennar.fr/?p=4726>

FORUM INTERNATIONAL ORGANISE PAR LA PSI, l'OWINFS & LA FES A GENEVE EN OCTOBRE 2014 :

En octobre 2014, un forum mondial a eu lieu à Genève sur le "commerce des services (TISA)", co-organisé par l'Internationale des services publics (PSI-ISP), le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS), et la Fondation allemande Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). D'autres ONGs et syndicats, proches de ces organismes, travaillent également sur TISA. Vidéos du Forum en anglais et espagnol :

- <https://www.youtube.com/playlist?list=PLTth89T4iWwzMQq2fjNA6jD8Hp3KwJHz>

- <https://www.youtube.com/playlist?list=PLTth89T4iWwyzHJpeX3HY3QuAf7uxsCMX> ROUNDS DES NEGOCIATIONS SECRETES - TISA :

- Département des affaires étrangères et du commerce, Australie :

<http://dfat.gov.au/trade/agreements/trade-in-services-agreement/news/Pages/news.aspx>

- Une réunion ministérielle sur TISA a eu lieu à Davos, en Suisse, en marge du Forum économique mondial, le 23 janvier 2016. Les ministres ont réaffirmé leur intention de conclure les négociations sur TISA d'ici la fin de l'année 2016 : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/services/tisa-acs.aspx?lang=fr>

- Concernant le round du jeudi 26 mai au vendredi 3 juin 2016, le SECO nous a informé :

« Aucune séance n'est prévue cette fois-ci à la Mission permanente de l'Australie. Une seule réunion est prévue à la Mission permanente de l'Union européenne à Genève, le lundi 30 mai. Les réunions du jeudi 26 au dimanche 29 mai et du mardi 31 mai au vendredi 3 juin auront lieu au siège de l'OMC à Genève ».

L'OPPOSITION À TISA & TTIP EN SUISSE :

Interpellations parlementaires municipales, cantonales et nationales suisses, prises de position des collectivités

publiques (communes, Villes et cantons), Résolutions de partis et de syndicats : Voir : http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=38&Itemid=35

LA QUESTION DU SECRET ENTOURANT LES NEGOCIATIONS DE TISA :

Le 10 décembre 2015, M. Emmanuel Maurel, eurodéputé français, nous informait que le secret qui entoure les négociations sur TISA est encore plus dense que celui qui entoure les négociations sur le TTIP-TAFTA :

"Ni salle de lecture sécurisée, ni accès, même restreint, à tous les documents détaillés issus des négociations [hellip;] les documents régulièrement révélés par Wikileaks constituent malheureusement la base de travail la plus sérieuse pour les parlementaires" :

<http://emmanuelmaurel.eu/revelations-de-wikileaks-sur-le-tisa-la-grande-deregulation/>

(voir aussi la vidéo sous-mentionnée au point sur la Transparence du TTIP, avec M. Emmanuel Maurel)

- Lors de la conférence qui a eu lieu à Berne le 9 septembre 2015 sur TISA, M. Christian Etter, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, a communiqué publiquement que le Conseil fédéral et ses représentants [du Secrétariat d'Etat à l'Economie Suisse SECO] répondent aux questions des

conseillers nationaux des 2 commissions de politique extérieure, ces parlementaires se référant par ailleurs à Wikileaks pour savoir de quoi il s'agit. Par contre, M. Etter nous a dit que :

"l'heure de vérité viendra une fois que le Conseil fédéral se décidera à signer, d'écrire un message au Parlement, où vraiment le texte final sera mis à disposition, pas seulement du Parlement, parce que les messages du Conseil fédéral sont publics...".

SECO :

https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehung/Internationaler_Handel_mit_Dienstleistungen/TISA.html

- Communiqué d'Emmanuel Maurel du 10 décembre 2015 : <http://emmanuelmaurel.eu/page/2/?s=TISA>

- Concernant cette question du secret, veuillez aussi vous référer à l'émission de France Inter sous mentionnée (06'00 et 15'30). Et dans le cadre du vote du 3 février 2016 du Parlement européen : à la présentation de Mme Pervenche Berès, à l'émission d'Europhonica, et aux Débats du 1er février 2016 du Parlement européen (sous mentionnés).

- France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

Mme Seybah Dagoma, parlementaire nationale socialiste, prend la parole concernant l'opacité qui entoure la négociation sur TISA (01:41:30) : "Je constate que les avancées [concernant une meilleure transparence] qui ont pu être obtenues dans le cadre de celles du PTCl-TAFTA, non encore satisfaisantes à mes yeux et toujours en anglais - ce qui peut porter préjudice à de nombreux parlementaires -, sont loin d'être acquises dans le cadre du TISA. A cet égard, le 3 février dernier, le Parlement européen a adopté une série de recommandations afin que la Commission européenne fournisse des fiches d'informations pour le public en expliquant chaque partie de l'accord, et publie des rapports factuels pour chaque cycle de négociations. Je souscris à ces demandes, car en tant que parlementaire nationale, je déplore le fait que nous n'ayons aucun document de négociations, y compris les évaluations approfondies des offres présentées par les parties [à l'accord]".

<http://www.seybahdagoma.fr/2016/05/mon-intervention-sur-laccord-sur-commerce-des-services-acs-ou-tisa/>

Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr/2015-2016/20160196.asp#P791562> EMISSIONS ET POSITIONS AU NIVEAU PARLEMENTAIRE EUROPEEN - TISA :

- Emission du 15 décembre 2015, de France Inter, avec les eurodéputés Viviane Reding, Yannick Jadot et Patrick

Le Hyaric : Lors de cette émission, Mme Viviane Reding, rapporteur pour l'accord Tisa au sein de la Commission du commerce international (INTA), a affirmé qu' "on parle toujours du secret, mais il n'y a rien de secret" (15:30), et "que les Services publics ne sont pas inclus dans les négociations sur Tisa" (06:07).

Affirmations que nous contestons compte tenu notamment des fuites de Wikileaks révélant que les Entreprises détenues par l'Etat, les services environnementaux, les Télécommunications et les services postaux sont sur la table des négociations. Il y a aussi l'Annexe de la Réglementation intérieure qui concerne directement l'Etat.

<http://www.franceinter.fr/emission-telephone-sonne-europe-laccord-sur-le-commerce-des-services-tisa-lautre-traite-que-lunion-e>

Fuites Wikileaks : <https://wikileaks.org/tisa/#October%2014,%202016%20Publication>

- Emission du 3 février 2016, de l'Humanité, avec Patrick Le Hyaric (GUE/NGL), Pervenche Berès (S&D), Stelios Kouloglou (GUE/NGL, SYRIZA) : https://www.youtube.com/watch?v=5rJ_-qeXpco

- Le 27 avril 2016, interview de l'eurodéputé socialiste français Emmanuel Maurel, Libération :

http://www.liberation.fr/france/2016/04/27/apres-le-tafta-tisa-une-directive-bolkestein-puissance-10_1448995

VOTE DU PARLEMENT EUROPEEN DU 3 FEVRIER 2016 CONCERNANT TISA :

Le 3 février 2016, le Parlement européen a voté un rapport de recommandations émanant de la Commission du

commerce international (INTA), à l'attention de la Commission européenne.

- Présentation de Pervenche Berès, eurodéputée française : <http://www.pervencheberes.fr/2016/02/03/accord-sur-le-commerce-des-services-acs-tisa-le-cours-des-negociations-doit-radicalement-changer/>

- Emission radiophonique du 3 février 2016 à "Europhonica" avec Maria Arena, eurodéputée belge et Martine Orange, journaliste à Médiapart : <http://europhonica.eu/integrale-de-lemission-du-3-fevrier-2016/>

"Europhonica", les radios libres européennes au Parlement européen. Emission du 3 février 2016 avec Maria Arena, eurodéputée belge, et Martine Orange, journaliste à Médiapart, interrogées sur le TISA : <http://europhonica.eu/integrale-de-lemission-du-3-fevrier-2016/>

(Comptes rattachés : <https://www.facebook.com/europhonica> & Twitter @europhonica)

- Lors de ce vote, le Parlement européen a refusé l'amendement des Verts-ALE : <http://europeecologie.eu/TISA-le-Parlement-europeen-rate-le-coche-pour-imposer-un-changement-radical-de>

- Présentation de Stop Tafta, avec le détail des votes : <https://taftaquoi.wordpress.com/2016/02/04/au-parlement-europeen-socialistes-et-droite-laissent-passer-le-tisa/IMPORTANT, MIXITÉ OU NON-MIXITÉ DE L'ACCORD TISA ?>

Selon un expert de l'UE: "Le 3 février 2016, le Parlement européen n'a pas voté pour que l'accord soit mixte (amendement 53), mais il n'a pas non plus voté pour qu'il soit de compétence exclusive de l'UE. Cette question reste ouverte; la décision sera prise par le Conseil européen sur proposition de la Commission européenne au moment de la signature de TISA.

S'il est mixte, il devra être ratifié par tous les Parlements nationaux, en plus du Parlement européen, mais le Conseil européen pourra décider d'une "Application provisoire" pendant ce temps. En effet, le traité de Lisbonne prévoit qu'un accord mixte peut être appliqué provisoirement, dès sa signature, donc avant même la ratification par le Parlement européen et les Parlements nationaux, ce qui est très peu démocratique.

Dans ce cas, il faut préciser qu'il y a un accord entre le Parlement européen et la Commission européenne pour ne pas proposer l'application provisoire de l'accord avant que le Parlement européen n'ait donné son consentement".

- Débats du 1er février 2016 au Parlement européen : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20160201+ITEM-010+DOC+XML+V0//FR>

> Intervention de Maria Arena, eurodéputée :

"Monsieur le Président, Madame la Commissaire [Cecilia Malmström], je m'étonne de votre discours. Vous dites : cette résolution confirme mon mandat de pouvoir continuer à négocier de la manière dont je négocie aujourd'hui. À écouter l'ensemble de mes collègues, en tout cas une grande majorité, mais surtout à écouter la rapporteure, Mme Reding, nous entendons que la résolution demande à la Commission, clairement, de changer d'orientation et surtout de respecter un certain nombre de lignes bleues et de lignes rouges. Faut-il rappeler ces lignes rouges? L'exclusion explicite des services publics, pas de libéralisation par défaut et sans retour, la protection des travailleurs, pas de dumping social, la protection des données comme droit fondamental. Tout cela est inclus dans la résolution et n'est donc pas prévu dans vos négociations actuellement..."

> Intervention d'Emmanuel Maurel, eurodéputé : "Monsieur le Président, Mme la rapporteure [Viviane] Reding a dit tout à l'heure que la question qui nous était posée est : Quel TISA voulons-nous ? Mais j'émettrai une petite nuance, je pense que la vraie question est aussi : Voulons-nous du TISA ?

Nous sommes un certain nombre de parlementaires, mais aussi évidemment de citoyens, à douter du bien-fondé d'une telle négociation, pourquoi ? Parce que nous sommes instruits par l'expérience et que nous avons vu le bilan calamiteux des libéralisations passées, alors même que l'Europe, plus que jamais, a besoin de règles et de protections.

Les questions qui sont posées dans cette Résolution et que nous sommes un certain nombre à poser, c'est de savoir si TISA sera un TTIP [TAFTA] déguisé, ou une directive Bolkestein au niveau mondial, ou si TISA impliquera encore plus de dérégulations et encore plus de déréglementation financière ?

Si la Commission répond OUI à ces questions, nous serons évidemment contre TISA. De ce point de vue-là, Mme Arena a raison; notre résolution ne doit pas être un soutien à la Commission, mais plutôt une invitation, un encouragement très vigoureux à procéder autrement et à être toujours soucieux de la protection des salariés et des consommateurs de l'Union européenne". <http://www.deputes-socialistes.eu/emmanuel-maurel-voulons-nous-du-tisa/>

> Voir aussi les interventions de Marina Albiol Guzmán (espagnol), Julia Reda (anglais), Stelios Kouloglou (grec)...>

Article de Lori M. Wallach sur les "Mirages du libre-échange" paru dans le Monde diplomatique en juin 2015 :

<http://www.monde-diplomatique.fr/2015/06/WALLACH/53062>

SUITE : La Commission européenne va-t-elle tenir compte des recommandations du Parlement européen, entre autres sur la demande de transparence des négociations ?

→ Suite le 27 avril 2016 : communiqué d'Emmanuel Maurel, eurodéputé : "... la Direction générale du Commerce de la Commission vient de réagir via un document de suivi préoccupant. D'une suffisance insupportable, elle multiplie les fins de non-recevoir aux parlementaires, sur les clauses « standstill » et « ratchet », sur les droits des travailleurs et même sur la protection des services publics ! <http://emmanuelmaurel.eu/negotiations-tisa-la-commission->

europeenne-joue-avec-le-feu/ & rarr; Suite 3,5 mois plus tard concernant une demande de transparence sur les négociations de TISA, voir au point sur le secret de TISA : France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016, intervention de Mme Seybah Dagoma, parlementaire nationale.& rarr; Suite 5 mois plus tard, le 30 juin 2016 : La Commission européenne a rejeté une recommandation présentée par le Parlement européen (PE) dans sa résolution de février [2016] d'exclure totalement l'application des clauses de statut quo et de cliquet dans l'Accord sur le commerce des services (Tisa) [...] Christophe Kiener, négociateur en chef de l'Union Européenne pour Tisa, a dit le 30 juin 2016 - Commission du commerce international (INTA) du Parlement européen -, que "Ce serait la fin de TISA". <http://www.bilaterals.org/?commission-rejects-meps-request&lang=en>N.B. L'Adetra relève qu'il n'a pas trouvé mention de cet important communiqué - reçu d'une source internationale - sur le site de l'UE concernant TISA : http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/tisa/index_fr.html . Après 2 demandes à l'UE, ils nous ont adressé le document suivant, lequel ne semble pas exister en français, ni être accessible sur leur site !

<http://www.europarl.europa.eu/oeil/spdoc.do?i=26708&j=0&l=en&rarr>; Le 1er juillet 2016 : communiqué d'Emmanuel Maurel, eurodéputé "La Commission n’a pas tardé à réagir, montrant son intention de ne surtout pas accéder aux requêtes [de février dernier] des parlementaires qui, pourtant, auront le dernier mot sur la ratification – ou non – de l’accord. <http://emmanuelmaurel.eu/negociations-tisa-la-commission-est-en-train-de-perdre-le-parlement-europeen-en-route/>

LES POSITIONS DE GRANDES ENTITES FACE A TISA-ACS (liste non exhaustive) :

- Lettre organisée par le réseau Our World Is Not For Sale (OWINFS), du 16 septembre 2013 :

"Aujourd’hui, alors que les gouvernements se réunissent à Genève pour négocier une proposition d’Accord sur le commerce des services (ACS), 341 organisations représentant des centaines de millions de personnes dans presque tous les pays en développement et développés, ont appelé les gouvernements à abandonner les discussions. Parmi les signataires figurent 42 grands réseaux internationaux et régionaux, comme l’Internationale des services publics (PSI), UNI Global Union, la Fédération Syndicale européenne des Services Publics (FSESP), l’IndustriALL Global Union, l’Union internationale des travailleurs de l’agriculture (UITA), et le réseau ATTAC européen" : <http://www.ourworldisnotforsale.org/fr/article/soci-t-civile-internationale-envoie-lettre-aux-gouvernements-pour-s-opposer-l-accord-sur-com>

- Le 9 septembre 2013 : Dans le cadre d’une consultation de la Commission européenne (CE), la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES/ETUC) ont présenté une déclaration commune relative aux négociations sur TISA. Pour les syndicats, la direction prise par les négociations TISA risque de compromettre l’accès à des services publics de qualité et doit être modifiée : <http://www.ituc-csi.org/l-accord-sur-le-commerce-des>

- Le 1er octobre 2015, le 13ème Congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES/ETUC) a adopté à l’unanimité une Motion d’urgence sur TISA (Accord sur le commerce des services - ACS). Plus de 500 délégués syndicaux nationaux, y compris les Secrétaires généraux et/ou Présidents de quelques 90 organisations syndicales nationales de 39 pays européens, 10 fédérations syndicales sectorielles européennes, et des invités d’honneur venus d’Europe et d’ailleurs ont pris part au Congrès : <https://www.etuc.org/fr/documents/motion-durgence-accord-sur-le-commerce-des-services-acs#.Vinw8W72a9I>

(Information de base diffusée par l'OWINFS)

- Le 4 décembre 2015, le Comité des Régions de l’UE (CdR) - organe consultatif de l’UE, composé de 350 membres issus de tous les pays de l’UE - a mis en garde contre un vaste accord sur le commerce des services (TISA) : <http://www.lagazettedescommunes.com/421454/tisa-quant-a-craindre-les-collectivites/>

Point 2. AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES CONCERNANT TISA, TTIP-TAFTA & CETA

Compétence exclusive ou mixte pour les traités TISA-TTIP-CETA, et "Application provisoire" :

- Pour le TISA, voir sous "Vote du Parlement européen du 3 février 2016". Pour le TTIP et le CETA, le 23 février 2016 : <https://www.euractiv.fr/section/commerce-industrie/news/la-france-refuse-que-lue-soit-seule-a-se-prononcer-sur-le-ttip> Pour le CETA : <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2016/02/19/laccord-ceta-europe-canada-sera-t-il-applique-avant-meme-le-feu-vert-des-parlements/>

L'article X.07-4 sera-t-il inclus dans le CETA ? Avec cet article, si la "mixité" et l'"Application provisoire" du CETA étaient décidées par l'UE, puis que le traité était rejeté par un Parlement national de l'UE, le mécanisme d'arbitrage ICS/ISDS pourrait encore s'appliquer pendant 3 ans, en plus de la période acquise pendant son Application provisoire. A suivre.

- La procédure accélérée dite du « Fast-track » (Trade Promotion Authority – TPA), adoptée le 24 juin 2015 par le Sénat américain, a été ratifiée par Barak Obama le 29 juin 2015. L’adoption de cette loi confère au Président l’autorité de négocier des accords internationaux, en ne laissant au Congrès américain (Parlement) que la seule possibilité d’accepter ou de refuser en bloc les textes, après négociation. Selon une experte internationale, le « Fast-track » s'appliquera également à TISA. Voir sur google : " Flash Agri ZONE ALENA n 206 - Juin 2015 ".

- Opposition aux Accords de libre-échange : Des maires et conseillers municipaux de toute l’Europe se sont réunis à Barcelone les 21 et 22 avril 2016 pour exprimer leur opposition aux traités transatlantiques de commerce et d’investissement TTIP-TAFTA, CETA & TISA qui menacent directement les compétences des collectivités territoriales :

<http://www.pour.press/rencontre-des-representants-des-zones-hors-ttip-a-barcelone/>

- Le 28 avril 2016, interview d'Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste, par RFI sur TTIP, TISA et CETA :

<http://www.maintenantlagauche.fr/emmanuel-maurel-je-pense-qu'il-y-a-plus-de-risque-que-dopportunités-dans-ce-traite-de-libre-échange-rfi-28-avril-2016/>

- France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

Intervention de Mme Chantal Guittet, parlementaire nationale socialiste, concernant les négociations des grands accords de libre-échange menées hors OMC (TAFTA-TTIP, CETA, TISA), avec les conséquences négatives que cela peut avoir sur les pays émergents et en développement.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.3969969_5745a0187baea.1ere-seance--questions-au-gouvernement--questions-sur-les-traites-tafta-et-tisa---debat-sur-la-mi-25-mai-2016

Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/2015-2016/20160196.asp#P1562>

- Concernant les accords de libre-échange menés en dehors des règles de l'OMC, il faut notamment relever que le round des négociations secrètes sur TISA, du jeudi 26 mai au vendredi 3 juin 2016, a eu lieu pendant 8 jours au siège de l'OMC et pendant 1 jour à la Mission permanente de l'Union européenne à Genève !

Parallèlement, en marge de la ministérielle de l'OCDE, une réunion informelle a eu lieu au niveau ministériel, le 1er juin 2016 à l'OCDE à Paris, pour discuter du TISA. Les ministres ou leurs représentants des parties participant au processus du TISA, y ont été invités.

Point 3. LE TRAITE TRANSATLANTIQUE TTIP-TAFTA :

- Vidéo de présentation du TTIP-TAFTA de Raoul Marc Jennar, politologue, spécialiste des traités de libre-échange et de l'OMC, janvier 2016 : <http://www.jennar.fr/?p=4791>

- Le gouvernement suisse envisage d'adhérer au TTIP-TAFTA si les négociations de ce traité devaient parvenir à une conclusion, voir au point 2 du lien suivant :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=38&Itemid=35

- France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.3969969_5745a0187baea.1ere-seance--questions-au-gouvernement--questions-sur-les-traites-tafta-et-tisa---debat-sur-la-mi-25-mai-2016

Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/2015-2016/20160196.asp#P791562>

LA TRANSPARENCE DU TTIP SOUS HAUTE SURVEILLANCE : M. Emmanuel Maurel, eurodéputé; vidéo sur les mesures de sécurité prises autour des négociations secrètes concernant le TTIP-TAFTA, le 28 octobre 2015 : <http://emmanuelmaurel.eu/dans-la-salle-de-lecture-securisee-du-ttip-des-piles-de-documents-negociés-dans-le-plus-grand-secret/>

- En juillet 2015, le président du Bundestag allemand, Norbert Lammert, a revendiqué que les députés du Bundestag (Parlement allemand) puissent consulter les documents liés aux négociations du TTIP :

<http://info.arte.tv/fr/ttip-il-ne-faut-surtout-pas-negocier-en-secret>

<https://francais.rt.com/economie/9240-president-bundestag-qualifie-ttip-non> & rarr; En février 2016, une transparence très limitée et sous haute surveillance est accordée aux parlementaires.

- En France, les députés ont eu accès, lors de leur consultation de la mi-février 2016, aux seuls documents du round de juillet 2015 (mais pas à ceux des 3 derniers rounds d'octobre, décembre et février). Le même traitement est, semble-t-il, appliqué aux parlementaires européens !

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/02/22/20002-20160222ARTFIG00044-traite-transatlantique-la-transparence-sous-haute-surveillance.php>

- Au Luxembourg, le 15 février 2016 :

<http://www.bilaterals.org/?yves-cruchten-est-le-premier>

<http://www.lequotidien.lu/politique-et-societe/ttip-une-salle-de-lecture-sous-le-plus-grand-secret/>

- En Allemagne, 5 février 2016 : <https://stop-ttip.org/fr/blog/nouvelles-de-la-salle-de-lecture-du-ttip/>

<https://fr.sputniknews.com/opinion/201601271021251518-tafta-allemande-documents-secrets/>

& rarr; France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

- Intervention de M. Jean-Frédéric Poisson, parlementaire national chrétien-démocrate :

"Quel dispositif allez-vous mettre en place pour que le Parlement soit informé régulièrement, et pas seulement une fois par an comme est le cas en ce moment, du cours des négociations et de leur contenu, y compris éventuellement dans un cadre confidentiel, voire secret ?"

Puis, l'intervention de M. Philippe Vigier, parlementaire national, Union démocrates et indépendants (01:56:50) : http://videos.assemblee-nationale.fr/video.3969969_5745a0187baea.1ere-seance--questions-au-gouvernement--questions-sur-les-traites-tafta-et-tisa---debat-sur-la-mi-25-mai-2016 Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/2015-2016/20160196.asp#P791562>

FUITES SUR LE TTIP-TAFTA & ARTICLES DE PRESSE : Le 2 mai 2016, l'ONG Greenpeace Pays-Bas a dévoilé 248 pages de documents confidentiels concernant les négociations du TTIP-TAFTA !

Communiqué du groupe des Verts/ALE : <http://europeecologie.eu/TAFTA-les-craintes-des-ecologistes-confirmees-par-la-publication-de-documents>

- Le 1er mai 2016, article de presse paru dans "Le Monde" concernant les fuites du 2 mai 2016 :

http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/05/01/tafta-des-documents-confidentiels-revelent-l-avancee-des-negociations_4911732_3234.html

- Le 3 mai 2016, article paru dans Le Point : http://www.lepoint.fr/economie/ttip-le-coup-de-bluff-de-francois-hollande-03-05-2016-2036820_28.php

- Le 2 mai 2016, article du Huffingtonpost : http://www.huffingtonpost.fr/2016/05/02/greenpeace-tafta-ttip-bruxelles-commerce-negociation_n_9820248.html

- Voir aussi l'article de presse du 30 mai 2016 paru dans Horizons et débats, sous CETA.

- 14ème round de négociations; les États-Unis et l'UE ont affirmé vendredi 15 juillet 2016 avoir avancé dans leurs négociations pour tenter d'aboutir à un accord commercial d'ici la fin de l'année, malgré le choc provoqué par le Brexit et l'opposition grandissante en France et en Allemagne. <http://lecourrier.vn/ttip-lue-et-les-usa-parlent-de-progres-mais-beaucoup-reste-a-faire/310188.html>

- Le 11 juillet 2016, Un chapitre du TTIP-TAFTA met en péril la politique climatique de l'UE :

- http://www.liberation.fr/planete/2016/07/12/un-chapitre-du-tafta-met-en-peril-la-politique-climatique-de-l-ue_1465747

- https://france.attac.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique/article/tafta-l-ue-repond-a-l-urgence-climatique-par-le-libre-echange?id_rub=22&id_mo=119

- <https://www.mediapart.fr/journal/economie/110716/libre-echange-l-ue-accusee-de-trahir-l-accord-sur-le-climat?onglet=full>

- <http://europeecologie.eu/TAFTA-l-accord-qui-n-aime-pas-le-climat>

- The Guardian, article en anglais : <https://www.theguardian.com/environment/2016/jul/13/ttip-proposal-casts-doubt-on-g20-climate-pledge-leaked-eu-draft-shows>

LE MECANISME DE REGLEMENT DES DIFFERENDS INVESTISSEURS-ETATS ISDS-ICS :

- Le 24 septembre 2015, Position d'Europe Ecologie au Parlement européen :

<http://europeecologie.eu/L-ISDS-est-mort-vive-l-ISDS>

- Berlin. Le 2 février 2016, l'Association allemande des juges (DRB) - qui compte environ 16'000 membres, dont des juges et procureurs de l'Etat - a rejeté avec force la proposition de la Commission européenne de créer une cour d'investissement internationale dans le cadre du TTIP.

Selon la RDB, il n'y aurait, dans ce tribunal spécial « ni base juridique, ni nécessité ». <https://stop-ttip.org/fr/blog/une-association-allemande-de-juges-soppose-au-systeme-juridictionnel-des-investissements-propose-par-le-ttip/>

- Une présentation de Raoul Marc Jennar, 8 février 2016 : <http://www.jennar.fr/?p=4822>

- Article de Maude Barlow & Raoul Marc Jennar, paru dans Le Monde diplomatique, février 2016 : Le fléau de l'arbitrage international : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/02/BARLOW/54744>

- France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

Intervention de M. Jean-Jacques Candelier, parlementaire national communiste :

"Pourtant, l'image que le Gouvernement tente de renvoyer a été soudainement mise à mal par un document confidentiel, divulgué la semaine dernière. Ce document atteste l'ambition de cinq pays européens, dont la France, d'instaurer une juridiction d'exception européenne, au service des entreprises et des intérêts privés qui souhaiteraient attaquer les décisions de ces États souverains.

Ainsi, secrètement, vous promouvez l'arbitrage privé au sein de l'Europe, alors même que vous dénoncez publiquement les vices des tribunaux arbitraux dans le cadre du TAFTA...".

Puis, l'intervention de M. Arnaud Richard, parlementaire national, Union démocrates et Indépendants.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.3969969_5745a0187baea.1ere-seance--questions-au-gouvernement--questions-sur-les-traites-tafta-et-tisa---debat-sur-la-mi-25-mai-2016

Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/2015-2016/20160196.asp#P791562>

- Le 30 mai 2016, article paru dans Horizons et débats, conférence donnée par Alfred de Zayas, expert indépendant

des Nations Unies : "Les tribunaux d'arbitrage du TTIP : une atteinte à la démocratie et à l'Etat de droit" (existe aussi en anglais et allemand) : "Pourquoi un tribunal spécial devrait-il donner aux investisseurs le droit de poursuivre des gouvernements alors que ces mêmes gouvernements ne peuvent pas poursuivre ces investisseurs devant ces mêmes tribunaux " : <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=4959>

- Le 6 juillet 2016, la fédération des syndicats, qui représente les syndicats du secteur public dans le monde et en Europe, a publié ses recherches révélant que la proposition par l'Union Européenne d'un nouveau système juridictionnel des investissements pourrait donner lieu à l'ouverture de centaines d'actions en justice et coûter des milliards de dollars.

Le communiqué de l'ISP : <http://www.world-psi.org/fr/les-syndicats-du-secteur-public-present-les-membres-du-parlement-europeen-de-rejeter-le-nouveau>

L'Internationale des Services Publics (ISP) a transmis des exemplaires de l'article Le Système juridictionnel des investissements (ICS): Le loup dans la bergerie à tous les membres du Parlement Européen, les exhortant à rejeter la « nouvelle refonte européenne des entreprises ».

CONFÉRENCE, INTERVIEW ET EMISSION TELEVISEE CONCERNANT LE TTIP :

- Le 1er juillet 2015, conférence reçue de la Délégation Europe Écologie, Groupe Verts / ALE du Parlement européen sur le TTIP, aussi en langue française : <http://greenmediabox.eu/en/ct/97-TTIP-and-beyond-Trade-in-global-and-local-politics#video> Le 24 avril 2016, interview de Yannick Jadot, eurodéputé vert, par Médiapart : <http://europeecologie.eu/Jadot-accuse-le-gouvernement-de-double-discours-sur-le-TAFTA>

Manifestations en Allemagne contre TTIP & CETA :

- Berlin, manifestation gigantesque du 10 octobre 2015 :

Berlin, Germany - STOP TTIP & CETA demo

<https://www.youtube.com/watch?v=sUxLmWtnoeY>

<https://www.youtube.com/watch?v=gkil68WuQhg>

- Hannover, manifestation du 23 avril 2016 (avec une intervention en anglais de Sanya Reid Smith, experte des accords de libre-échange, à 4:30). https://www.youtube.com/watch?v=Ae5SC_LtJtY

Article paru le 25 avril 2016 dans Libération : Avec le Tafta, Barack Obama veut soigner son bilan

Actions citoyennes contre TiSA, TTIP & CETA :

- Un militant nous a transmis ce qui suit : Avez-vous déjà vu cette série d'actions musicales contre TAFTA ? Ce serait bien si on pouvait en faire également contre TISA : "Do you hear the people sing", c'est très sympa, vous trouverez des exemples ici ou ici ".

- POUR est un collectif citoyen/média d'intervention qui se mobilise contre les traités internationaux de libre-échange actuellement en cours de négociation (CETA, TTIP-TAFTA, TISA) et pour la construction d'une autre Europe. Une campagne anti-TTIP s'affiche dans le métro bruxellois : <http://www.pour.press/une-campagne-anti-ttip-saffiche-dans-le-metro-bruxellois/>

- Belgique, article paru dans La Libre.be le 10 août 2016 : Le domicile d'un élu Ecolo perquisitionné suite au piratage de l'écran Coca-Cola, place De Brouckère : <http://www.lalibre.be/economie/eco-debats/le-domicile-d-un-elu-ecolo-perquisitionne-suite-au-piratage-de-l-ecran-coca-cola-place-de-brouckere-57ab4a2d35709a31055be88d#.V6uCz3sjuKo.twitter>

Point 4. LE CETA - TRAITÉ ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LE CANADA : Le 27 avril 2016, la Wallonie s'oppose au CETA ! Un article de presse de POUR, collectif citoyen/média d'intervention qui se mobilise contre les traités internationaux de libre-échange en cours de négociation : <http://www.pour.press/ladoption-du-ceta-torpillee-par-le-parlement-de-wallonie/>

http://www.rtf.be/info/belgique/detail_la-wallonie-s-oppose-au-ceta-avec-un-certain-delice?id=928177 Le 4 mai 2016, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles vote à son tour une résolution anti-CETA :

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/2695505/2016/05/04/Libre-echange-le-Parlement-de-la-FWB-vote-a-son-tour-une-resolution-anti-CETA.dhtml>

- Le 27 mai 2016, article d'Europe Écologie "12 raisons de s'opposer au CETA" :

<http://europeecologie.eu/12-raisons-de-s-opposer-au-CETA>

- le 30 mai 2016, article d'Eberhard Hamer, juriste professeur d'économie "On prévoit d'appliquer "provisoirement" l'AECG", paru dans Horizons et débats sur le CETA/AECG

En page 5 : https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/HD_12_2016.pdf En allemand : <http://www.zeit-fragen.ch/de/ausgaben/2016/nr-12-24-mai-2016/ceta-soll-schon-vorlaeufig-gelten.html>

En anglais, on page 10 : http://www.currentconcerns.ch/ccsub/CC_20160530_12.pdf Le 8 juin 2016, article de l'Humanité : Les députés luxembourgeois votent contre le CETA ! <http://www.humanite.fr/vote-des-deputes->

luxembourgeois-contre-le-ceta-cet-accord-qui-fait-peur-609155Le 8 juin 2016, article paru dans Marianne : <http://www.marianne.net/libre-echange-astuce-bruxelles-expedier-accord-ceta-cousin-du-tafta-100243487.html>

- Le 9 juin 2016, article paru dans Le Point : La Commission européenne souhaite ratifier le traité début juillet 2016 et éviter à tout prix un accord dit "mixte" : http://www.lepoint.fr/economie/bruxelles-au-secours-de-l-accord-de-libre-echange-avec-le-canada-09-06-2016-2045521_28.phpLe 14 juin 2016, communiqué d'Emmanuel Maurel, député européen socialiste "Cependant, même si le CETA était considéré comme un accord mixte, la Commission pourrait se réserver le droit de le mettre en application provisoire avant le vote des parlements" : <http://emmanuelmaurel.eu/accord-ceta-les-parlements-etouffes/>

Le 28 juin 2016, la Commission européenne a voulu adopter le CETA sans passer par les parlement nationaux; article de CNCD-11.11.11. Coupole des ONG et associations belges francophones et germanophones engagées dans la solidarité internationale, le CNCD-11.11.11 est un acteur de premier plan en Belgique en matière de solidarité internationale : <http://www.cncd.be/La-Commission-europeenne-veut>

- Le 3 juillet 2016, analyse de Mediapart précédant la décision du Conseil de l'UE : <https://blogs.mediapart.fr/amelie-canonne/blog/030716/ceta-une-discorde-providentielle-pour-paris>

OCTOBRE 2016 : LE DEBAT DEMOCRATIQUE SUR LE CETA N'EST PAS LE PROBLEME MAIS LA SOLUTION :

- Motion du 14 octobre 2016 du Parlement wallon : MOTION 606 n2 (2016-2017) [PDF] Vendredi 14 octobre 2016, le chef du gouvernement wallon, Paul Magnette, déclarait : "Je ne donnerai pas les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral et la Belgique ne signera pas le CETA le 18 octobre". Or, le gouvernement fédéral belge ne peut signer le CETA sans l'aval des Parlements régionaux.

(Voir le Discours de Paul Magnette du 16 octobre 2016 <https://www.youtube.com/watch?v=B5GhqxWeqzQ>). La Wallonie réclame en effet davantage de garanties, notamment en matière de protection de ses citoyens, de ses agriculteurs et de ses PME. En outre, elle émet des réserves sur le mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats (ICS).

Samedi 22 octobre 2016, Le chef de l'exécutif wallon attendait un texte de la Commission européenne. Ce texte sera, «comme chaque fois», examiné et soumis au parlement wallon :

<http://www.lesoir.be/1349249/article/economie/2016-10-22/ceta-paul-magnette-attend-un-texte-commission-europeenne>

Dimanche 23 octobre, Paul Magnette rejetait tout ultimatum lancé par l'UE à la Belgique pour qu'elle garantisse sa signature du CETA le 27 octobre : <http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/francais/Presidence%2BUE/1.2801038>

Lundi 24 octobre, il est probable que la Wallonie confirme cette position aujourd'hui :

http://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/24/traite-commercial-ceta-le-premier-ministre-belge-reunit-un-comite-de-concertation-de-crise_5019046_3210.html Lundi 24 octobre, 16h00, CETA : La Belgique divisée n'est "pas en état de signer"; elle exige davantage de garanties : <https://www.letemps.ch/monde/2016/10/24/wallonie-parvient-bloquer-laccord-libreechange-canada>

Mardi 25 octobre : http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/10/25/ceta-le-blocage-wallon-met-en-danger-les-negociations-d-autres-accords-de-libre-echange_5019657_3234.htmlMardi 25 octobre 2016, pétition de soutien à la Wallonie de WeMove.EU

https://act.wemove.eu/campaigns/wallonie-stop-ceta-fr?utm_campaign=20161025_FR&utm_source=civimail-3677&utm_medium=emailMercredi 26 octobre 2016 :Le Monde : http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/26/ceta-a-la-veille-du-sommet-un-accord-clairement-impossible_5020842_3214.html Raoul Marc Jennar :

<http://www.jennar.fr/2016/10/26/ceta-un-compromis-intra-belge/> Mediapart : <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/261016/ceta-lassourdissant-et-insoutenable-silence-de-francois-hollande-et-matthias-fekl>Jeudi 27 octobre 2016 ATTAC, Désobéissance civile s'allie à la créativité pour stopper les accords de libre-échange :

<https://france.attac.org/agenda/article/ttip-game-over-a-bruxelles>RT : <https://francais.rt.com/international/28147-ceta-accord-entre-parties-belges-trouve>

Collectif Stop-Tafta : <https://stoptafta.wordpress.com/2016/10/27/declaration-du-royaume-de-belgique-relative-aux-conditions-de-pleins-pouvoirs-par-letat-federal-et-les-entites-federees-pour-la-signature-du-ceta/>

Vendredi 28 octobre 2016 : Le Monde, 17h04 : http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/28/le-parlement-de-wallonie-donne-son-accord-a-la-signature-du-ceta_5022179_3214.html Mediapart :

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/281016/accord-belge-sur-le-ceta-quelles-lecons-pour-les-sociaux-democrates>Mediapart - Raoul Marc Jennar : <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog>

Les travaux du Parlement Wallon : <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/291016/aecgceta-les-travaux-du-parlement-wallon> Vidéo présentée par l'Humanité le 25 octobre 2016 : <http://www.humanite.fr/videos/ceta-ca-ne-passe-pas-618931>

REUTERS, 22h12 : <http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN12S1TU?sp=true>Attac, continuons la mobilisation ! : <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/ceta-plus-que-jamais-la-mobilisation-continue>

Dimanche 30 octobre 2016 :Le Canada et l'UE signent le traité CETA :

<http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN12U0I2C>CNCD 11.11.11, communiqué du 28 octobre :

<http://www.cncd.be/Autopsie-a-chaud-de-l-accord-sur> Une action proposée par STOP-TTIP Initiative européenne :

Passez le CETA en revue – Faites le "CETA CHECK" : questionnez les membres du Parlement européen sur l'accord de libre-échange prévu entre l'UE et le Canada (CETA). Supprimons le secret qui entoure CETA et portons le débat sur la place publique ! <https://stop-ttip.org/fr/> En complément :

- Le 18 octobre 2016, 18h42, RT présente : «C'est un accord pour les corporations, mais pas pour le peuple», ont proclamé des activistes de Greenpeace et d'autres organisations manifestant à Luxembourg pendant la

rencontre ministérielle sur l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada :

<https://francais.rt.com/international/27763-luxembourg-ceta-manifestation>

- Le 18 octobre 2016, AITEC, Attac France : L'accord CETA n'est pas compatible avec l'Accord de Paris :

<https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/l-accord-ue-canada-n-est-pas-compatible-avec-l-accord-de-paris>

- Samedi 22 octobre 2016, des milliers de citoyens ont manifesté contre le CETA à Amsterdam. Le TTIP et le TISA sont également dénoncés :

<https://fr.sputniknews.com/international/201610221028328070-manifestation-ceta-amsterdam/>

<https://francais.rt.com/economie/27917-ceta-manifestants-amsterdam-wallonie>

→ Pour la suite, voir sous l'Introduction

----- SITES DE RÉFÉRENCE INFORMANT SUR TISA, TTIP & CETA : TISA :

- Internationale des "Services Publics" (PSI-ISP) - TISA : <http://www.world-psi.org/fr/issue/ACS>

- Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS) - TISA : <http://notforsale.mayfirst.org/fr>

- Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste : <http://emmanuelmaurel.eu/?s=TISA>

TTIP-TAFTA & CETA :

- Raoul Marc Jennar, politologue, spécialiste des traités de libre-échange et de l'OMC :

<http://www.jennar.fr/?s=tafta>

<http://www.jennar.fr/?s=CETA>

- CNCD-11.11.11. Coupole des ONG et associations belges francophones et germanophones engagées dans la solidarité internationale, le CNCD-11.11.11 est un acteur de premier plan en Belgique en matière de solidarité internationale : <http://www.cncd.be/>

- Collectif français Stop TAFTA, 145 collectifs locaux - 623 collectivités "hors TAFTA" ou en vigilance

<https://www.collectifstoptafta.org/>

<https://stoptafta.wordpress.com/>

Propositions d'actions citoyennes : <http://www.cyberacteurs.org/cyberactions/protegeons-communes-departements-regions-declarons-hors-tafta-750.html>

- Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste CETA : <http://emmanuelmaurel.eu/?s=ceta>

- Europe Ecologie au Parlement

européen TTIP-TAFTA & CETA : <http://europeecologie.eu/+TTIP+>

- Initiative européenne Stop TTIP & CETA : <https://stop-ttip.org/fr/>

- POUR est un collectif citoyen/média d'intervention qui se mobilise contre les traités internationaux de libre-échange actuellement en cours de négociation (CETA, TTIP-TAFTA, TISA) et pour la construction d'une autre Europe : <http://www.pour.press/category/traites-internationaux/>

VOUS SOUHAITEZ AGIR CONCERNANT TISA ?

Nous vous y invitons dès aujourd'hui ! Vous pourrez par exemple reprendre ou vous inspirer de la lettre de protestation proposée par l'Internationale des services publics <http://www.world-psi.org/fr/lettre-de-protestation-tisa> en l'adressant à vos autorités communales (au niveau parlementaire et exécutif). Plus ces accords seront connus et contestés, moins ils auront de chance de passer !

CARTON ROUGE !

LUXEMBOURG. Mis en œuvre par le gouvernement du Luxembourg, le portail public "europaforum.lu" constitue une plateforme d'information qui se veut non partisane et ouverte à toutes et à tous. Voici un extrait de leur communiqué du 18 janvier 2016 concernant le Rapport de recommandations élaboré par Mme Viviane Reding, voté le 3 février 2016 par le Parlement européen, à l'attention de la Commission européenne :

"L'Accord sur le commerce des services (ACS ou TISA, pour "Trade in Services Agreement" en anglais) négocié entre 23 parties à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ...".

<http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2016/01/pe-inta-tisa-recommandations/index.html>

Après vérification de ce point auprès de l'Internationale des services publics fin janvier 2016, il apparaît clairement que ces négociations ont toujours lieu en secret et en dehors des règles de l'OMC. Toutefois, quelques pays ont publié quelques-unes de leurs propositions, mais pour la plupart est toujours dans le secret.

Le 28 avril 2014, le journal Bilan faisait paraître un article dans lequel Mme Rosa Pavanelli, secrétaire générale de

l'Internationale des services publics, affirmait déjà : "Ces négociations se déroulent dans le plus grand secret au mépris des droits démocratiques et en dehors des règles de l'OMC". <http://www.bilan.ch/economie/des-ong-denoncent-le-secret-lie-aux-negociations-sur-le-commerce-des-services> L'Adetra vous remercie d'avance de lui signaler toute éventuelle erreur ou omission à l'adresse suivante : http://www.adetra.org/index.php?option=com_contact&Itemid=3